

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2009/05

**L'agriculture en 2008
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 1^{er} juillet 2009*

E 2009/05

L'agriculture en 2008

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 1^{er} juillet 2009.
La rédaction du rapport a été assurée par Jean-Michel Annequin, Marie-Hélène Blonde et Claire Lesdos, de
l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2008

Résumé :

En France, comme dans l'Union européenne à vingt-sept, l'année 2008 est marquée par l'abondance des récoltes de céréales et la chute de leurs prix. A l'inverse les prix des productions animales augmentent fortement. Au total, la valeur de la production agricole augmente de 3,8 %. Les charges des agriculteurs sont alourdies par l'augmentation des prix des aliments pour le bétail, et par la flambée des prix des engrais et du fioul.

En conséquence le résultat agricole net par actif baisse fortement : -11 % en termes réels en 2008, après deux années de croissance exceptionnelles. Le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié chute de 20 % en termes réels en 2008, alors qu'il avait augmenté de 17 % en 2007.

Le solde des échanges extérieurs en produits agroalimentaires s'améliore pour la troisième année consécutive : il atteint 9,5 milliards d'euros en 2008.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2008

Abstract :

In France, as in EU-27, the year 2008 is marked by abundant crops of grain and falling prices. In contrast the prices of livestock products put up sharply. In total, the value of agricultural production increases by 3.8%. Farmers' costs are burdened by the rising price of animal feed, and by soaring prices for fertilizer and fuel oil.

Consequently, agricultural factor income per labour unit fall sharply: -11% in real terms in 2008, after two years of exceptional growth. The entrepreneurial income per unpaid annual work unit fall by 20% in real terms in 2008, when it had increased by 17% in 2007.

The balance of foreign trade in food products improved for the third consecutive year, reaching 9.5 billion euros in 2008.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble	5
Le contexte européen.....	9
Tableau de bord	17
Le compte national de l'agriculture	23
La production	23
Les consommations intermédiaires	28
La valeur ajoutée	31
Le résultat agricole net	33
Le revenu net d'entreprise agricole	33
L'investissement agricole	36
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France.....	39
Annexes	
Les comptes 2006, 2007 et 2008, moyenne quinquennale	47
La production agricole en 2008 : fiches par produits.....	67
L'investissement agricole	75
Eléments du compte de capital	81
Les révisions des comptes	85
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	87
Chronologie de l'année 2008.....	95

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. A la base 1995 a donc succédé la base 2000. Le compte spécifique de l'agriculture, en phase avec le cadre central, a été présenté en base 2000 à la CCAN en juin 2005 et le traitement des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), réalisé sur les séries longues 1959 à 2005, a été présenté en juin 2006.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central,
- les établissements produisant des semences certifiées, les jardins familiaux et le paysagisme ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le résultat agricole net par unité de travail agricole ou le revenu net d'entreprise par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

*
* *

Ce rapport présente le compte définitif 2006, le compte semi-définitif 2007 et le compte provisoire 2008. Les séries longues 1959-2008 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique Comptes annuels \ comptes spécialisés \ agriculture.

A noter que les comparaisons internationales ne peuvent être menées que sur les comptes prévisionnels 2008 des États membres, arrêtés en janvier 2009 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (EUROSTAT) en février. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés. Ils sont disponibles sur le site internet d'Eurostat.

L'agriculture européenne et française en 2008

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le résultat agricole net par actif baisse en 2008 : -3,5 % sur le champ de l'UE-27, après une hausse de 9,7 % en 2007 ; ces évolutions sont exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2008, la valeur de la production agricole progresse (+ 4,0 % en termes réels), grâce à la forte croissance de la production de céréales et à l'augmentation des prix de la production animale. Le renchérissement des consommations intermédiaires (+ 9 % en termes réels) pèse sur l'évolution de la valeur ajoutée brute qui diminue de 4,5 %. Globalement, le résultat agricole se dégrade donc (-5,7 %) et la réduction continue de la main-d'œuvre agricole (-2,5 %) limite la baisse du résultat agricole net par actif en termes réels à -3,5 %.

○ En ce qui concerne **la France, le compte provisoire** donne une forte baisse (-10,8 %) du résultat agricole net par actif en termes réels après deux années de forte croissance (respectivement + 11,9 % et + 10,9 % en 2006 et 2007).

La **valeur de la production agricole** augmente (+ 3,8 % hors subventions), sous l'effet conjugué de la croissance des volumes (+ 2,6 %) et des prix (+ 1,2 %). Les récoltes de céréales et d'oléagineux ont été particulièrement abondantes alors que les surfaces consacrées aux protéagineux et aux betteraves diminuaient et que pommes de terre et fruits pâtissaient de conditions climatiques défavorables. La production animale est tirée par l'augmentation de la collecte laitière. Contre-coup de l'année précédente, les prix des céréales chutent dans le sillage des cours mondiaux. Le prix des vins se raffermi encore, ceux des pommes de terre et des fruits se redressent. Pour les autres productions végétales, la tendance des prix est plutôt à la baisse. Au contraire, les prix des productions animales augmentent fortement. Seul le prix du veau fléchit en 2008. Les prix du lait s'accroissent sensiblement en moyenne sur l'année malgré le retournement brutal à la baisse en fin d'année.

La valeur des **consommations intermédiaires** augmente (+ 11,9 %), à cause des volumes mais surtout des prix. Ceux des aliments pour animaux, qui constituent le premier poste de dépenses de l'agriculture, augmentent tout particulièrement (+ 14,0 %), ayant intégré avec retard la hausse en 2007 des prix des COP et des poudres de lait qui les composent. Les dépenses d'engrais et de produits phytosanitaires progressent en volume, et les premières encore plus en prix. La facture énergétique s'alourdit avec la hausse des prix.

Les **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à 10 milliards d'euros en 2008. Le montant est équivalent à ceux des années 2006 et 2007, depuis la mise en place du nouveau dispositif d'aides à la branche agriculture.

L'écart entre la croissance de valeur de la production et celle des charges engendre une forte baisse du résultat agricole net (-10,5 %). Compte tenu de la baisse de l'emploi (-2,1 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 2,5 %), le **résultat agricole net par actif en termes réels se réduit de 10,8 % en 2008**, après deux années de croissance exceptionnelle.

La rémunération des salariés, le fermage et le remboursement des intérêts étant pris en compte, le revenu net d'entreprise de la branche agricole baisse encore davantage en valeur nominale (-20,4 %). Comme l'emploi non salarié baisse de façon tendancielle (-2,5 %), déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,5 %), le **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels connaît une baisse quasi-identique de 20,3 % en 2008**, après une hausse de 17,4 % en 2007. Cet indicateur retrouve ainsi un niveau légèrement inférieur à celui de 2006.

En 2008, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 9,5 milliards d'euros : 3,5 milliards pour les produits agricoles et 6 milliards pour les produits transformés. Il progresse (+ 0,2 milliard) pour la troisième année consécutive et rejoint le niveau de l'année 2000, le plus élevé de la décennie.

Le solde gagne 1,4 milliard sur les produits agricoles bruts, mais perd 1,2 milliard sur les produits transformés. L'excédent s'améliore avec l'Union européenne et reste stable avec les pays tiers.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 95 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La production de la branche agriculture est valorisée au prix de base. **Le prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.
- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation** :
 - les premières comprennent notamment les paiements à la surface pour les grandes cultures, la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.
 - les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.
- Les **consommations intermédiaires** de la branche agriculture correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.
- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.
- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :
 - le **résultat agricole net** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Résultat agricole net (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs	Résultat agricole net
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net d'entreprise agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

<i>Evolution du nombre d'UTA² totales</i>	(3)
<i>Evolution du nombre d'UTA² non salariées</i>	(4)
<i>Evolution du prix du PIB</i>	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(1)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(1) / (3)
	(2)
	(2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(A)	(1) / (5)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(C)	(1) / (3) / (5)
	(B)	(2) / (5)
	(B)	(2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le résultat net agricole par actif (indicateur A), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C).

La production agricole de l'UE augmente nettement en valeur

En 2008, la valeur nominale de la production agricole de l'Union européenne à vingt-sept, hors subventions sur les produits, croît fortement (+ 6 %). Calculée en termes réels, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB des différents pays, elle progresse nettement (+ 4 %). Elle augmente en termes réels dans dix-neuf pays sur vingt-sept. Parmi les plus grands pays producteurs, elle augmente très fortement au Royaume-Uni (+ 22 %) et en Roumanie (+ 23 %), plus modérément en Allemagne (+ 5 %), en Italie (+ 3,5 %) et en France (+ 1 %) ; elle est stable aux Pays-Bas et diminue légèrement en Espagne (-1 %) et en Pologne (-2 %).

Le volume de la production végétale augmente (+ 7 %), tandis que la production animale est stable. Le prix de la production végétale diminue (-4 % en termes réels, hors subventions), celui de la production animale croît nettement (+ 6 %).

○ **La production végétale** de l'UE-27 augmente en valeur (+ 3 % en termes réels, hors subventions). Mais l'évolution est diverse selon les produits. La valeur de la production augmente très fortement pour les oléagineux (+ 24 %) et dans une moindre mesure pour les céréales (+ 8 %), les fruits (+ 6 %), le vin (+ 3 %) et l'huile d'olive (+ 2 %). Elle diminue pour les légumes frais (-2 %), les pommes de terre (-13 %) et les betteraves industrielles (-17 %).

La production de **céréales**, qui avait été exceptionnelle en 2004, puis décevante les trois années suivantes, augmente très fortement (+ 22 % en volume) ; pour le blé, elle retrouve même le niveau record de 2004. Les rendements moyens font un bond (+ 16 % pour le blé, + 21 %

pour le maïs), particulièrement dans les pays d'Europe centrale où la sécheresse avait été désastreuse en 2007. En outre, l'extension des surfaces (+ 7 % pour le blé comme pour le maïs) est dopée par la suspension de la jachère obligatoire et par les prix attractifs des céréales. Parmi les principaux pays céréaliers, les taux de croissance du volume des récoltes sont néanmoins assez divers. La moisson est bien plus abondante qu'en 2007 au Royaume-Uni (+ 28 %), en Allemagne (+ 23 %), en France¹ (+ 18 %) et en Italie (+ 10 %) ; en revanche elle ne progresse ni en Espagne ni en Pologne, en dépit de l'extension des surfaces ensemencées. Par ailleurs, la qualité des récoltes n'est pas la même selon les pays : en Allemagne notamment, les conditions météorologiques dégradent en qualité fourragère une part importante de la moisson de blé.

Dans l'UE, le prix des céréales² baisse fortement (-12 % en termes réels, hors subventions) du fait de l'abondance des récoltes et du contexte international. Après une très forte progression en 2006 et en 2007, les cours mondiaux atteignent un pic historique au début de l'année 2008 ; ils connaissent ensuite une chute rapide à l'annonce de très bonnes récoltes, qui laissent prévoir une reconstitution des stocks. La crise financière et le ralentissement de l'économie mondiale accentuent encore l'ampleur de la baisse. Par ailleurs, la concurrence de l'Ukraine et de la Russie pèse sur le prix des céréales fourragères. Dans les cinq plus grands pays producteurs de céréales, c'est en France que leur prix baisse le plus. Le Royaume-Uni fait exception : le prix des céréales y augmente fortement en dépit de l'abondance des récoltes, qui sont en outre dégradées en partie par les intempéries.

1. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes : ce sont celles du compte provisoire établi en mai 2009.

2. Compte tenu de la forte amplitude des fluctuations des prix des céréales, il a été difficile de prévoir l'évolution des prix 2008/2007 de façon exacte et comparable. Les méthodes d'estimations diffèrent selon les pays, certains utilisant les prix de l'année civile plutôt que les prix de campagne.

La récolte d'**oléagineux** progresse à nouveau (+ 11 %) en dépit d'une nette réduction des surfaces de colza dans les deux principaux pays producteurs, la France et l'Allemagne. La production de graines de tournesol augmente fortement en France et surtout dans les trois autres grands pays producteurs (Roumanie, Bulgarie, Hongrie, où elle s'était effondrée en

2007). Les prix des oléagineux (+ 12 % en termes réels) continuent leur progression en 2008, après avoir flambé l'année précédente. Cependant, les évolutions sont contrastées selon les pays. En France, où les volumes progressent grâce à de bons rendements, les prix baissent. En revanche, en Allemagne, la récolte diminue et les prix réagissent vivement à la hausse (+ 28 %).

Tableau 1
Production agricole au prix du marché (hors subventions) en 2008

En millions d'euros

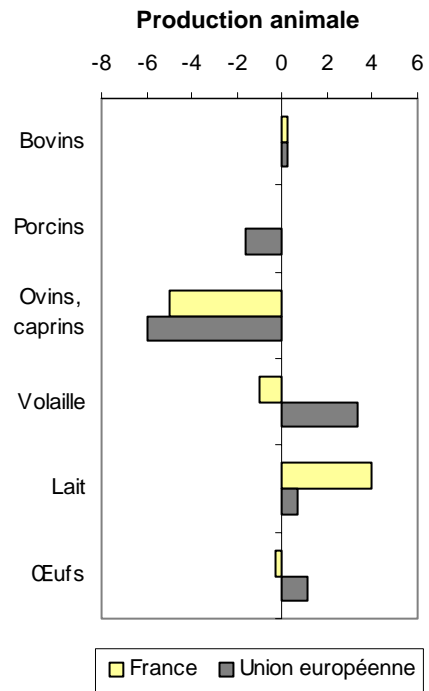
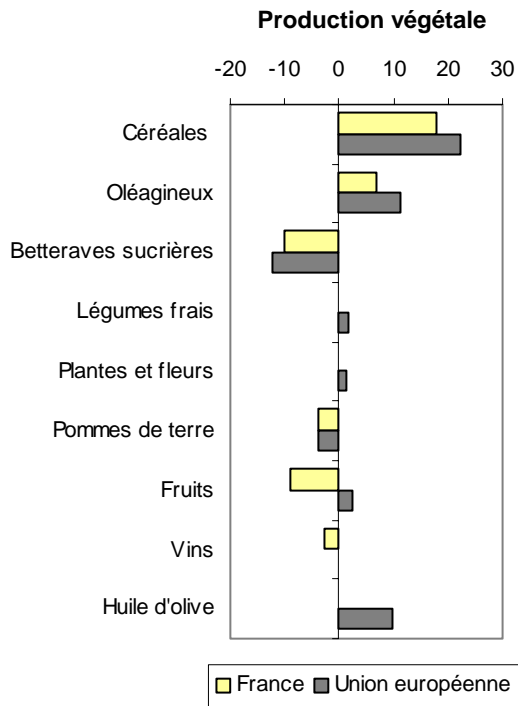
	Production agricole totale ¹	dont production végétale			dont production animale			
		Total végétaux	Céréales	Plantes industrielles	Total prod. animale	Bovins	Porcins	Lait
UE	369541	195619	51040	14913	148611	28352	32787	52760
France	66220	36380	10292	2916	24574	6945	3159	8899
Allemagne	48455	24610	8162	2858	22113	3532	6079	9654
Italie	47006	27682	4570	731	15352	3349	2671	4761
Espagne	40370	24279	4290	650	14280	2074	5080	2993
Royaume-Uni	24599	9644	4026	1445	12924	3522	1088	4250
Pays-Bas	23515	11418	227	240	9630	1445	2470	4168
Pologne	20587	10034	4132	1347	9910	1085	2608	3457
Roumanie	17729	12115	3999	761	4223	347	1004	1376
Grèce	10525	6739	971	365	2858	233	273	1144
Danemark	9560	3668	1690	353	5330	329	2575	1737
Hongrie	7618	4566	2267	833	2453	111	719	557
Belgique	7314	3200	324	164	4034	1096	1500	943
Portugal	6720	3824	240	75	2562	444	504	847
Autriche	6614	3000	682	217	3089	782	746	1145
Irlande	6169	1658	288		4195	1663	317	1626
Suède	4946	1951	577	131	2308	385	392	1125
Rép. tchèque	4632	2460	1031	657	1984	208	480	899
Bulgarie	4461	2437	932	578	1347	110	165	563
Finlande	4321	1890	681	52	1906	220	329	1027
Slovaquie	2289	1240	679	262	862	110	159	351
Lituanie	2054	1102	569	126	833	97	121	451
Slovénie	1162	589	95	31	552	132	87	190
Lettonie	1004	481	204	71	395	34	58	202
Estonie	637	235	91	41	339	28	79	187
Chypre	617	281	3	3	306	11	87	89
Luxembourg	294	88	21	6	182	55	22	101
Malte	124	47	-	-	68	4	14	19
Part de la France	18%	19%	20%	20%	17%	24%	10%	17%

1. Outre les productions végétales et animales, la production agricole comprend les services agricoles et les activités secondaires non séparables.

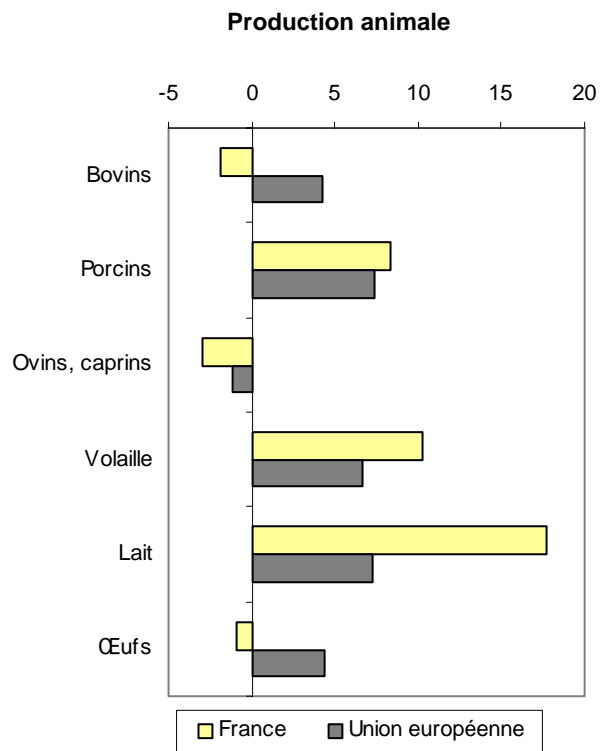
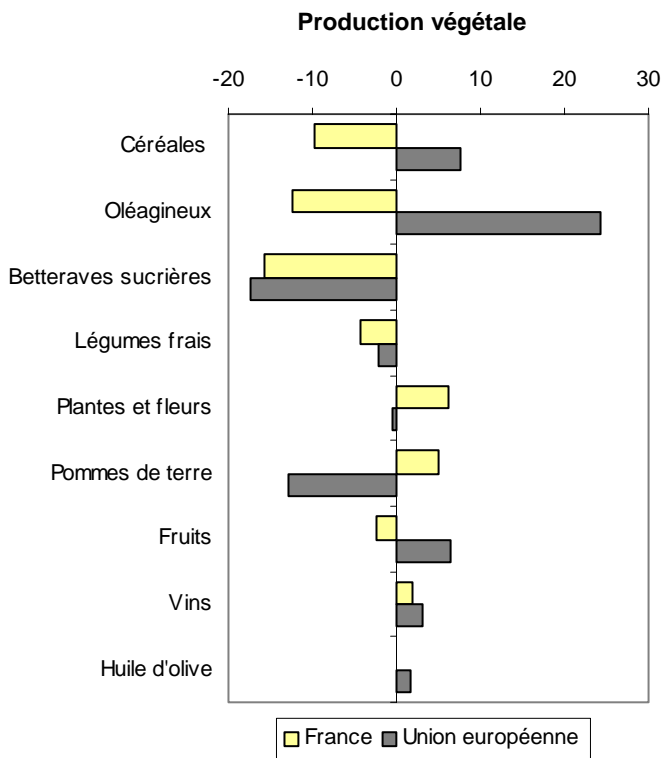
Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2009.

Graphique 1
Évolution de la production en volume en France et dans l'Union européenne 2008/2007 (en %)



Graphique 2
Évolution en termes réels de la valeur de la production en France et dans l'Union européenne 2008/2007 (en %)



Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2009.

La récolte de **pommes de terre** se réduit (-4 %) en particulier en Allemagne (-3 %) et en Pologne (-27 %), les deux principaux pays producteurs ; le prix des pommes de terre, qui avait flambé en 2006, est, comme en 2007, orienté à la baisse (-9 % en termes réels).

Le volume de **betteraves industrielles** diminue (-12 %) du fait de la réduction des surfaces cultivées en betteraves à sucre suite à la réforme de l'OCM sucre (organisation commune de marché). Le prix à la production décroît (-6 % en termes réels) en application du règlement sur le sucre. Le 1^{er} octobre 2008, le prix de référence du sucre raffiné perd 14 %, avant une nouvelle baisse de 25 % annoncée pour octobre 2009.

La production de **fruits** est plus abondante que l'année précédente (+ 2,5 %), mais la situation est contrastée selon les variétés et les pays, en raison de la disparité des conditions météorologiques. L'année 2008 est assez favorable à la plupart des productions de fruits ; néanmoins, pour les agrumes, la récolte est nettement inférieure à la moyenne des cinq dernières années. Parmi les principaux pays producteurs de fruits, la production est en repli en Espagne et en France, et en légère progression en Italie. En revanche, en Roumanie et en Pologne, où la récolte avait été très maigre l'année précédente, elle progresse fortement en 2008. Le prix des fruits est orienté à la hausse (+ 4 % en termes réels), comme en 2007.

La récolte de **légumes frais** augmente également (+ 2 %). Elle évolue très peu en France et en Italie, et se réduit légèrement en Espagne. Les prix diminuent en moyenne (-4 %).

La production de **vin** reste stable, avec néanmoins des évolutions contrastées selon les pays. En Italie, deuxième pays producteur après la France, la récolte s'améliore (+ 7 %) après une chute en 2007. Le prix augmente (+ 7 %), particulièrement en France et en Espagne ; en Italie, le prix se redresse pour la deuxième année consécutive, après une longue période de déclin.

○ La **production animale** de l'UE augmente en valeur (+ 6 % en termes réels, hors subventions sur les produits) du fait de la hausse des prix. Elle augmente particulièrement pour les porcs (+ 7,5%), le lait (+ 7 %) et les volailles (+ 6,5 %). Elle ne diminue que pour le groupe des ovins-caprins, en raison d'une baisse du volume, particulièrement nette en Espagne, le premier pays producteur.

La **production porcine** diminue en volume

(-1,5 %). Elle reste stable ou augmente légèrement dans les trois principaux pays producteurs (Allemagne, Espagne, France), mais chute dans le quatrième, la Pologne, et dans plusieurs nouveaux États membres. Le prix réagit vivement (+ 7 % en termes réels, hors subventions) à la réduction de l'offre. Il augmente dans tous les pays, sauf en Bulgarie. La hausse est particulièrement forte en Allemagne (+ 13 %) après deux années de baisse.

La collecte de **lait**, régulée par les quotas laitiers, augmente légèrement (+ 1 %). Le prix du **lait**, premier poste de l'agriculture communautaire avant les céréales, est en moyenne plus important qu'en 2007 (+ 6,5 % en termes réels, hors subventions) malgré une baisse au cours de l'année. Dans les cinq principaux pays producteurs (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas), l'évolution du prix varie de -1 % (Allemagne). à + 21 % (Royaume-Uni).

Le volume de la **production de volailles** augmente pour la deuxième année consécutive (+ 3 %) après les perturbations liées aux craintes d'influenza aviaire. Cependant, la situation est contrastée parmi les principaux pays producteurs. En France et en Espagne, la production de volailles stagne après s'être redressée en 2007. En Italie, en revanche, elle continue à croître (+ 11 %) ; elle dépasse de loin le niveau atteint en 2005 avant le creux lié à la crise aviaire. Le prix des volailles est globalement en hausse (+ 3 % en termes réels), mais les évolutions sont diverses selon les pays. Ainsi, la hausse est forte en France, alors qu'en Espagne et en Italie, les prix diminuent de près de 10 %. La production d'**œufs** augmente légèrement (+ 1 %) et leur prix évolue comme celui des volailles (+ 3 %).

La **production bovine** est stable en volume. Dans la plupart des pays, elle varie peu. Cependant, elle progresse sensiblement en Allemagne (+ 4 %) et baisse fortement dans les pays baltes. Après un recul en 2007, le prix (+ 4 % en termes réels, hors subventions) renoue avec la tendance haussière des années précédentes. Pour les quatre principaux pays producteurs, l'évolution du prix varie de -2 % (France) à + 28 % (Espagne).

○ La valeur de la **production au prix de base** s'obtient en ajoutant au montant de la production hors subventions celui des subventions sur les produits. Elle croît en 2008 (+ 4 % en termes réels) du fait de la hausse de la valeur de la production végétale (+ 3 %) et de la production animale (+ 5,5 %).

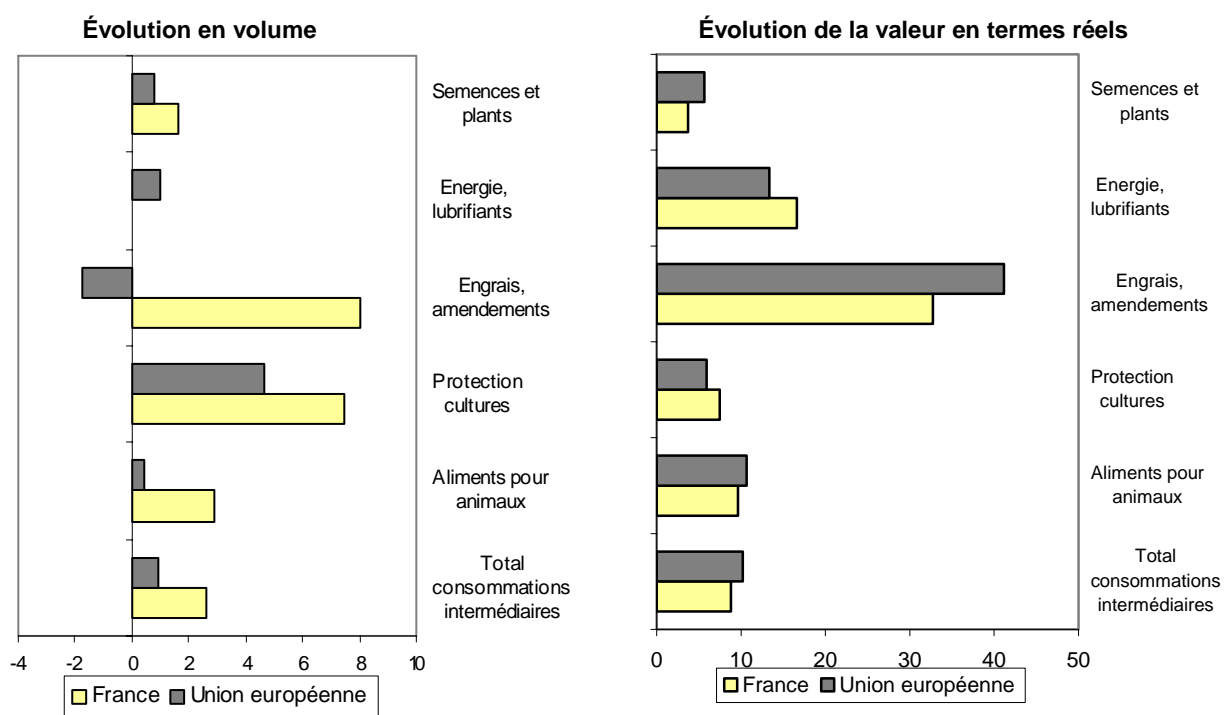
Hausse des consommations intermédiaires

La valeur des **consommations intermédiaires** de l'agriculture est en hausse (+ 10 % en termes réels), en raison de la forte croissance des prix des intrants (+ 9 % en termes réels). La hausse de la facture provient pour 40 % de l'alimentation animale ; les dépenses pour les engrais en expliquent 24 % et l'énergie 15 %. Le prix de l'alimentation animale augmente de 10 % en termes réels ; les quantités consommées croissent

légèrement (0,5 %). Le prix des engrais fait un bond (+ 43 %), tandis que le volume consommé diminue (-2 %). La facture énergétique s'alourdit en raison de la montée des prix (+ 12 %) ; les quantités progressent légèrement (+ 1 %). Les consommations de produits phytosanitaires augmentent (+ 5 % en volume) ; les prix sont presque stables (+ 1 %). C'est au Royaume-Uni que les dépenses en intrants augmentent le plus (+ 23 % en termes réels) ; le prix de l'alimentation animale y croît de 27 %.

Graphique 3

Évolution des consommations intermédiaires en France et dans l'Union européenne¹ 2008/2007 (en %)

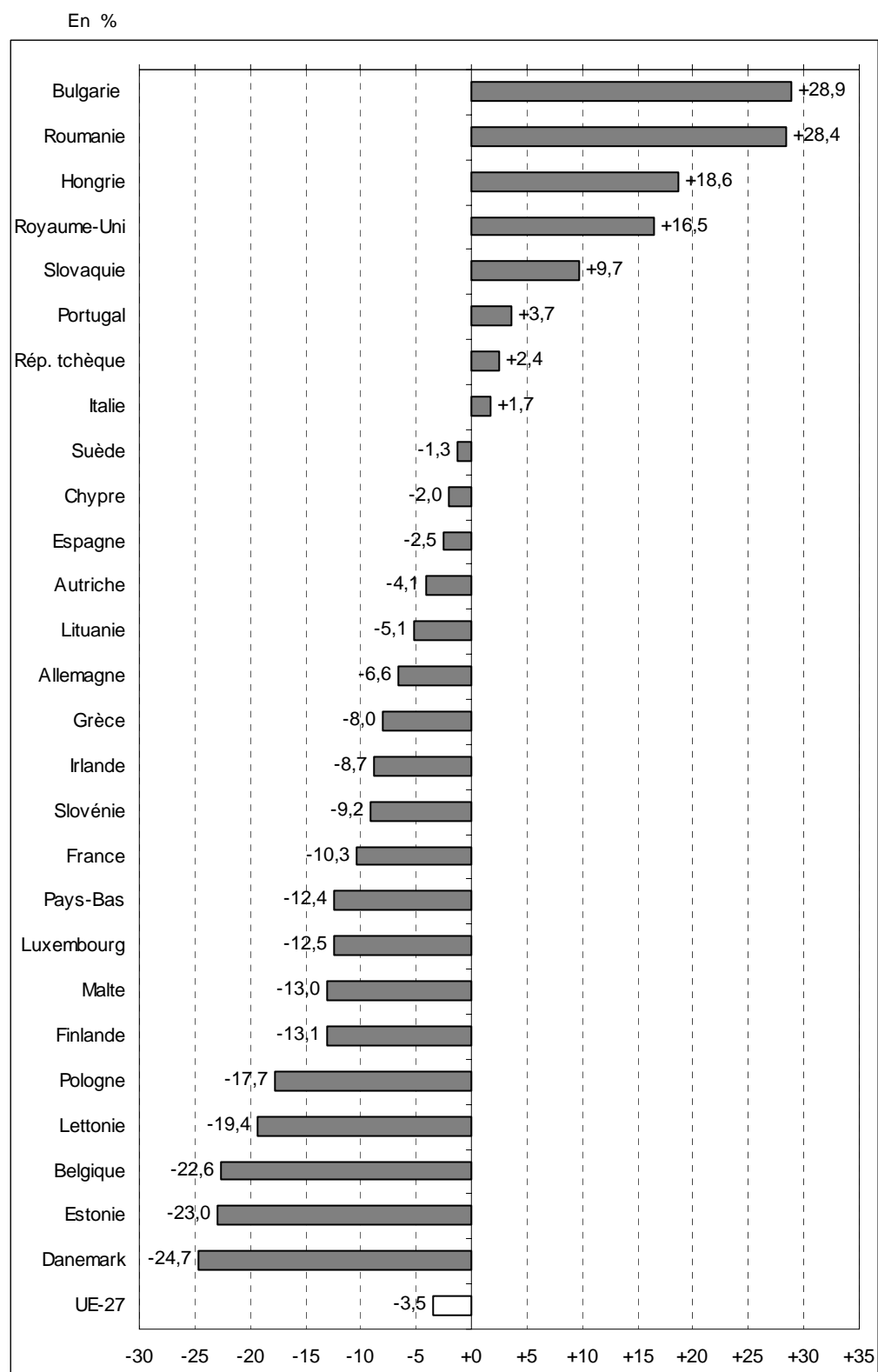


1. Dans ces graphiques, les aliments pour animaux comprennent tous les aliments, qu'ils soient ou non achetés.

Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2009.

Graphique 4
Variation du résultat net agricole par actif en 2008/2007 en termes réels dans l'UE



Source : Eurostat

* La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2009. En particulier, la donnée présentée dans ce graphique a été estimée en mai 2009 à -10,8 % (au lieu de -10,3 %) pour la France.

Valeur ajoutée

Le solde entre la valeur de la production au prix de base et la valeur des consommations intermédiaires constitue la **valeur ajoutée brute** au prix de base. Elle diminue en termes réels (-4,5 %) du fait de la forte croissance des consommations intermédiaires.

La **consommation de capital fixe** progresse (+ 2,5 %).

La **valeur ajoutée nette** diminue en conséquence de 8 % (en termes réels).

Le revenu par actif diminue dans la majorité des pays

Partant de la valeur ajoutée nette, on déduit les autres impôts sur la production et on ajoute les subventions d'exploitation pour dégager le résultat agricole net. Cet agrégat, qui intègre l'ensemble des subventions, permet d'établir un indicateur de revenu comparable pour les différents pays et d'une année à l'autre.

Les **autres impôts sur la production** augmentent légèrement (+ 1 % en termes réels).

Les **subventions d'exploitation** sont quasiment stables. Les montants versés au titre du paiement unique sont enregistrés dans cette rubrique. Le ratio subventions d'exploitation/valeur ajoutée nette est de 48 %, contre 44 % en 2007.

Le **résultat agricole net** diminue en termes réels (-5,7 %) après une progression en 2007 (+ 3 %). Il décroît dans presque tous les États membres. En effet, rares sont les pays où la hausse de la valeur de la production agricole compense l'alourdissement de la facture des intrants.

Le résultat agricole net recule de plus de 20 % (en termes réels) dans cinq États membres : le Danemark, la Belgique, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Dans les quatre premiers pays, la baisse du prix des céréales, particulièrement forte, s'ajoute aux effets de la hausse du coût des intrants.

Le résultat agricole net baisse de manière plus modérée dans les quatre principaux pays producteurs : en France (-12 % en termes réels), en Allemagne (-8 %) et en Italie (-1 %), où la valeur de la production agricole augmente à un rythme beaucoup moins élevé que les consommations intermédiaires ; en Espagne, où la baisse de la valeur de la production s'ajoute au renchérissement des intrants, le résultat agricole net baisse de 9 %.

Le résultat agricole net ne progresse fortement que dans quatre États membres. Au Royaume-Uni, où il croît de 18 % (en termes réels), la hausse de la production de blé, qui augmente vigoureusement à la fois en volume et en prix, suffit à compenser celle des dépenses en aliments pour animaux, particulièrement forte. En Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, le volume de la production végétale se redresse vivement en 2008 après la vague de sécheresse de l'année précédente, et le résultat agricole net augmente fortement (respectivement + 25 %, + 15 % et + 12 %).

Globalement, le volume de la **main-d'œuvre** agricole baisse de 2,5 %. Il diminue dans presque tous les pays. En particulier, il continue à reculer très fortement en Lituanie (-17 %) et en Bulgarie (-11 %).

Compte tenu de la réduction de la main-d'œuvre, le **résultat agricole net par actif en termes réels** diminue de manière significative (-3,5 %), après une hausse de 9,3 % en 2007. Il baisse dans les deux tiers des pays.

Dans l'Union européenne à vingt-sept, le résultat agricole net par actif a augmenté en termes réels de 17 % depuis l'année 2000. Il a progressé dans seize pays, dont seulement quatre États membres de l'ancienne UE-15. Dans cinq nouveaux États membres (Lituanie, Lettonie, Estonie, Hongrie, République tchèque), il a plus que doublé. L'évolution n'est cependant pas uniforme parmi les nouveaux États membres : en Hongrie, le résultat agricole net par actif a doublé de 2000 à 2008, mais il avait baissé de 40 % de 1997 à 2000 ; en Roumanie, il est inférieur en 2008 au niveau atteint dix ans plus tôt.

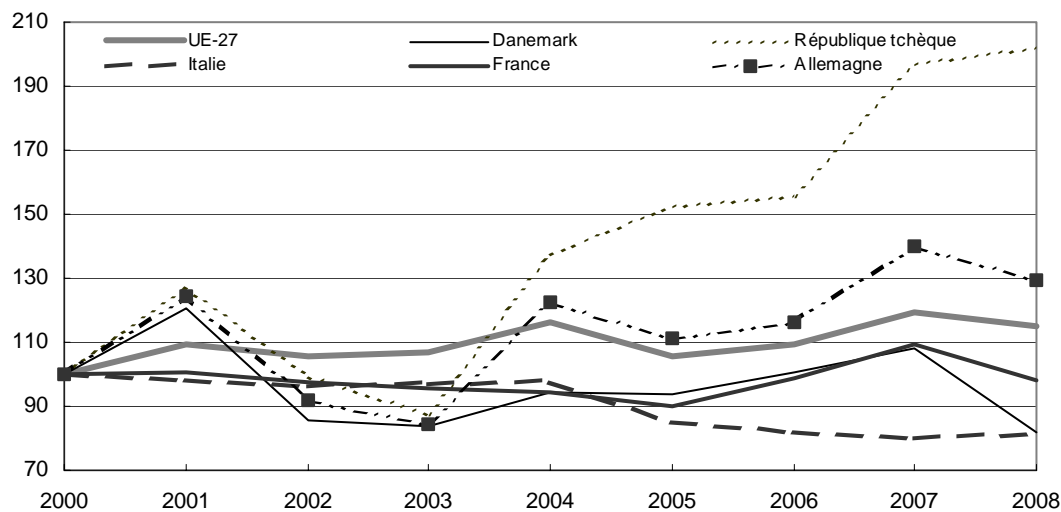
Dans les États de l'ancienne UE-15, le résultat agricole net par actif se situe globalement au même niveau qu'en 2000. Dans cinq d'entre eux, cet indicateur a reculé de plus de 20 % (en termes réels). C'est le cas en Grèce, en Italie et aux Pays-Bas, où il était déjà orienté à la baisse avant l'année 2000 ; en revanche, en Belgique et au Danemark, son évolution est soumise à des fluctuations, et son niveau était ainsi supérieur à celui de l'année 2000 en 2006 comme en 2007. En Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni, le résultat agricole net par actif a gagné plus de 20 % (en termes réels) depuis l'année 2000.

L'évolution de cet indicateur intègre la réduction d'actifs agricoles, dont l'ampleur varie beaucoup selon les pays : - 15 % depuis 2000 dans l'ancienne Union européenne à quinze, et - 30 % dans les nouveaux États membres.

Graphique 5

Union européenne : évolution du résultat agricole net par actif en termes réels

Indice 100 en 2000



* La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2009. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2009.

Source : Eurostat

TABLEAU DE BORD

L'agriculture dans l'ensemble de l'économie française
Données provisoires arrêtées en mai 2009

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2008 présente les évolutions 2008/2007. Les évolutions sont aussi présentées sur une période de cinq ans, en moyenne annuelle.

En 2008, la **valeur ajoutée** augmente de 0,9 % **en volume** pour l'ensemble des entreprises françaises¹. Cette évolution est beaucoup plus modérée qu'en 2007 : hormis pour l'agriculture, la décélération de l'activité est générale. En 2008, l'activité baisse dans les industries agroalimentaires et aussi dans l'industrie en raison de la chute de production de biens intermédiaires et surtout d'automobiles ; en revanche, elle s'accroît sensiblement dans l'agriculture (+ 2,3 %) et elle continue à croître pour les services et le commerce, moins fortement toutefois qu'en 2007. Dans l'agriculture, la hausse de la valeur ajoutée en volume provient d'un accroissement de la production supérieur à celui des consommations intermédiaires. En effet, les récoltes de céréales et d'oléagineux ont été abondantes grâce aux conditions climatiques très favorables et la collecte laitière a sensiblement augmenté. En parallèle, les volumes de l'alimentation animale et des dépenses vétérinaires ont augmenté, ainsi que les volumes de produits phytosanitaires et d'engrais. En moyenne sur cinq ans, l'activité augmente en volume dans toutes les branches d'activité, hormis dans l'industrie agroalimentaire.

Le **prix de la valeur ajoutée** s'accroît de 2,3 % pour l'ensemble des entreprises. En effet, les prix de la production augmentent plus vite que les prix des consommations intermédiaires. Comme les trois années précédentes, le prix de la valeur ajoutée s'améliore nettement pour le commerce et les services, alors qu'il se détériore pour l'industrie. Pour les IAA, il augmente très fortement en 2008. Pour l'agriculture, le prix de la valeur ajoutée baisse très nettement (-8,9 %), car la progression des prix de production est bien inférieure à celle des intrants : les prix des oléagineux, protéagineux et surtout ceux des céréales ont chuté en 2008 après avoir flambé en 2007 et 2006 ; les prix des engrais, de l'énergie et des aliments pour animaux ont beaucoup augmenté.

L'**emploi** poursuit sa tendance à la baisse dans l'agriculture et l'industrie tandis qu'il continue à progresser dans les services et le commerce, ce qui entraîne une légère progression pour l'ensemble des entreprises (+ 0,7 % en 2008, + 0,8 % sur moyenne période).

Les gains de **productivité** sur moyenne période s'accroissent sensiblement dans l'industrie et surtout dans l'agriculture. Ils progressent moins fortement dans les services et le commerce en raison de la progression de l'emploi.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs diminue sensiblement dans l'agriculture, après deux années de hausse. Elle décroît aussi dans l'industrie, mais elle continue à progresser pour les autres branches. Sur moyenne période, l'évolution est favorable pour l'ensemble des entreprises, hormis pour l'industrie où les résultats redeviennent décroissants après deux années de hausse.

En 2008, la valeur ajoutée aux coûts des facteurs par actif est en recul dans l'agriculture (-3,5 %) et dans l'industrie, mais elle continue à s'accroître pour les services et le commerce malgré la hausse de l'emploi.

En 2008, l'excédent brut d'exploitation (ou revenu mixte) chute de façon spectaculaire dans l'industrie : cela concerne toutes les branches, et plus particulièrement la branche automobile dans laquelle les entreprises ont mis leurs effectifs au chômage technique au quatrième trimestre tout en continuant à leur verser un salaire. Pour l'agriculture, il décroît sensiblement, après s'être redressé en 2007. Il continue à progresser dans les autres branches.

Les **investissements** s'accroissent moins fortement en 2008 qu'en 2007 dans toutes les branches et, pour l'ensemble des entreprises, la hausse est de 2,6 % après + 8,7 % en 2007. L'investissement est plus modéré pour les produits manufacturés et la construction. Les investissements effectués par les agriculteurs s'accroissent en 2008. En effet, des périodes de bonne conjoncture en 2006, 2007 et début 2008 ont favorisé les achats de tracteurs et autres machines agricoles.

1. La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 18 et 19 pour les choix méthodologiques.

Sur cinq ans, l'investissement de la branche agriculture évolue favorablement grâce à l'embellie des années 2004 à 2008. L'évolution reste également positive pour l'industrie. Sur moyenne période, les investissements augmentent globalement dans l'ensemble des entreprises.

Le solde du **commerce extérieur** se détériore fortement en 2008 (-12,9 milliards d'euros), comme en 2007. Cela est essentiellement dû au déficit énergétique. Dans l'industrie, la détérioration du solde se poursuit ; elle porte surtout sur l'automobile, mais aussi sur les biens d'équipement. En revanche, le solde s'améliore dans les autres branches. Pour les produits agroalimentaires, le solde s'accroît (+ 0,2 milliard) pour la troisième année consécutive. Cette amélioration repose sur les produits agricoles bruts avec un excédent d'1,4 milliard d'euros dû à la forte croissance du volume des exportations, notamment pour le blé tendre et le maïs ; pour les produits transformés, le solde décroît de 1,2 milliard, car les importations progressent à un rythme plus soutenu que les exportations, en particulier pour les tourteaux, les huiles et les graisses. Sur les cinq dernières années, le secteur agroalimentaire et le commerce présentent une très légère amélioration de leur excédent commercial alors que, dans les autres secteurs, le solde du commerce extérieur se dégrade sensiblement.

Les flux d'échanges extérieurs décélèrent en 2008. Le ralentissement des exportations en valeur (+ 2,6 % après + 4,0 % en 2007) est plus accentué que celui des importations (+ 4,9 % après + 6,1 %). Cette décélération des exportations concerne l'automobile ainsi que les biens intermédiaires. Les importations d'automobiles ralentissent tandis que celles de biens d'équipement et de biens de consommation accélèrent.

La **demande intérieure** continue à progresser globalement pour l'ensemble des produits, mais elle ne progresse que de 1 % en 2008 alors qu'elle avait toujours augmenté de plus de 2 % par an au cours des dix dernières années. Elle s'accroît essentiellement pour l'industrie et les services. Les achats de biens manufacturés diminuent, après une année 2007 très dynamique, en raison du repli des achats d'automobiles. Toutefois, les achats d'équipements électriques continuent à croître fortement. La demande de services décélère du fait des services de télécommunications et des hôtels et restaurants. Les dépenses en produits alimentaires se stabilisent. La consommation énergétique, après trois années de baisse, augmente peu au regard de la froideur de l'hiver.

Sur cinq ans, la demande intérieure augmente de façon modérée pour les produits agroalimentaires, elle est plus soutenue pour les produits industriels et les services.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour l'année 2007 et en moyenne sur les cinq dernières années.

Les activités y sont considérées en tant que branches.

- La branche **agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN, lesquels ont le statut de comptes spécifiques.
- La proximité économique des **industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de l'industrie manufacturière.
- Le champ retenu pour les **services** est restreint aux seules branches de la nomenclature en 16 postes qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services aux particuliers, les services aux entreprises et les transports. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever les amortissements), au prix de base, et considérée en volume. L'évolution de **son prix** est également retenue.
- Pour l'**emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de l'agriculture de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA) .
- Le **capital fixe brut** en volume complète la description des facteurs de production.
- La **productivité** apparente du travail est retenue, mais uniquement en moyenne quinquennale du fait de la fragilité de son évaluation à court terme. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle résultat agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas encore disponible en dehors de l'agriculture au moment de la publication du tableau de bord.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche. Le revenu d'entreprise n'est donc pas disponible pour les activités autres que la branche agriculture.
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains. De plus, dans le cas de l'agriculture, seul l'investissement en matériel et bâtiment est retenu ; la FBCF en biens agricoles (bétail et plantations) est exclue.
- Le traitement du **commerce extérieur** est assez spécifique : il est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution. Sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord pour 2008

 Variations par rapport à 2007¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+2,3 %	-4,2 %	-2,1 %	+1,2 %	+0,7 %	+0,9 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	-8,9 %	+15,1 %	-1,4 %	+2,7 %	+1,9 %	+2,3 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,1 %	-1,0 %	-1,5 %	+1,2 %	+0,7 %	+0,7 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	-5,6 %	+9,9 %	-3,5 %	+4,0 %	+2,9 %	+3,2 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	-3,5 %	+11,0 %	-2,0 %	+2,8 %	+2,2 %	+2,5 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	-7,2 %	+25,5 %	-18,6 %	+4,9 %	+1,1 %	+2,7 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+2,7 %	+4,5 %	+4,6 %	+4,8 %	+4,6 %	+2,6 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+9,5 Md€		-18,9 Md€	-7,9 Md€	+0,8 Md€	-48,2 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,2 Md€		-2,5 Md€	+0,3 Md€	+2,5 Md€	-12,9 Md€
Exportations (en %)	+8,1 %		-0,1 %	+1,2 %	+66,5 %	+2,6 %
Importations (%)	+9,6 %		+0,6 %	+0,6 %	-9,0 %	+4,9 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	-0,1 %		+0,9 %	+1,5 %	-3,0 %	+1,0 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur exprimé en milliards d'euros ».

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Tableau de bord sur cinq ans

En % par an - Evolutions moyennes entre 2003 et 2008¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+2,4 %	-1,0 %	+0,4 %	+2,9 %	+1,6 %	+2,0 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	-3,4 % ³	+3,6 %	-0,5 %	+2,1 %	+0,3 %	+2,2 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,1 %	-0,9 %	-2,2 %	+1,7 %	+0,3 %	+0,8 %
Indicateur de productivité						
Productivité apparente du travail (%)	+4,6 %	-0,1 %	+2,7 %	+1,1 %	+1,3 %	+1,2 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+1,8 %	+2,0 %	-0,3 %	+5,1 %	+2,0 %	+4,0 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+4,0 %	+3,0 %	+2,0 %	+3,3 %	+1,7 %	+3,2 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+1,7 %	+2,6 %	-5,2 %	+6,2 %	-1,8 %	+4,1 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+2,7 %	-1,3 %	+1,7 %	+6,4 %	+1,8 %	+4,6 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+8,7 Md€		-7,3 Md€	-5,9 Md€	-1,0 Md€	-24,1 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,2 Md€		-5,6 Md€	-1,9 Md€	+0,2 Md€	-12,9 Md€
Exportations (en %)	+4,9 %		+4,2 %	+4,4 %	+3,1 %	+4,8 %
Importations (%)	+5,6 %		+6,1 %	+8,0 %	-0,3 %	+7,6 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,5 %		+3,8 %	+3,3 %	-0,5 %	+2,4 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur » pour lequel il s'agit du niveau moyen exprimé en milliards d'euros. A titre d'illustration, entre 2003 et 2008, l'activité dans les services a crû de 1,029⁵ ≈ 1,154 soit une augmentation de 15,4% environ.

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

3. Avertissement : le prix de la valeur ajoutée ayant baissé en 2006 du seul fait du découplage des aides et du mode d'enregistrement des subventions dans les comptes nationaux (encadré p.39), l'évolution sur 5 ans continue à être faible.

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee)

Les agrégats en valeur en 2007

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	25,5	27,5	189,4	391,7	150,4	962,2
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	892,7	548,7	2699,0	7660,1	3314,0	15131,3
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	35,3	25,6	163,3	413,5	147,7	1067,5
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	39,5	46,7	60,5	54,0	44,6	60,2
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	28,8	8,7	40,4	113,0	34,9	420,7
Indicateur d'investissement						
FBCF	9,1	4,2	25,8	88,3	15,6	191,6
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	47,1		336,1	52,5	3,1	502,3
Importations	37,9		352,5	60,7	4,9	537,6
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	152,8		404,9	274,7	16,1	1664,6

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein, et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2009

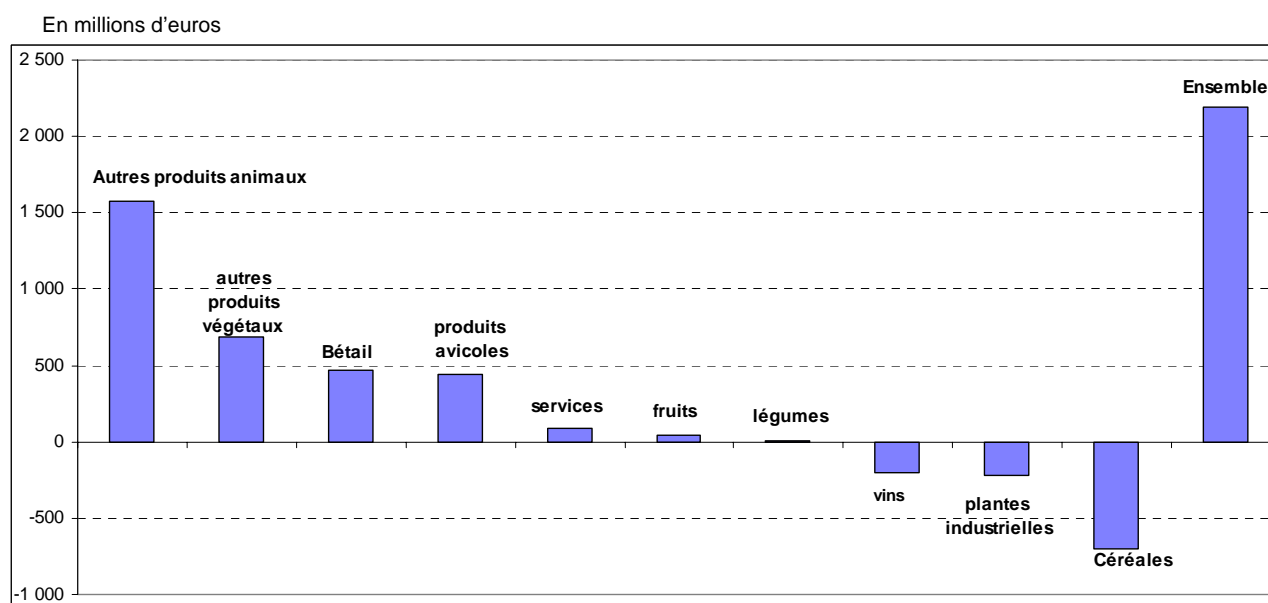
Les années se suivent et ne se ressemblent pas. 2008 corrige les fortes fluctuations de prix de 2007 par des mouvements de sens inverse. Globalement la production s'accroît en volume et en valeur, mais l'augmentation des prix des consommations intermédiaires et de l'investissement en confisque une part importante.

En 2008, les indicateurs de revenu de la branche agriculture baissent fortement, renouant avec la tendance à la baisse après deux années très favorables. Comme toujours, l'évolution globale masque de profondes disparités selon les activités.

La production

○ La valeur de la production agricole hors subventions augmente sensiblement en 2008 sous l'effet conjugué d'une hausse des volumes (+ 2,6 %) et des prix (+ 1,2 %). D'un montant total de 66,9 milliards d'euros en 2008, elle est supérieure de 2,5 milliards à celle de 2007 (*graphique 2*). Cette amélioration est essentiellement due aux produits animaux, et notamment au lait avec + 1,6 milliard, ainsi qu'aux volailles (+ 0,4 milliard) et aux porcins (+ 0,3 milliard).

Graphique 1
Variation entre 2007 et 2008
de la valeur de la production agricole (hors subventions)

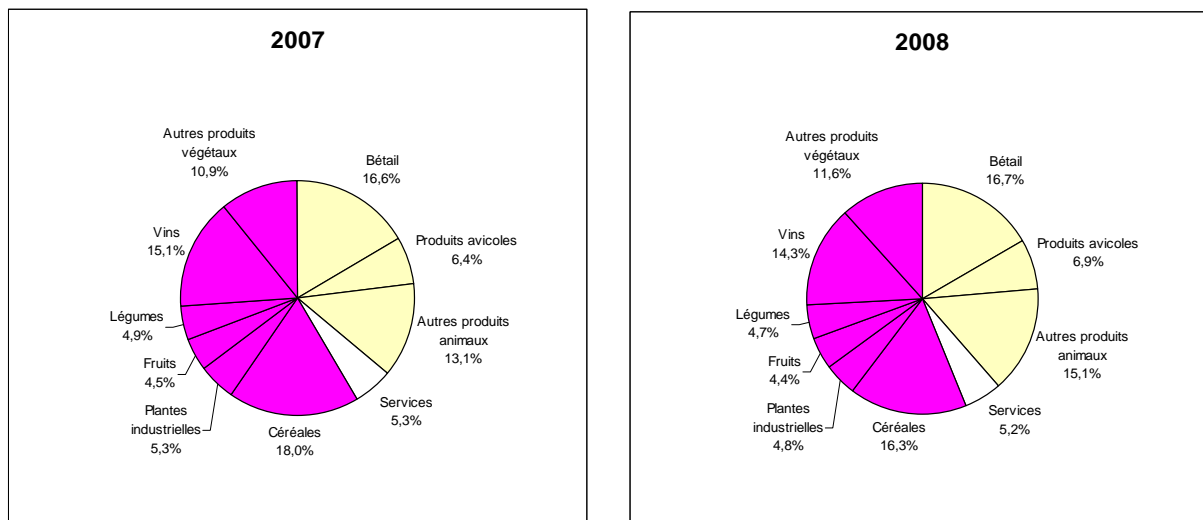


Autres produits animaux (13,1 %) : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage
Autres produits végétaux (10,9 %) : plantes fourragères (maïs fourrage, autres fourrages), plantes et fleurs
Bétail (16,6 %) : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins
Produits avicoles (6,4 %) : volailles, oeufs
Services (5,3 %) : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services
Fruits (4,5 %) : fruits frais
Légumes (4,9 %) : légumes frais, pommes de terre
Vins (15,1 %) : vins d'appellation d'origine, autres vins
Plantes industrielles (5,3 %) : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles
Céréales (18,0 %) : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales

Les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe de produits sa part en valeur dans l'ensemble de la production agricole de 2007.

Source : INSEE

Graphique 2
Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions)



Source : Insee

○ **Le volume de la production** augmente en 2008 (+ 2,6 %). La hausse concerne les productions végétales et les productions animales.

Les productions végétales augmentent de 3,6 % en volume. Les évolutions sont contrastées selon les produits. L'accroissement important des récoltes de céréales provient essentiellement de la hausse de la sole céréalière due en grande partie à la suppression des jachères obligatoires en 2008 et à la hausse des prix en 2007, à laquelle s'est ajoutée la progression des rendements favorisée par les bonnes conditions climatiques. Les récoltes de colza progressent aussi grâce au climat favorable et celles de tournesol grâce à la hausse des surfaces. En revanche, la récolte de protéagineux diminue avec la baisse continue des surfaces qui leur sont consacrées. Les fruits et les pommes de terre ont souffert de conditions climatiques défavorables. La récolte de betteraves s'est fortement réduite sous l'effet conjugué d'une baisse des surfaces et des rendements ; le quota-sucre diminue pour sa part, en application de la réforme de l'organisation commune de marché de 2006 (OCM sucre). Le volume des vins de champagne se stabilise tandis que celui des autres vins AOC et des vins de table et de pays est en net recul.

Les productions animales augmentent de 1,3 % en volume. La production de gros bovins diminue, avec un recul des abattages et aussi des exportations d'animaux vivants, qui ont été freinées

par les mesures sanitaires liées à la fièvre catarrhale. La production d'ovins régresse aussi avec l'accélération de la décapitalisation. La production de veaux augmente sensiblement alors que celle de porcs progresse très légèrement. La production de volailles baisse modérément. L'augmentation de la collecte laitière est en partie due à la réactivité des éleveurs à l'envolée du prix du lait au second semestre 2007.

○ **Le prix hors subventions** de la production agricole augmente légèrement (+ 1,2 %). Le prix des productions végétales diminue tandis que celui des productions animales est en hausse.

Le prix des productions végétales est en retrait de 3,7 %. Les prix des céréales chutent, après avoir flambé en 2007 et 2006. Cela s'explique en partie par la progression des récoltes. De plus, la spéculation financière crée une forte volatilité des prix. Ainsi, le recul du prix du blé tendre serait de l'ordre de 20 % après une hausse de 61 % en 2007. Les cours des oléagineux et des protéagineux diminuent en raison de la concurrence des pays de la mer Noire.

Le prix de la betterave industrielle est à nouveau en retrait. Le prix de la betterave correspondant au quota sucre diminue de 6,3 % (hors taxe communautaire), en application de la nouvelle organisation commune de marché (OCM sucre) redéfinie en 2006. Les usages non alimentaires

(alcool, éthanol, chimique) sont moins bien rémunérés, mais leur prix augmente en 2008.

Sur un marché assaini, le prix des vins, dont la baisse s'était trouvée enrayée en 2006, continue à se redresser en 2008, tant pour les vins d'appellation (+ 3,9 %) que pour les autres vins (+ 2,9 %).

Le prix des pommes de terre s'accroît après une baisse en 2007. Les prix des fruits augmentent en raison de la faiblesse des récoltes.

Le prix hors subventions des productions animales progresse de façon importante en 2008 (+ 9,4 %). Le prix du lait s'est fortement accru au dernier trimestre 2007 et au premier semestre 2008,

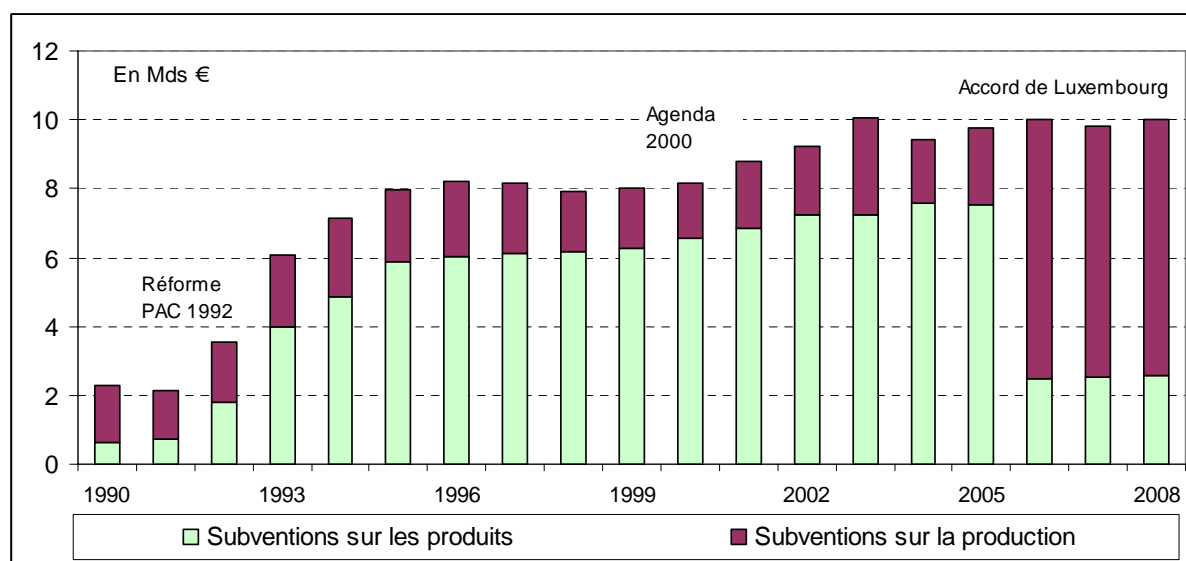
puis il a baissé au deuxième semestre 2008 en raison du net recul des prix des produits laitiers industriels. En moyenne sur l'année 2008, il s'accroît cependant de 15,7 %. Le prix des volailles augmente fortement (+ 14,2 %), répercutant la hausse des coûts de production, en particulier celle des aliments. Dans le cas du bétail, la faiblesse de l'offre soutient le prix des gros bovins (+ 3,3 %) et des ovins (+ 3,6 %), mais le prix du veau diminue après deux années de hausse sensible. Le prix du porc se renchérit de 10,7 %, après avoir baissé de 10 points en 2007. En 2007, le prix du porc se situait ainsi 8 points en-dessous du niveau de l'année 2000.

Les subventions sur les produits

Après les profondes réformes de l'année 2006, les subventions sur les produits restent stables. Elles s'élèvent à 2,5 milliards d'euros en 2008, soit un montant comparable à celui des années 2006 et 2007. Elles se composent principalement de l'aide à la surface pour les grandes cultures (1 milliard

d'euros) et de la prime à la vache allaitante (0,9 milliard). Les autres aides atteignent des montants moins importants : aides aux cultures énergétiques, primes à l'abattage, prime à la brebis...

Graphique 3
Evolution des subventions à l'agriculture

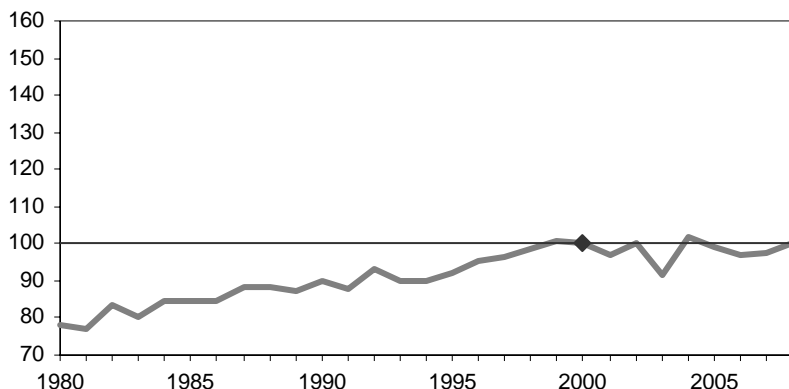


La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits et hors impôts sur les produits. En 2008, la production au prix de base augmente de 3,7 % en valeur.

Cette évolution résulte d'une augmentation moyenne des prix et des volumes de respectivement + 0,9 % et + 2,8 % avec des mouvements très différenciés selon les produits.

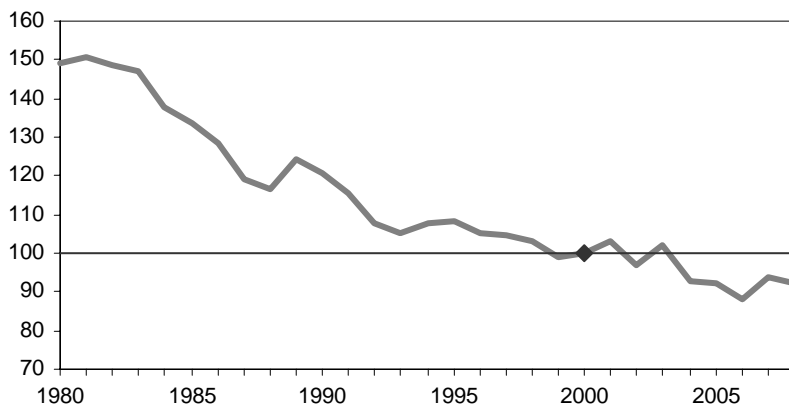
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

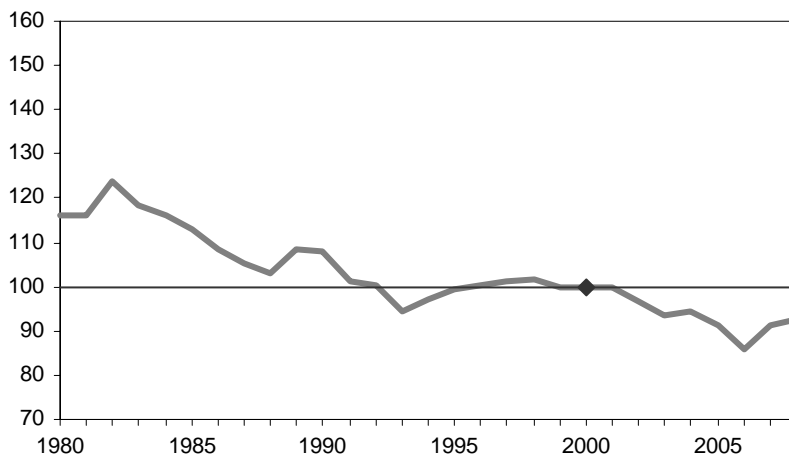
Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

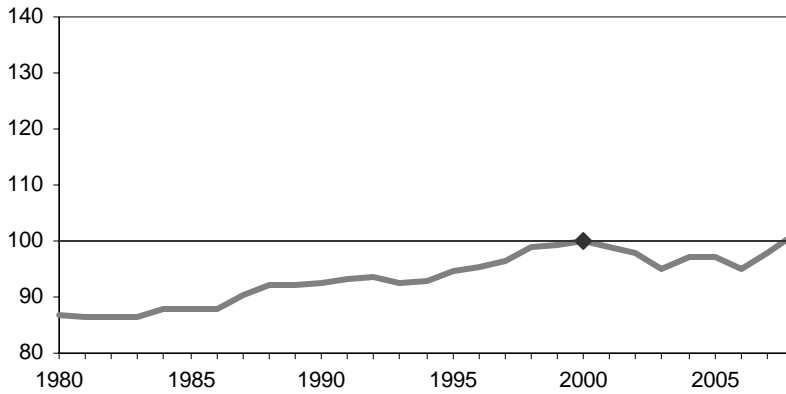
Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

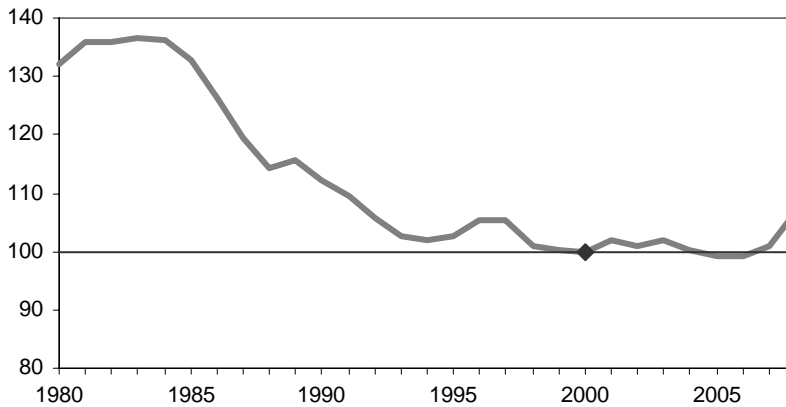
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels

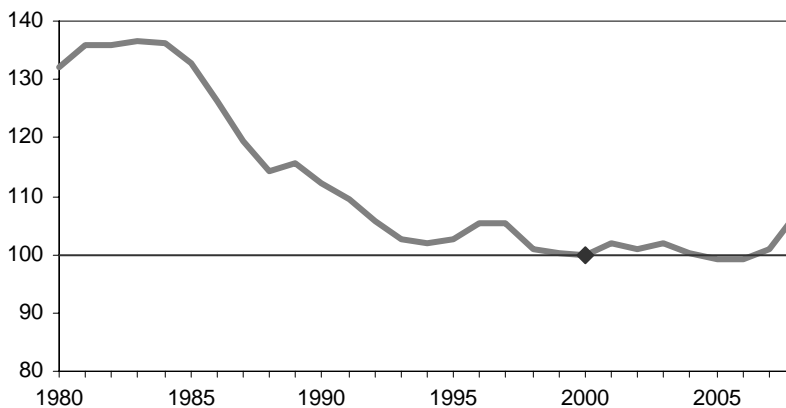


Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, l'évolution du prix des consommations intermédiaires est voisine de l'inflation générale, mesurée ici par le prix du PIB. Depuis 2007, le prix des consommations intermédiaires augmente plus vite que celui du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Les consommations intermédiaires

En 2008, la valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture est en **hausse sensible** (+ 11,9 %) pour la deuxième année consécutive. Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente fortement (+ 8,5 %), tandis que le volume progresse modérément. Les engrais contribuent pour près de 30 % à l'alourdissement des charges et les achats d'aliments pour animaux pour plus d'un quart.

Les dépenses en **engrais et amendements** s'envolent (+ 38 %) en raison surtout de l'envolée des prix (+ 27 %). Pour les engrais azotés simples, dont la facture pèse pour plus de la moitié, la hausse des prix est liée à celle du gaz naturel entrant dans leur fabrication. Les volumes d'engrais et d'amendements augmentent vivement (+ 8 %), en raison notamment de l'augmentation des surfaces cultivées, liée à la suppression en 2008 de l'obligation de jachères. Il est probable que les surfaces remises en culture ont reçu des doses d'engrais plus importantes que la moyenne des surfaces fertilisables, comme cela a déjà été observé par le passé. En outre, la hausse du prix des céréales a pu inciter les agriculteurs à rechercher une augmentation des rendements en dépit du prix important des engrais.

Les dépenses consacrées aux **aliments pour animaux** progressent très fortement (+ 15 %) du fait d'une très forte hausse des prix (+ 14 %) en moyenne annuelle. Elle est liée à l'augmentation du cours des céréales qui a débuté en juillet 2007 et connu un pic au mois de mars 2008. Les cours des céréales et des autres matières premières des aliments composés connaissent une décrue au second semestre avec la mise sur le marché de la nouvelle récolte. Les évolutions du prix des céréales ont été répercutées avec retard dans les prix des aliments composés, qui se situent à un niveau élevé tout au long de l'année 2008.

Les quantités consommées (+ 1 %) augmentent globalement, mais l'évolution est diverse selon les animaux. La croissance est forte pour les bovins (+ 8 %) pour la quatrième année consécutive. En 2008, elle est tirée par les aliments composés pour vaches laitières : la hausse du prix du lait et l'assouplissement des quotas ont incité les éleveurs à retarder les mises à la réforme et à renforcer l'alimentation en concentrés ; la consommation est toutefois ralentie en fin d'année par la baisse du prix du lait et la bonne production d'herbe durant l'été. Les achats d'aliments pour volailles (premier poste des aliments pour animaux) sont stables ; ils continuent à décroître fortement pour la filière dinde, en crise. Pour les porcins, les achats se réduisent légèrement.

Tableau 3
Evolution des consommations intermédiaires en 2008

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	(100 %)	+ 3,2	+ 8,5	+ 11,9
Ensemble hors aliments intraconsommés	(84,1%)	+ 2,8	+ 9,2	+ 12,2
dont : Aliments pour animaux **	(19,8%)	+ 1,1	+ 14,0	+ 15,2
Engrais et amendements	(9,0%)	+ 8,3	+ 27,2	+ 37,7
Energie et lubrifiants	(8,0%)	- 0,2	+ 20,3	+ 20,1
Produits de protection des cultures	(7,3%)	+ 9,3	+ 2,3	+ 11,9

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2007.

Source : Insee

La facture **énergétique** fait un bond en 2008 (+ 20 %). Cette estimation prend en compte la reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs appliquées les quatre années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd et le gaz naturel). Le prix des produits pétroliers a crû de janvier 2007 à juillet 2008, atteignant un niveau historique, puis a connu une baisse importante, qui s'est accélérée en fin d'année. Le prix du fioul domestique, première source d'énergie de l'agriculture, a augmenté de plus de 50 % au cours du premier semestre 2008, puis baissé jusqu'à retrouver en décembre 2008 le niveau de janvier 2007.

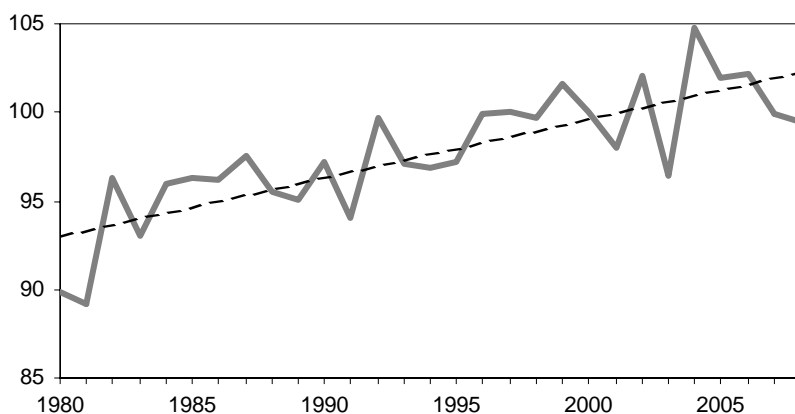
La hausse des dépenses en **produits de protection des cultures** (+ 12 %) est surtout due à une augmentation des volumes consommés. Elle

peut s'expliquer par l'extension des surfaces, la forte pression parasitaire et par le niveau du prix des céréales, qui conduit les agriculteurs à préserver leurs rendements. Les achats de fongicides et d'herbicides sont en hausse. En revanche, l'emploi d'insecticides baisse fortement.

En 2008, le volume des consommations intermédiaires augmente plus rapidement que le volume de la production agricole : + 3,2 % contre + 2,8 %. Ainsi, la productivité des consommations intermédiaires, définie comme le rapport des indices de volume de la production et des consommations intermédiaires, baisse en 2008.

Néanmoins, elle est globalement orientée à la hausse depuis vingt ans, au rythme moyen de 0,2 % par an (*graphique 9*).

Graphique 10
Evolution de la productivité des consommations intermédiaires



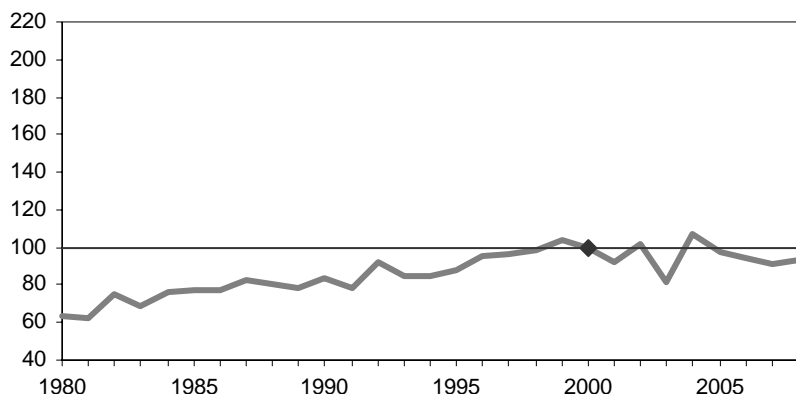
Indice 100 en 2000

La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production (indice 100 en 2000) sur l'indice de volume des consommations intermédiaires (indice 100 en 2000).

Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe une amélioration de la productivité des consommations intermédiaires.

Source : Insee

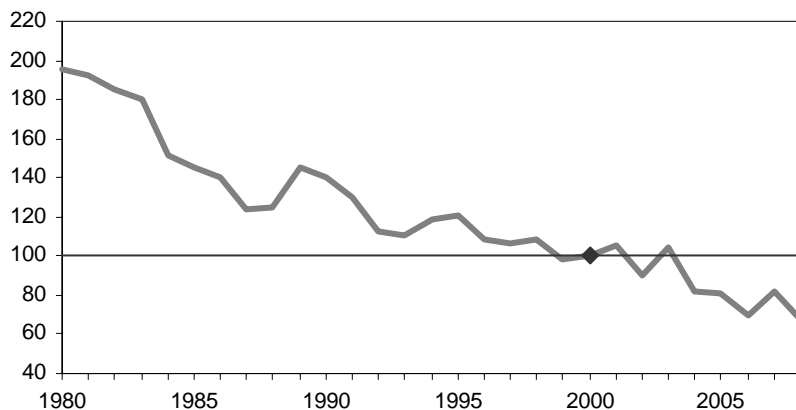
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix en termes réels

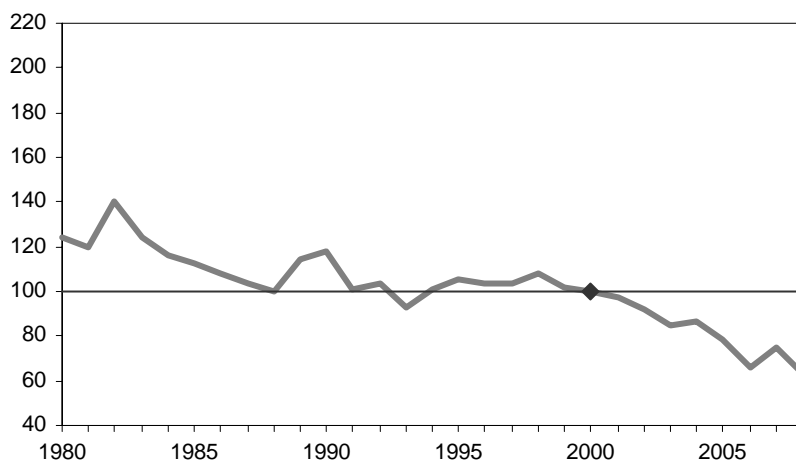


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 La chute du prix de la valeur ajoutée en 2006 résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC : les subventions sur les produits, incluses avant 2006 dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, sont remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 La chute de la valeur ajoutée en termes réels résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC. Les années 2006 et 2007 sont comparables. L'amélioration repose sur l'augmentation des prix des productions agricoles.

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2008, elle baisse sensiblement en valeur (-6,8 %). Le volume et le prix des intrants ont progressé davantage que ceux des produits agricoles. Cette dégradation de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne touche pas toutes les exploitations de la même façon, céréaliers et éleveurs de bovins se situant aux extrémités de la dispersion.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des

animaux. En 2008, la consommation de capital fixe augmente de 7,2 %. Cette hausse résulte essentiellement de la hausse du prix des actifs fixes, notamment celle du prix des bâtiments. Comme la consommation de capital fixe retrace la dépréciation des générations passées d'investissement, son évolution en volume se trouve accélérée par la croissance des investissements des années 2007 et 2008.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. La valeur ajoutée nette baisse donc fortement (-13,9 %), plus fortement encore que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2008

Valeurs en millions d'euros - Indice en %

	Valeur 2008	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Production au prix de base	69 485	2,8	0,9	3,7
Consommations intermédiaires	42 192	3,2	8,5	11,9
Valeur ajoutée brute	27 292	2,3	-8,9	-6,8
Consommation de capital fixe	10 528	1,2	6,0	7,2
Valeur ajoutée nette	16 764	2,8	-16,3	-13,9

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 7,4 milliards d'euros en 2008 ; elles étaient de 7,3 milliards en 2007 et de 7,5 en 2006.

Depuis 2006, le paiement unique (5,7 milliards d'euros) qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production en est la composante principale. Elles intègrent aussi le paiement supplémentaire (86 millions d'euros), qui vient rembourser aux exploitants la modulation appliquée aux 5000 premiers euros d'aides directes.

Après les bouleversements liés à la réforme de 2006, les seules évolutions marquantes se limitent à

deux postes : les mesures agri-environnementales et les indemnités pour calamités.

Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) signés en 2001-2002 et financés sur cinq ans se sont en effet éteints en 2006. Ne subsistent en 2007 et 2008 que les contrats d'agriculture durable (CAD) qui avaient pris le relais à partir de 2003. Avec l'extinction des CTE, le montant global des aides agri-environnementales diminue.

Les indemnités calamités au titre de l'année 2008 sont liées essentiellement aux inondations et intempéries de l'année.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Paiement unique						5 714,7	5 695,6	5 741,0
Paiement supplémentaire					50,00	68,5	83,9	85,9
Indemnité compensatrice de handicap naturel	418,6	448,4	447,4	475,0	507,7	513,9	527,8	502,3
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE	184,0	163,0	218,3	212,0	209,2	219,8	243,5	235,7
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD ²	152,4	319,6	433,7	358,9	383,3	385,3	200,3	146,5
Retrait pluri-annuel des terres	2,9	4,6	4,8	4,6	4,7	2,5	2,2	0,0
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	420,3	407,3	415,1	353,3	415,6	20,7	16,9	7,0
Indemnités au titre des calamités agricoles	30,2	124,7	700,9	30,9	277,5	178,3	82,0	157,6
Compensations pour retraits de fruits et légumes	6,8	9,2	3,3	5,2	2,9	2,1	2,4	0,4
Aides aux producteurs de fruits et légumes	20,2	13,7	10,1	3,0	11,5	1,6	0,6	0,2
Aides aux viticulteurs	59,9	94,1	51,8	21,4	42,9	31,2	48,8	16,2
Aides aux éleveurs	199,7	65,4	67,8	8,0	7,4	44,4	10,6	154,0
Indemnités pour dégâts de gibier	19,7	25,6	25,4	22,8	21,3	22,5	22,0	20,0
Agriculteurs en difficulté	16,8	16,6	11,0	8,6	5,0	3,7	4,4	2,3
Prises en charge d'intérêts	57,9	24,7	20,9	7,0	2,4	7,0	7,9	22,2
Subventions des collectivités locales	50,0	23,0	118,9	46,8	50,0	59,0	59,0	59,0
Autres subventions d'exploitation	38,1	35,5	30,5	26,5	32,7	31,7	36,9	65,7
Bonifications d'intérêts ³	225,3	210,4	256,4	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2
Total métropole	1 902,6	1 985,6	2 816,3	1 796,5	2 221,6	7 484,0	7 269,6	7 379,2
Subventions dans les DOM	16,2	21,3	18,2	20,5	14,8	17,7	61,4	20,4
Total	1 918,8	2 007,0	2 834,5	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 331,0	7 399,6

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) créés en 1999, ont été progressivement remplacés par les contrats d'agriculture durable (CAD) créés en 2003.

3. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche - Offices agricoles

L'assouplissement des règles communautaires en 2006, à la suite de la crise aviaire, permet une intervention plus rapide dans le cadre des aides de *minimis*, les aides nationales ponctuelles et de faible montant étant ainsi exemptées de l'obligation de notification préalable à la Commission européenne. Ainsi la fièvre catarrhale bovine et ovine a donné lieu à des aides nationales de *minimis* dès 2007. En 2008, l'ONIEP a utilisé des financements européens et nationaux à hauteur de 130,8 millions d'euros pour prendre en charge l'achat de vaccins et le remboursement partiel des coûts de vaccination. Dans les comptes, ce montant est enregistré en ressources des éleveurs comme subvention

d'exploitation ; les consommations intermédiaires en produits pharmaceutiques et en services vétérinaires sont majorées d'un montant équivalent.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 2,9 % en 2008. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 6,3 %. Les émissions de rôles progressent et les dégrèvements fiscaux liés aux procédures de calamités agricoles sont quasi absents.

Le résultat agricole net

Le **résultat agricole net** de la branche agriculture se calcule à partir de la valeur ajoutée nette à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation et sont retranchés les autres impôts sur la production. Il représente le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

Le renchérissement des consommations intermédiaires et de la consommation de capital fixe induisent une forte baisse du résultat agricole net en 2008 (-10,5 %), après deux années de forte croissance. Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-2,1 % en nombre d'unités de travail

Le revenu net d'entreprise agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2008 de 1,6 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 3 % et d'une réduction du nombre d'UTA salariés de 1,4 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent fortement en 2008 (+ 6,1 %). Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. L'amélioration récente du revenu agricole, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles augmentent en 2008 (+ 3,3 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture a fortement augmenté, essentiellement du fait des prêts d'investissement (équipement et foncier). Le taux d'intérêt apparent progresse depuis 2006 : il s'établit à 4,58 % en 2008, après 4,55 % en 2007.

Les **intérêts hors Sifim** qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt

annuel), le résultat agricole net par actif baisse moins fortement (-8,6 %).

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,5 %), le résultat agricole net par actif baisse de 10,8 % en 2008 alors qu'il avait augmenté en moyenne de 11,5 % au cours des années 2006 et 2007. L'indicateur retrouve approximativement son niveau de 2006, niveau qui était aussi le sien en 2000-2001 avant qu'il ne s'oriente à la baisse de 1999 à 2005.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions divergentes selon le type d'exploitation.

dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers (Sifim : services d'intermédiation financière indirectement mesurés) qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Les intérêts hors Sifim augmentent fortement depuis 2006 du fait de la baisse des Sifim : la marge des établissements bancaires se réduit.

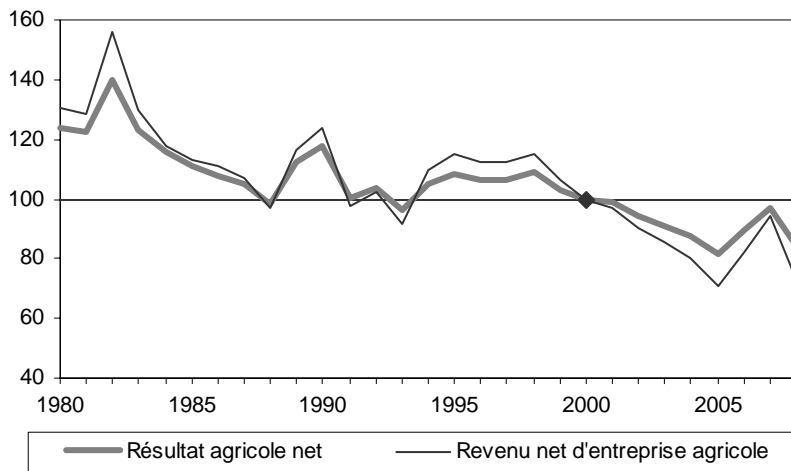
Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes. Le revenu net d'entreprise agricole baisse fortement (-20,4 %), après deux années de hausse (+ 19,1 % et + 17,3 % respectivement en 2006 et 2007).

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue (-2,5 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié baisse un peu moins (-18,4 %). Son pouvoir d'achat (le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) diminue de 20,3 % en 2008, après des augmentations de 19,3 et 17,4 % les années précédentes.

Cet indicateur de revenu était orienté à la baisse de 1999 à 2005. Les deux hausses consécutives de 2006 et 2007 l'avaient élevé au-dessus du niveau atteint en 1998. En 2008, il retrouve un niveau inférieur à 2006. (*graphique 14*).

La volatilité des prix agricoles induit de fortes variations sur cet indicateur. Toutes les branches agricoles ne sont pas touchées de façon identique.

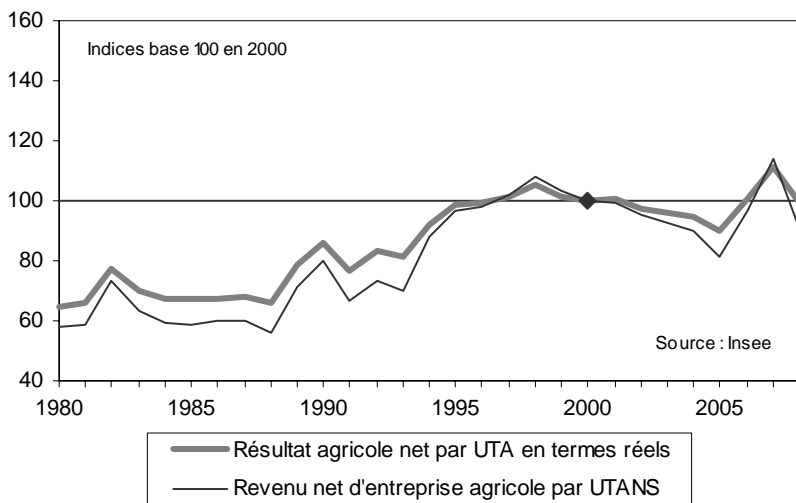
Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Evolution en %

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Résultat agricole net (RAN)	RAN par actif	Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	RNEA par actif non salarié
1980	+ 10,8	- 2,6	- 2,7	- 10,7	- 8,3	- 14,3	- 11,9
1981	+ 11,0	- 2,6	- 2,7	- 1,1	+ 1,5	- 1,6	+ 1,2
1982	+ 11,8	- 2,6	- 2,7	+ 14,3	+ 17,4	+ 21,5	+ 24,8
1983	+ 9,3	- 2,7	- 2,8	- 12,0	- 9,5	- 16,7	- 14,3
1984	+ 7,2	- 3,0	- 3,1	- 6,0	- 3,1	- 9,3	- 6,4
1985	+ 5,4	- 3,3	- 3,4	- 4,2	- 1,0	- 3,7	- 0,3
1986	+ 4,7	- 3,4	- 3,6	- 2,7	+ 0,7	- 2,1	+ 1,6
1987	+ 2,7	- 3,5	- 3,7	- 2,5	+ 1,1	- 3,8	- 0,1
1988	+ 3,0	- 3,5	- 3,8	- 6,4	- 3,0	- 9,4	- 5,8
1989	+ 3,2	- 4,3	- 5,1	+ 14,1	+ 19,2	+ 20,7	+ 27,1
1990	+ 2,2	- 4,2	- 5,1	+ 4,8	+ 9,4	+ 6,3	+ 12,0
1991	+ 2,2	- 4,4	- 5,0	- 14,7	- 10,8	- 21,2	- 17,0
1992	+ 2,1	- 4,3	- 5,1	+ 3,4	+ 8,1	+ 4,9	+ 10,5
1993	+ 1,9	- 5,3	- 6,5	- 7,2	- 2,1	- 10,9	- 4,7
1994	+ 1,5	- 3,5	- 4,5	+ 9,2	+ 13,2	+ 20,5	+ 26,1
1995	+ 1,2	- 3,0	- 4,1	+ 3,4	+ 6,6	+ 4,8	+ 9,2
1996	+ 1,7	- 2,6	- 3,9	- 1,9	+ 0,7	- 2,5	+ 1,4
1997	+ 1,1	- 2,5	- 4,1	- 0,3	+ 2,3	+ 0,2	+ 4,5
1998	+ 0,9	- 1,8	- 3,3	+ 2,4	+ 4,2	+ 2,3	+ 5,7
1999	+ 0,1	- 1,6	- 3,1	- 5,6	- 4,1	- 7,7	- 4,8
2000	+ 1,4	- 1,4	- 3,1	- 2,7	- 1,3	- 5,9	- 2,9
2001	+ 2,0	- 1,8	- 2,6	- 1,0	+ 0,9	- 3,2	- 0,6
2002	+ 2,4	- 1,7	- 2,6	- 4,9	- 3,2	- 6,4	- 3,9
2003	+ 1,9	- 1,7	- 2,6	- 3,5	- 1,8	- 5,6	- 3,1
2004	+ 1,6	- 2,1	- 2,9	- 3,5	- 1,5	- 5,9	- 3,1
2005	+ 2,0	- 2,0	- 2,9	- 6,9	- 5,0	- 12,0	- 9,4
2006	+ 2,4	- 1,0	- 3,1	+ 9,3	+ 11,9	+ 16,3	+ 19,3
2007	+ 2,5	- 0,8	- 3,0	+ 8,5	+ 10,9	+ 14,4	+ 17,4
2008	+ 2,5	- 0,6	- 3,0	- 12,7	- 10,8	- 22,3	- 20,3

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee

L'investissement agricole

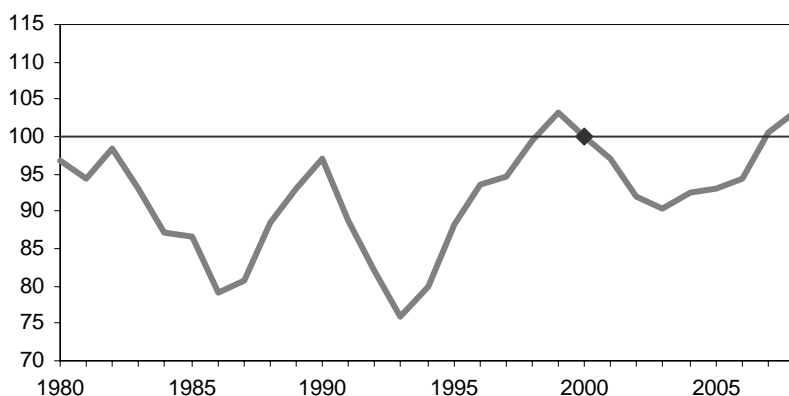
La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

En 2008 comme en 2007, la FBCF progresse de façon dynamique (+ 3,1 % après + 7,9 % à prix constants) et l'amélioration repose sur les deux

composantes de la FBCF, agricole et non agricole. En valeur l'augmentation de la FBCF atteint + 8,1 % compte tenu de la hausse des prix.

Ce dynamisme des investissements en 2007 et 2008 est d'autant plus remarquable que la FBCF avait sensiblement diminué sur les années 2000 à 2003 (-3,8 % par an à prix constants) et que le raffermissement de 2004 (+ 2,4 %) n'a été suivi que d'une stabilisation sur les années 2005 et 2006.

Graphique 16
FBCF de la branche agriculture à prix constants

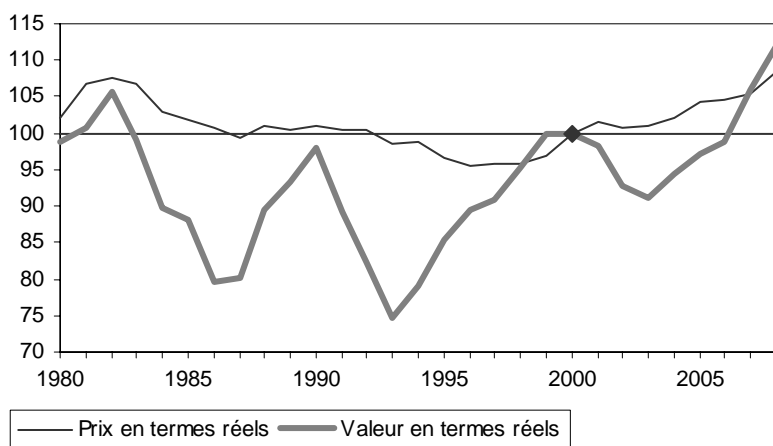


Indice 100 en 2000
Chainage des indices de volume de la FBCF à prix constants (année 2000).

Deux années de conjoncture favorables redynamisent l'investissement en 2007 et 2008, en dopant les achats de matériel.

Source : Insee

Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : valeur et prix en termes réels



Indice 100 en 2000
Chainage des indices d'évolution. Les évolutions de valeur et prix en termes réels sont obtenues en déflétant les évolutions de valeur et de prix de la FBCF par l'indice de prix du PIB.

L'évolution des prix de la FBCF, plus rapide que l'inflation générale, participe nettement à la hausse de la valeur des investissements de la branche agriculture.

Source : Insee

La formation brute de capital fixe en **produits agricoles** augmente sur l'année 2008 : + 4,0 % à prix constants (*tableau 5*).

Cette hausse tient à la progression de la FBCF animale. En revanche, la FBCF en plantations de vignes et vergers diminuerait légèrement à prix constants. Elle avait chuté en 2006, année où des plans d'arrachage avaient été subventionnés pour remédier à la crise de surproduction viticole.

La formation brute de capital fixe en **biens non agricoles** est encore dynamique en 2008 (+ 3,0 % à prix constants) pour la deuxième année de suite. Après une période d'attentisme, les exploitants bénéficient d'une meilleure visibilité à moyen terme

depuis que la nouvelle PAC est en place. Ainsi, la hausse des revenus, d'abord en 2006 puis en 2007, les a incités à investir en 2007 et 2008. Les achats de matériel augmentent de 9,1 % à prix constants. La demande des agriculteurs en tracteurs et autres machines agricoles est toujours orientée vers des matériels plus performants et d'une plus grande technicité qui leur permettent de réaliser des gains de productivité. En revanche, l'investissement en bâtiment agricole se réduit nettement. Les mises en chantier baisseraient d'un tiers par rapport à 2007, vraisemblablement freinées par la forte augmentation du prix du bâtiment.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2008 (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 (en %)	
		En valeur	A prix constants
FBCF en biens agricoles	1 034	8,2%	4,0%
Bétail	591	14,7%	11,7%
Plantations	443	0,5%	-0,5%
FBCF en biens non agricoles	10 900	8,1%	3,0%
dont : Matériel	7 771	14,1%	9,1%
Bâtiments	2 714	-6,0%	-13,8%
FBCF totale	11 933	8,1%	3,1%

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agriculture de 2001 à 2008 en résumé

En millions d'euros

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
(+) Production au prix de base	64 408,1	63 975,9	62 832,2	64 703,8	63 816,5	61 202,1	66 979,8	69 484,6
(-) Consommations intermédiaires	33 832,0	33 965,7	33 978,8	34 745,1	35 045,7	35 060,3	37 693,0	42 192,3
dont : Sifim	585,1	848,1	939,2	877,8	934,2	677,0	555,4	273,0
(=) Valeur ajoutée brute	30 576,1	30 010,2	28 853,4	29 958,7	28 770,8	26 141,8	29 286,8	27 292,3
(-) Consommation de capital fixe	8 160,5	8 317,7	8 509,1	8 790,6	9 162,9	9 433,6	9 821,2	10 528,5
(=) Valeur ajoutée nette	22 415,6	21 692,5	20 344,3	21 168,1	19 607,9	16 708,2	19 465,6	16 763,8
(+) Subventions d'exploitation	1 918,8	2 013,6	2 834,5	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 331,0	7 399,6
dont : bonifications d'intérêts	225,3	210,4	256,4	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2
(-) Autres impôts sur la production	1 416,9	1 382,3	1 231,3	1 469,5	1 397,1	1 331,7	1 356,4	1 395,5
Impôts fonciers	894,0	903,4	730,6	970,1	903,6	832,5	850,6	904,5
Autres impôts sur la production	522,9	478,9	500,7	499,4	493,5	499,2	505,8	491,0
(=) Résultat agricole net	22 917,5	22 323,8	21 947,5	21 515,6	20 447,2	22 878,2	25 440,2	22 767,9
(-) Rémunération des salariés	5 452,4	5 618,1	5 882,1	6 121,0	6 332,7	6 417,5	6 452,4	6 558,3
Salaires	4 370,2	4 496,9	4 699,3	4 887,3	5 058,3	5 129,1	5 209,6	5 295,1
Cotisations sociales	1 082,2	1 121,2	1 182,8	1 233,7	1 274,4	1 288,4	1 242,8	1 263,2
(=) Revenu mixte net (=ENE)	17 465,1	16 705,7	16 065,4	15 394,6	14 114,5	16 460,7	18 987,8	16 209,6
(-) Intérêts	1 425,6	1 235,4	1 109,9	1 011,0	1 007,1	1 241,8	1 437,5	1 720,9
(rappel : intérêts dus)	1 785,4	1 873,1	1 792,7	1 676,1	1 743,8	1 741,4	1 771,4	1 830,7
(-) Charges locatives nettes	1 928,2	1 953,4	1 950,7	1 952,4	1 945,4	1 927,2	1 964,6	2 084,1
(=) Revenu net d'entreprise agricole	14 111,3	13 516,9	13 004,8	12 431,2	11 162,0	13 291,7	15 585,7	12 404,6

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2008, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires est de 9,5 milliards d'euros : 3,5 milliards pour les produits agricoles et 6 milliards pour les produits transformés. Il progresse (+ 0,2 milliard) pour la troisième année consécutive et rejoint le niveau de l'année 2000, le plus élevé de la décennie.

Le solde gagne 1,4 milliard sur les produits agricoles bruts, mais perd 1,2 milliard sur les produits transformés. L'excédent s'améliore avec l'Union européenne et reste stable avec les pays tiers.

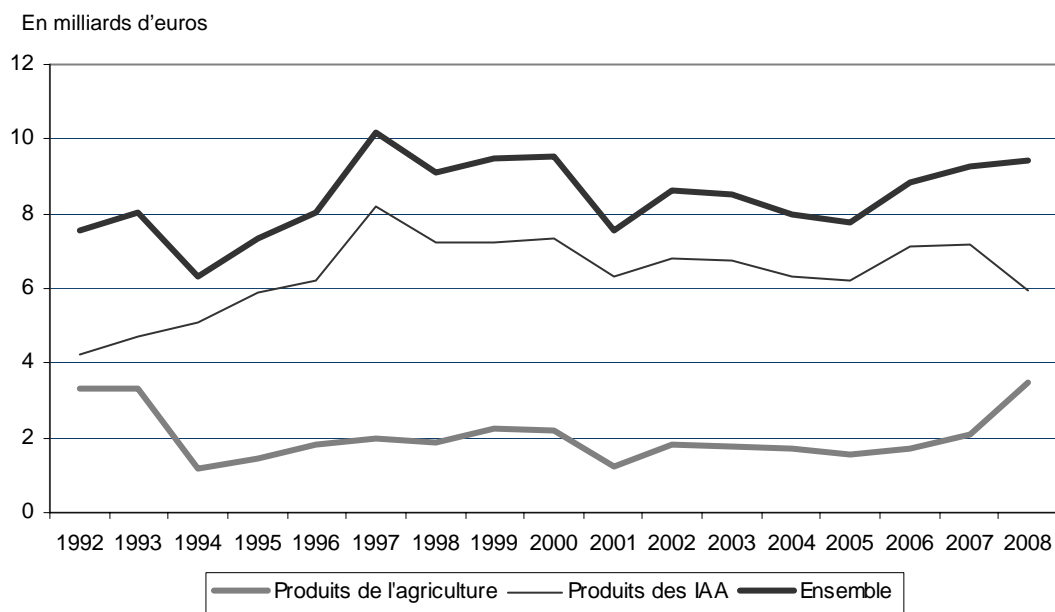
Amélioration du solde pour les produits agricoles

Pour les **produits agricoles bruts**, l'amélioration du solde provient de la forte croissance du volume des exportations (+ 16,7 % globalement) ; leur prix est globalement stable. Les importations progressent également en volume (+ 4,6 %), mais dans une moindre mesure, et leur prix reste modéré (+ 1,4 %).

L'excédent s'améliore pour les produits végétaux (+ 1610 millions), en premier lieu pour le blé tendre (+ 1070 millions) et le maïs (+ 520 millions). Il se contracte pour les produits animaux (-134 millions) du fait d'une baisse des exportations des bovins vivants et des équidés.

Les exportations de blé tendre augmentent en quantité (+ 15 %) et leur prix est, en moyenne, très supérieur à celui de l'année précédente (+ 28 %). Les cours mondiaux du blé exprimés en dollar connaissent un pic en février-mars 2008 avant de diminuer le reste de l'année, tout en se maintenant à un niveau élevé. Parallèlement, l'euro se déprécie par rapport au dollar à partir du mois d'août (-15% en glissement d'août à décembre 2008), ce qui favorise les exportations vers les pays tiers. En 2008, les ventes de blé tendre augmentent de 1,9 million de tonnes par rapport à l'année 2007, mais elles ne retrouvent pas le niveau de l'année 2006. Au premier semestre, en raison de la faiblesse des disponibilités, les quantités exportées sont inférieures de 11 % à celles du premier semestre 2007. En revanche, au second semestre, les livraisons sont supérieures de 50 % à celles de la même période de l'année précédente.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



1. Solde CAF-FAB.

Source : comptes nationaux, Insee

Les exportations de blé tendre augmentent vers l'Afrique du nord (+ 2,1 millions de tonnes) et le Proche-Orient (+ 0,6 million de tonnes). Les quantités livrées aux autres pays européens, qui enregistrent une moisson abondante, sont moindres qu'en 2007 (-1 million de tonnes), mais sont supérieures en valeur (+ 200 millions d'euros).

Le prix du maïs français amorce sa chute dès septembre 2007 alors que le prix du maïs américain n'atteint son pic qu'en juin 2008. En 2008, les exportations de maïs augmentent (+ 1,3 million de tonnes) après deux années de baisse et les importations se réduisent (-0,6 million de tonnes). En particulier, d'importantes quantités de maïs sont chargées vers les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie, tandis que les importations en provenance du Brésil sont divisées par deux.

La progression de l'excédent commercial sur les produits végétaux est freinée par la dégradation du solde sur les fruits (-267 millions), due notamment à l'augmentation des importations de bananes (+ 70 millions) et de noisettes (+ 50 millions).

Les exportations de bovins vivants (-73 millions), qui dépendent étroitement des demandes italienne et espagnole, diminuent nettement en nombre de têtes (-11 %). Les mesures prises pour lutter contre l'extension de la fièvre catarrhale font chuter les exportations en mars et en avril. L'augmentation du prix des

Tableau 1

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

		Valeur 2007	Évolution 2008 / 2007			Valeur 2008
			Valeur	Volume	Prix	
Produits agricoles	Exportations (FAB)	11,9	17,0%	17,9%	-0,7%	13,9
	En % des échanges de biens	2,6%				2,9%
	Importations (CAF)	9,8	6,0%	4,2%	1,7%	10,4
	En % des échanges de biens	2,2%				2,2%
	Solde	2,1				3,5
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	35,2	5,1%	0,5%	4,6%	37,0
	En % des échanges de biens	7,8%				7,7%
	Importations (CAF)	28,0	10,8%	6,1%	4,4%	31,1
	En % des échanges de biens	6,2%				6,5%
	Solde	7,2				6,0
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	47,1	8,1%	4,9%	3,1%	50,9
	En % des échanges de biens	10,4%				10,6%
	Importations (CAF)	37,9	9,6%	5,6%	3,7%	41,5
	En % des échanges de biens	8,3%				8,6%
	Solde	9,3				9,5
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	401,9	2,7%	0,2%	2,5%	412,6
	En % des échanges de biens	100%				100%
	Importations (CAF)	454,2	5,7%	1,3%	4,4%	480,1
	En % des échanges de biens	100%				100%
	Solde	-52,3				-67,5
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	502,3	2,6%	-0,2%	2,9%	515,6
	Importations (FAB)	537,6	4,9%	0,8%	4,0%	563,8
	Solde	-35,4				-48,2

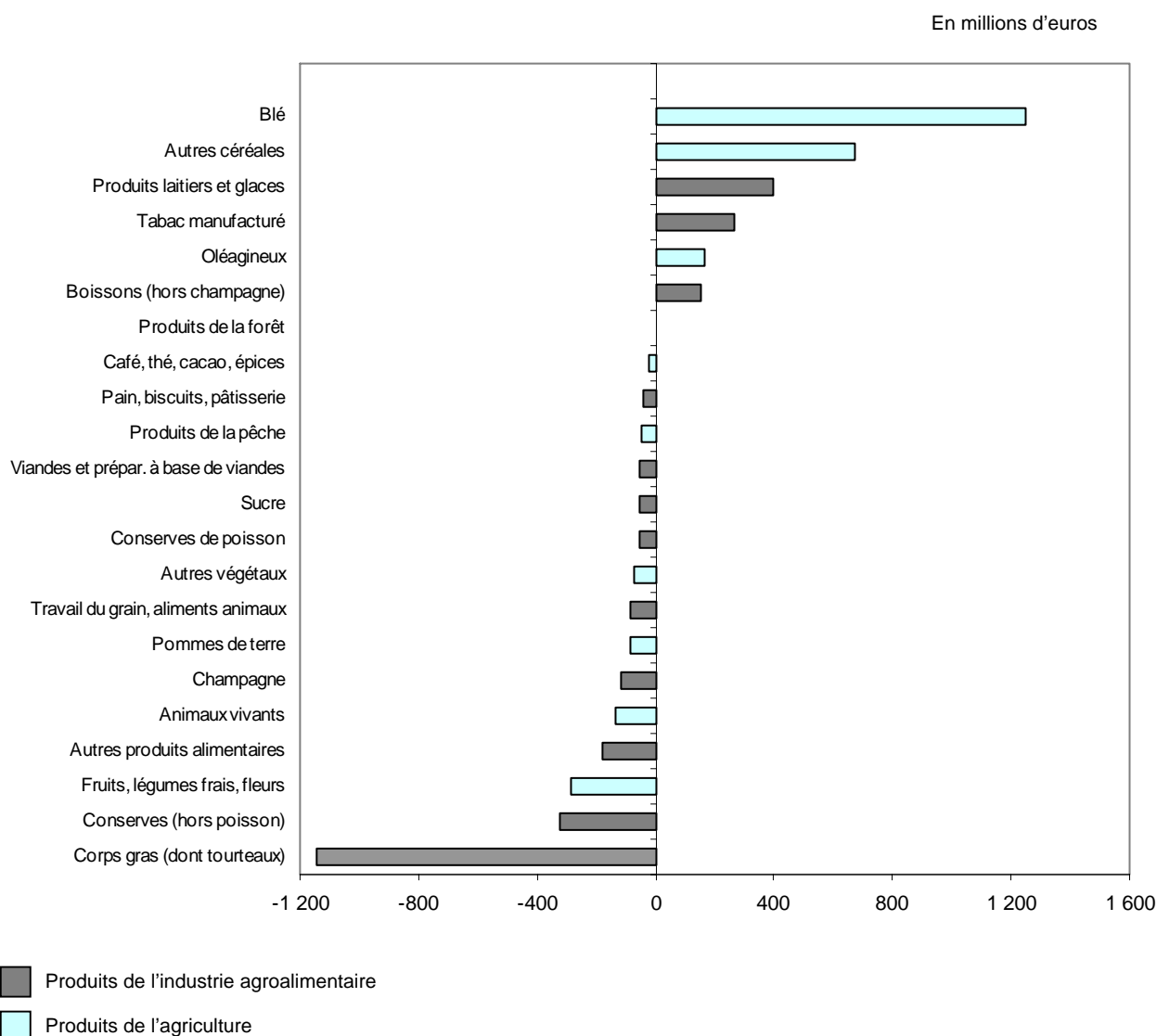
Source : comptes nationaux, Insee

aliments d'engraissement freine également les importations de brouards par des éleveurs étrangers. C'est ainsi que la diminution des exportations est particulièrement marquée pour les bovins destinés à l'engraissement d'un poids compris entre 160 et 300 kg (-24 % vers l'Espagne, -13 % vers l'Italie). En revanche, pour les bovins d'un poids supérieur à 300 kg, qui représentent la moitié des ventes, les exportations de l'année 2008 approchent celles de l'année précédente.

Le solde se détériore pour les produits transformés

Les échanges de **produits transformés** progressent à un rythme plus soutenu pour les importations (+ 11 %) que pour les exportations (+ 5 %). Le solde se détériore fortement (- 1150 millions d'euros) sur les tourteaux, les huiles et les graisses. Il s'améliore à nouveau pour les produits laitiers (+ 400 millions) et les produits du tabac (+ 260 millions). Il est stable pour les boissons.

Graphique 2
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits en 2008



N.B. Autres produits alimentaires : confiserie (dont chocolat), pâtes, café, thé, condiments...

Source : Douanes

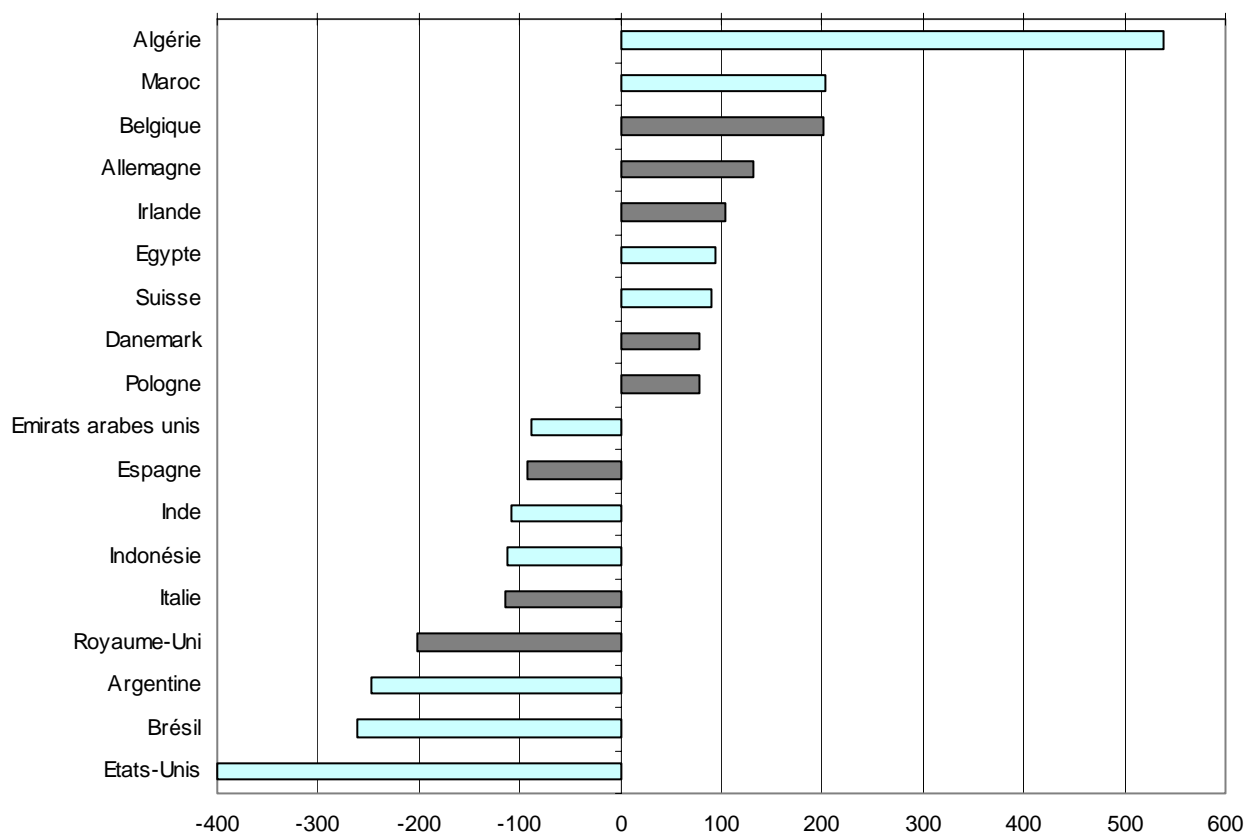
Le déficit s'approfondit de 400 millions pour les tourteaux de soja, dont le prix moyen augmente fortement à l'importation (+ 40 %). Il s'accroît plus fortement encore (+ 650 millions) pour les huiles végétales. La valeur des importations monte en flèche pour les huiles de soja (+ 300 millions), de colza (+ 230 millions), de tournesol (+ 110 millions) et de palme (+ 110 millions). En effet, non seulement le prix des huiles reste orienté à la hausse presque tout au long de l'année, y compris après le repli du cours du pétrole, mais les achats d'huiles de soja et de colza doublent en quantités. L'année précédente, les importations d'huile de soja avaient déjà augmenté de 40 %. En 2008, la France devient déficitaire en huile de colza du fait des importations à des fins non alimentaires (fabrication de « biodiesel ») ; cette année, près du tiers de l'huile de colza est acheté aux Emirats arabes unis, nouveau fournisseur de la France.

L'excédent sur les produits laitiers augmente de 15 % (après + 7 % en 2007) et atteint un niveau record de 3 milliards d'euros. Malgré un ralentissement en fin d'année, la valeur des exportations augmente de 6 %, tandis que les importations se contractent (-3 %). L'excédent s'améliore particulièrement pour les poudres de lait (+ 120 millions) ; dans un contexte de chute des cours mondiaux et de hausse de la production nationale de poudre de lait, les exportations augmentent d'un tiers en volume. Pour les yaourts et desserts lactés frais (+ 110 millions), les exportations s'accroissent de 24 % (+ 18 % en volume). L'excédent s'améliore également pour les fromages, en dépit du ralentissement de la demande mondiale. Le déficit sur le beurre se réduit.

Graphique 3

Améliorations et détériorations du solde agroalimentaire de la France par pays en 2008

En millions d'euros



■ Pays membres de l'Union européenne
 ■ Pays tiers

Source : Douanes

L'excédent s'améliore pour les vins calmes (+ 160 millions). Mais il se dégrade pour le champagne (-120 millions) après une année 2007 exceptionnelle. Pour les vins calmes, les exportations augmentent en valeur (+ 4 %), alors que les quantités expédiées baissent fortement (-11 %). En effet, l'amélioration de l'excédent est surtout due à la forte valorisation de certains bordeaux grands crus (millésime 2005), importés en premier lieu par la Grande-Bretagne et la Suisse. En revanche, d'autres vins (bourgogne, beaujolais, val de Loire...) affichent un recul en valeur. Pour le champagne, les exportations se replient (-5 %) en 2008. En direction de l'Amérique, la baisse est brutale (-30 %) : ce continent cède à l'Asie la place de deuxième client (derrière l'Europe) pour le champagne français.

Les importations de produits du tabac diminuent nettement (- 200 millions d'euros), tandis que les exportations augmentent (+ 60 millions).

L'excédent s'améliore avec l'Union européenne

L'excédent avec **l'Union européenne** progresse de 3 % (+ 200 millions d'euros), en premier lieu sur les céréales, les produits laitiers et le tabac manufacturé. Dans la zone euro, l'excédent avec la Belgique et l'Allemagne s'améliore. En revanche, il continue à se dégrader avec l'Italie. Hors de la zone euro, il se détériore avec le Royaume-Uni.

Avec la Belgique, les exportations augmentent notamment pour le colza (+ 70 millions) et l'orge (+ 60 millions) tandis que les importations de lait (-70 millions) et de beurre (-50 millions) diminuent. Avec l'Allemagne, les exportations augmentent pour le colza (+ 180 millions) et le maïs (+ 50 millions). En revanche, les importations d'huile de colza progressent (+ 30 millions).

Dans le cas de l'Italie, la progression des exportations de blé (+ 100 millions) ne suffit pas à compenser l'augmentation des importations de pâtes (+ 100 millions) et la diminution des ventes de produits céréaliers pour le petit déjeuner (-40 millions). Avec le Royaume-Uni, les exportations de vins diminuent (-45 millions), les importations de viande de boucherie augmentent (+ 40 millions) et le solde se dégrade sur les équidés vivants (-40 millions) ; en revanche, les exportations de produits laitiers sont en hausse (+ 60 millions).

L'excédent avec les **pays tiers** reste stable. Il s'améliore fortement avec l'Afrique du nord (+ 850 millions), plus particulièrement avec l'Algérie (+ 540 millions) et le Maroc (+ 200 millions). Les ventes à l'Algérie augmentent de 400 millions pour le blé, de 60 pour l'orge, de 40 pour le lait en poudre. Les exportations de blé tendre vers le Maroc croissent de 230 millions.

En revanche, l'excédent se dégrade fortement avec le continent américain (-950 millions). L'excédent avec les États-Unis perd 400 millions, ce qui tient pour l'essentiel à la baisse des ventes de spiritueux (-210 millions) et de champagne (-110 millions). Avec le Brésil, le déficit augmente de 260 millions : les importations sont en hausse pour les tourteaux (+ 260 millions) et l'huile de soja (+ 70 millions), mais les importations de maïs reculent de 80 millions. Les quantités d'huiles achetées à l'Argentine (soja surtout, tournesol, arachide) sont multipliées par cinq en dépit de l'envol des prix ; le déficit commercial augmente de 250 millions.

Annexes

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2006 À 2008

Compte 2006 définitif

Compte 2007 semi-définitif

Compte 2008 provisoire

Évolutions moyennes sur les cinq dernières années

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2006 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	272,5	108,7	296,3	107,9	319,6	117,3
Blé tendre.....	3247,1	95,5	3100,1	130,2	4035,2	124,3
Maïs.....	1411,0	92,6	1306,0	129,6	1692,2	119,9
Orge.....	951,7	100,9	959,9	119,6	1147,7	120,6
Autres céréales.....	249,7	94,6	236,1	122,6	289,4	115,9
CEREALES.....	6132,0	96,2	5898,4	126,9	7484,1	122,0
Oléagineux.....	1286,7	92,9	1195,3	112,3	1342,9	104,4
Protéagineux.....	197,1	76,8	151,4	115,0	174,1	88,3
Tabac.....	15,0	83,3	12,5	107,2	13,4	89,3
Betteraves industrielles.....	1160,3	84,7	983,3	87,9	864,1	74,5
Autres plantes industrielles.....	457,5	96,2	447,8	93,9	420,3	91,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3116,6	89,3	2790,3	100,9	2814,8	90,3
Maïs fourrage.....	771,3	98,2	757,3	104,0	787,5	102,1
Autres fourrages.....	3515,1	106,4	3739,9	98,3	3674,8	104,5
PLANTES FOURRAGERES.....	4286,4	104,9	4497,2	99,2	4462,3	104,1
Légumes frais.....	3035,2	98,4	2986,5	104,1	3109,4	102,4
Plantes et fleurs.....	2333,5	92,1	2148,0	102,1	2192,8	94,0
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5368,7	95,6	5134,5	103,3	5302,2	98,8
POMMES DE TERRE.....	1032,7	98,1	1013,1	140,4	1422,0	137,7
FRUITS.....	2484,9	99,6	2474,1	117,9	2918,0	117,4
Vins de champagne.....	2344,0	101,2	2372,2	103,0	2443,3	104,2
dont vins calmes.....	1618,6	100,5	1626,5	103,2	1679,0	103,7
dont champagne.....	725,4	102,8	745,7	102,5	764,3	105,4
Autres vins d'appellation.....	4815,7	99,3	4780,2	103,8	4962,7	103,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7159,7	99,9	7152,4	103,5	7406,0	103,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	506,8	102,8	521,0	112,2	584,6	115,4
dont vins de distillation.....	74,5	99,9	74,4	109,3	81,3	109,1
dont cognac.....	432,3	103,3	446,6	112,7	503,3	116,4
Autres vins de distillation.....	64,3	73,9	47,5	101,1	48,0	74,7
Vins de table et de pays.....	849,6	102,7	872,5	96,4	841,0	99,0
AUTRES VINS.....	1420,7	101,4	1441,0	102,3	1473,6	103,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	31001,7	98,0	30401,0	109,5	33283,0	107,4
Gros bovins.....	5314,6	100,0	5315,2	105,0	5582,9	105,0
Veaux.....	1351,9	94,9	1282,4	113,1	1450,0	107,3
Ovins-caprins.....	692,5	97,2	673,1	102,7	691,2	99,8
Equidés.....	88,2	103,1	90,9	101,8	92,5	104,9
Porcins.....	2946,7	100,1	2950,2	104,7	3088,4	104,8
BETAIL.....	10393,9	99,2	10311,8	105,8	10905,0	104,9
Volailles.....	2713,8	94,4	2562,3	100,9	2584,8	95,2
Oeufs.....	799,2	96,4	770,1	110,7	852,5	106,7
PRODUITS AVICOLES.....	3513,0	94,9	3332,4	103,1	3437,3	97,8
Lait et produits laitiers.....	7610,3	97,5	7421,7	97,2	7210,5	94,7
dont lait.....	7317,4	97,5	7134,3	97,1	6926,7	94,7
dont produits laitiers.....	292,9	98,1	287,4	98,7	283,8	96,9
Autres produits de l'élevage.....	619,3	96,5	597,8	100,8	602,8	97,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8229,6	97,4	8019,5	97,4	7813,3	94,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22136,5	97,9	21663,7	102,3	22155,6	100,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	53138,2	98,0	52064,7	106,5	55438,6	104,3
Activités principales de travaux agricoles.....	2993,5	100,2	3000,4	102,8	3084,8	103,0
Activités secondaires de services.....	178,3	101,0	180,0	102,8	185,0	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3171,8	100,3	3180,4	102,8	3269,8	103,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	56310,0	98,1	55245,1	106,3	58708,4	104,3
dont production des activités secondaires.....	1628,9	101,9	1659,7	104,6	1736,4	106,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	216,2	108,7	235,0	25,7	60,5	28,0
Blé tendre.....	1696,7	95,5	1619,9	25,0	405,4	23,9
Maïs.....	579,5	92,6	536,7	23,5	126,1	21,8
Orge.....	560,0	100,9	564,8	24,8	139,8	25,0
Autres céréales.....	201,0	94,4	189,7	29,3	55,5	27,6
CEREALES.....	3253,4	96,7	3146,1	25,0	787,3	24,2
Oléagineux.....	653,3	92,9	607,0	32,3	196,3	30,0
Protéagineux.....	201,1	76,8	154,4	28,7	44,3	22,0
Tabac.....	77,1	81,8	63,1	76,5	48,3	62,6
Betteraves industrielles.....					0,6	
Autres plantes industrielles.....	115,3	96,0	110,7	59,3	65,7	57,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	1046,8	89,3	935,2	38,0	355,2	33,9
Maïs fourrage.....	483,7	98,2	474,9	24,2	115,0	23,8
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	483,7	98,2	474,9	24,2	115,0	23,8
Légumes frais.....	1,6	106,3	1,7	76,5	1,3	81,3
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	1,6	106,3	1,7	76,5	1,3	81,3
POMMES DE TERRE.....	28,8	93,1	26,8	67,2	18,0	62,5
FRUITS.....	55,9	93,4	46,4	189,7	88,0	157,4
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	4870,2	95,2	4631,1	29,5	1364,8	28,0
Gros bovins.....	1837,2	100,0	1837,6	52,9	972,5	52,9
Veaux.....	77,1	94,8	73,1	102,2	74,7	96,9
Ovins-caprins.....	170,4	97,2	165,6	46,9	77,6	45,5
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	2084,7	99,6	2076,3	54,2	1124,8	54,0
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Lait et produits laitiers.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
dont lait.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..	2636,3	99,2	2614,3	43,2	1128,9	42,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	7506,5	96,6	7245,4	34,4	2493,7	33,2
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	7506,5	96,6	7245,4	34,4	2493,7	33,2
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	488,7	108,7	531,3	71,5	380,1	77,8
Blé tendre.....	4943,8	95,5	4720,0	94,1	4440,6	89,8
Maïs.....	1990,5	92,6	1842,7	98,7	1818,3	91,3
Orge.....	1511,7	100,9	1524,7	84,4	1287,5	85,2
Autres céréales.....	450,7	94,5	425,8	81,0	344,9	76,5
CEREALES.....	9385,4	96,4	9044,5	91,5	8271,4	88,1
Oléagineux.....	1940,0	92,9	1802,3	85,4	1539,2	79,3
Protéagineux.....	398,2	76,8	305,8	71,4	218,4	54,8
Tabac.....	92,1	82,1	75,6	81,6	61,7	67,0
Betteraves industrielles.....	1160,3	84,7	983,3	87,9	864,7	74,5
Autres plantes industrielles.....	572,8	96,2	558,5	87,0	486,0	84,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4163,4	89,3	3725,5	85,1	3170,0	76,1
Maïs fourrage.....	1255,0	98,2	1232,2	73,2	902,5	71,9
Autres fourrages.....	3515,1	106,4	3739,9	98,3	3674,8	104,5
PLANTES FOURRAGERES.....	4770,1	104,3	4972,1	92,1	4577,3	96,0
Légumes frais.....	3036,8	98,4	2988,2	104,1	3110,7	102,4
Plantes et fleurs.....	2333,5	92,1	2148,0	102,1	2192,8	94,0
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5370,3	95,6	5136,2	103,3	5303,5	98,8
POMMES DE TERRE.....	1061,5	98,0	1039,9	138,5	1440,0	135,7
FRUITS.....	2540,8	99,4	2520,5	119,3	3006,0	118,3
Vins de champagne.....	2344,0	101,2	2372,2	103,0	2443,3	104,2
dont vins calmes.....	1618,6	100,5	1626,5	103,2	1679,0	103,7
dont champagne.....	725,4	102,8	745,7	102,5	764,3	105,4
Autres vins d'appellation.....	4815,7	99,3	4780,2	103,8	4962,7	103,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7159,7	99,9	7152,4	103,5	7406,0	103,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	506,8	102,8	521,0	112,2	584,6	115,4
dont vins de distillation.....	74,5	99,9	74,4	109,3	81,3	109,1
dont cognac.....	432,3	103,3	446,6	112,7	503,3	116,4
Autres vins de distillation.....	64,3	73,9	47,5	101,1	48,0	74,7
Vins de table et de pays.....	849,6	102,7	872,5	96,4	841,0	99,0
AUTRES VINS.....	1420,7	101,4	1441,0	102,3	1473,6	103,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	35871,9	97,7	35032,1	98,9	34647,8	96,6
Gros bovins.....	7151,8	100,0	7152,8	91,6	6555,4	91,7
Veaux.....	1429,0	94,9	1355,5	112,5	1524,7	106,7
Ovins-caprins.....	862,9	97,2	838,7	91,7	768,8	89,1
Equidés.....	88,2	103,1	90,9	101,8	92,5	104,9
Porcins.....	2946,7	100,1	2950,2	104,7	3088,4	104,8
BETAIL.....	12478,6	99,3	12388,1	97,1	12029,8	96,4
Volailles.....	2715,4	94,4	2563,9	100,9	2586,4	95,2
Oeufs.....	799,2	96,4	770,1	110,7	852,5	106,7
PRODUITS AVICOLES.....	3514,6	94,9	3334,0	103,1	3438,9	97,8
Lait et produits laitiers.....	8160,3	97,5	7958,1	90,6	7213,0	88,4
dont lait.....	7867,4	97,5	7670,7	90,3	6929,2	88,1
dont produits laitiers.....	292,9	98,1	287,4	98,7	283,8	96,9
Autres produits de l'élevage.....	619,3	96,5	597,8	100,8	602,8	97,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8779,6	97,5	8555,9	91,3	7815,8	89,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	24772,8	98,0	24278,0	95,9	23284,5	94,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	60644,7	97,8	59310,1	97,7	57932,3	95,5
Activités principales de travaux agricoles.....	2993,5	100,2	3000,4	102,8	3084,8	103,0
Activités secondaires de services.....	178,3	101,0	180,0	102,8	185,0	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3171,8	100,3	3180,4	102,8	3269,8	103,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	63816,5	97,9	62490,5	97,9	61202,1	95,9
dont production des activités secondaires.....	1628,9	101,9	1659,7	104,6	1736,4	106,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Semences et plants	1 912,5	98,3	1 879,9	96,0	1 804,8	94,4
Energie et lubrifiants	2 853,6	98,1	2 804,6	109,1	3 059,2	107,2
Engrais et amendements	3 106,8	93,3	2 919,6	106,5	3 108,3	100,0
Produits de protection des cultures	2 617,5	97,6	2 547,2	100,4	2 557,1	97,7
Dépenses vétérinaires	1 301,8	97,0	1 266,6	102,7	1 301,4	100,0
Aliments pour animaux	11 611,9	97,6	11 337,2	103,3	11 706,4	100,8
dont : intraconsommés	5 205,3	98,1	5 103,8	105,3	5 376,6	103,3
achetés en dehors de la branche	6 406,6	97,3	6 233,4	101,5	6 329,9	98,8
Entretien du matériel	2 358,4	96,5	2 274,1	104,0	2 364,0	100,2
Entretien des bâtiments	307,4	92,9	285,2	102,9	293,3	95,4
Services de travaux agricoles	2 993,5	100,2	3 000,4	102,8	3 084,8	103,0
Autres biens et services	5 982,3	99,2	5 926,7	97,5	5 781,0	96,6
dont : SIFIM	934,2	100,0	935,0	72,4	677,0	72,5
Total	35 045,7	97,7	34 241,4	102,4	35 060,3	100,0

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Production	63 816,5	95,9	61 202,1
(-) Consommations intermédiaires	35 045,7	100,0	35 060,3
(=) Valeur ajoutée brute	28 770,8	90,9	26 141,8
(-) Consommation de capital fixe	9 162,9	103,0	9 433,6
(=) Valeur ajoutée nette	19 607,9	85,2	16 708,2

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Valeur ajoutée nette	19607,9	85,2	16708,2
(+) Subventions d'exploitation	2236,4	335,4	7501,7
dont : bonifications d'intérêts	197,5	89,7	177,1
(-) Autres impôts sur la production	1397,1	95,3	1331,7
Impôts fonciers	903,6	92,1	832,5
Autres	493,5	101,2	499,2
(=) Résultat agricole net	20447,2	111,9	22878,2
(-) Rémunération des salariés	6332,7	101,3	6417,5
Salaires	5058,3	101,4	5129,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1274,4	101,1	1288,4
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	14114,5	116,6	16460,7

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	14 114,5	116,6	16 460,7
(-) Intérêts ¹	1 007,1	123,3	1 241,8
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 743,8	99,9	1 741,4
(-) Charges locatives nettes ²	1 945,4	99,1	1 927,2
(=) Revenu net d'entreprise agricole	11 162,0	119,1	13 291,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2006 / 2005
Résultat agricole net	11,9
par actif	13,3
Revenu net d'entreprise agricole	19,1
par actif non salarié	22,1
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,3
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2006 / 2005
Résultat agricole net	9,3
par actif	11,9
Revenu net d'entreprise agricole	16,3
par actif non salarié	19,3
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,4

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	319,6	91,4	292,1	196,0	572,4	179,1
Blé tendre.....	4035,2	92,5	3734,3	161,1	6014,8	149,1
Maïs.....	1692,2	112,4	1902,2	141,9	2699,9	159,5
Orge.....	1147,7	90,0	1033,1	161,2	1664,9	145,1
Autres céréales.....	289,4	88,3	255,4	162,1	414,1	143,1
CEREALES.....	7484,1	96,4	7217,1	157,5	11366,1	151,9
Oléagineux.....	1342,9	106,9	1435,4	146,8	2106,9	156,9
Protéagineux.....	174,1	64,4	112,1	154,7	173,4	99,6
Tabac.....	13,4	82,8	11,1	128,8	14,3	106,7
Betteraves industrielles.....	864,1	107,6	929,5	91,0	846,0	97,9
Autres plantes industrielles.....	420,3	60,8	255,7	101,3	259,1	61,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	2814,8	97,5	2743,8	123,9	3399,7	120,8
Maïs fourrage.....	787,5	108,4	854,0	91,5	781,1	99,2
Autres fourrages.....	3674,8	122,5	4500,7	87,7	3948,0	107,4
PLANTES FOURRAGERES.....	4462,3	120,0	5354,7	88,3	4729,1	106,0
Légumes frais.....	3109,4	97,1	3017,9	102,3	3086,9	99,3
Plantes et fleurs.....	2192,8	98,0	2148,9	98,2	2110,1	96,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5302,2	97,4	5166,8	100,6	5197,0	98,0
POMMES DE TERRE.....	1422,0	115,2	1638,0	74,6	1221,9	85,9
FRUITS.....	2918,0	94,2	2749,6	103,1	2835,7	97,2
Vins de champagne.....	2443,3	110,3	2695,0	105,3	2837,8	116,1
dont vins calmes.....	1679,0	113,3	1901,6	106,4	2023,8	120,5
dont champagne.....	764,3	103,8	793,4	102,6	814,0	106,5
Autres vins d'appellation.....	4962,7	96,5	4789,8	107,0	5124,1	103,3
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7406,0	101,1	7484,8	106,4	7961,9	107,5
Vins pour eaux de vie AOC.....	584,6	101,3	592,2	106,2	628,9	107,6
dont vins de distillation.....	81,3	96,4	78,4	123,9	97,1	119,4
dont cognac.....	503,3	102,1	513,8	103,5	531,8	105,7
Autres vins de distillation.....	48,0	40,6	19,5	81,5	15,9	33,1
Vins de table et de pays.....	841,0	94,2	792,2	120,5	954,7	113,5
AUTRES VINS.....	1473,6	95,3	1403,9	113,9	1599,5	108,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	33283,0	101,4	33758,7	113,5	38310,9	115,1
Gros bovins.....	5582,9	101,9	5689,3	96,1	5469,5	98,0
Veaux.....	1450,0	95,4	1383,4	104,4	1443,7	99,6
Ovins-caprins.....	691,2	93,3	644,7	100,0	644,6	93,3
Equidés.....	92,5	105,9	98,0	99,7	97,7	105,6
Porcins.....	3088,4	101,8	3142,6	90,4	2840,7	92,0
BETAIL.....	10905,0	100,5	10958,0	95,8	10496,2	96,3
Volailles.....	2584,8	104,9	2710,3	110,0	2980,9	115,3
Oeufs.....	852,5	100,2	854,3	124,8	1066,2	125,1
PRODUITS AVICOLES.....	3437,3	103,7	3564,6	113,5	4047,1	117,7
Lait et produits laitiers.....	7210,5	98,8	7124,9	107,7	7671,0	106,4
dont lait.....	6926,7	99,0	6854,7	107,8	7389,0	106,7
dont produits laitiers.....	283,8	95,2	270,2	104,4	282,0	99,4
Autres produits de l'élevage.....	602,8	102,0	614,6	100,0	614,5	101,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	7813,3	99,1	7739,5	107,1	8285,5	106,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..	22155,6	100,5	22262,1	102,5	22828,8	103,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	55438,6	101,1	56020,8	109,1	61139,7	110,3
Activités principales de travaux agricoles.....	3084,8	98,9	3051,4	103,1	3147,5	102,0
Activités secondaires de services.....	185,0	98,7	182,6	103,8	189,5	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3269,8	98,9	3234,0	103,2	3337,0	102,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	58708,4	100,9	59254,8	108,8	64476,7	109,8
dont production des activités secondaires.....	1736,4	101,4	1760,0	103,3	1817,3	104,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	60,5	91,4	55,3	108,0	59,7	98,7
Blé tendre.....	405,4	92,6	375,2	106,3	399,0	98,4
Maïs.....	126,1	112,5	141,8	88,9	126,0	99,9
Orge.....	139,8	90,1	125,9	111,2	140,0	100,1
Autres céréales.....	55,5	88,3	49,0	104,5	51,2	92,3
CEREALES.....	787,3	94,9	747,2	103,8	775,9	98,6
Oléagineux.....	196,3	105,7	207,4	97,9	203,0	103,4
Protéagineux.....	44,3	64,3	28,5	105,3	30,0	67,7
Tabac.....	48,3	82,8	40,0	110,0	44,0	91,1
Betteraves industrielles.....	0,6	83,3	0,5	100,0	0,5	
Autres plantes industrielles.....	65,7	81,9	53,8	118,4	63,7	97,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	355,2	93,0	330,2	103,3	341,2	96,1
Maïs fourrage.....	115,0	108,4	124,7	92,2	115,0	100,0
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,0	108,4	124,7	92,2	115,0	100,0
Légumes frais.....	1,3	92,3	1,2	350,0	4,2	323,1
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	1,3	92,3	1,2	350,0	4,2	323,1
POMMES DE TERRE.....	18,0	108,3	19,5	77,4	15,1	83,9
FRUITS.....	88,0	66,0	58,1	226,9	131,8	149,8
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1364,8	93,9	1280,9	108,0	1383,2	101,3
Gros bovins.....	972,5	101,6	988,0	98,2	970,0	99,7
Veaux.....	74,7	95,3	71,2	100,0	71,2	95,3
Ovins-caprins.....	77,6	93,3	72,4	103,0	74,6	96,1
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1124,8	100,6	1131,6	98,6	1115,8	99,2
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
dont lait.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1128,9	100,6	1135,7	98,6	1119,9	99,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2493,7	96,9	2416,6	103,6	2503,1	100,4
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2493,7	96,9	2416,6	103,6	2503,1	100,4
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	380,1	91,4	347,4	182,0	632,1	166,3
Blé tendre.....	4440,6	92,5	4109,5	156,1	6413,8	144,4
Maïs.....	1818,3	112,4	2044,0	138,3	2825,9	155,4
Orge.....	1287,5	90,0	1159,0	155,7	1804,9	140,2
Autres céréales.....	344,9	88,3	304,4	152,9	465,3	134,9
CEREALES.....	8271,4	96,3	7964,3	152,5	12142,0	146,8
Oléagineux.....	1539,2	106,7	1642,8	140,6	2309,9	150,1
Protéagineux.....	218,4	64,4	140,6	144,7	203,4	93,1
Tabac.....	61,7	82,8	51,1	114,1	58,3	94,5
Betteraves industrielles.....	864,7	107,6	930,0	91,0	846,5	97,9
Autres plantes industrielles.....	486,0	63,7	309,5	104,3	322,8	66,4
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3170,0	97,0	3074,0	121,7	3740,9	118,0
Maïs fourrage.....	902,5	108,4	978,7	91,6	896,1	99,3
Autres fourrages.....	3674,8	122,5	4500,7	87,7	3948,0	107,4
PLANTES FOURRAGERES.....	4577,3	119,7	5479,4	88,4	4844,1	105,8
Légumes frais.....	3110,7	97,1	3019,1	102,4	3091,1	99,4
Plantes et fleurs.....	2192,8	98,0	2148,9	98,2	2110,1	96,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5303,5	97,4	5168,0	100,6	5201,2	98,1
POMMES DE TERRE.....	1440,0	115,1	1657,5	74,6	1237,0	85,9
FRUITS.....	3006,0	93,4	2807,7	105,7	2967,5	98,7
Vins de champagne.....	2443,3	110,3	2695,0	105,3	2837,8	116,1
dont vins calmes.....	1679,0	113,3	1901,6	106,4	2023,8	120,5
dont champagne.....	764,3	103,8	793,4	102,6	814,0	106,5
Autres vins d'appellation.....	4962,7	96,5	4789,8	107,0	5124,1	103,3
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7406,0	101,1	7484,8	106,4	7961,9	107,5
Vins pour eaux de vie AOC.....	584,6	101,3	592,2	106,2	628,9	107,6
dont vins de distillation.....	81,3	96,4	78,4	123,9	97,1	119,4
dont cognac.....	503,3	102,1	513,8	103,5	531,8	105,7
Autres vins de distillation.....	48,0	40,6	19,5	81,5	15,9	33,1
Vins de table et de pays.....	841,0	94,2	792,2	120,5	954,7	113,5
AUTRES VINS.....	1473,6	95,3	1403,9	113,9	1599,5	108,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	34647,8	101,1	35039,6	113,3	39694,1	114,6
Gros bovins.....	6555,4	101,9	6677,3	96,4	6439,5	98,2
Veaux.....	1524,7	95,4	1454,6	104,1	1514,9	99,4
Ovins-caprins.....	768,8	93,3	717,1	100,3	719,2	93,5
Equidés.....	92,5	105,9	98,0	99,7	97,7	105,6
Porcins.....	3088,4	101,8	3142,6	90,4	2840,7	92,0
BETAIL.....	12029,8	100,5	12089,6	96,0	11612,0	96,5
Volailles.....	2586,4	104,9	2711,9	110,0	2982,5	115,3
Oeufs.....	852,5	100,2	854,3	124,8	1066,2	125,1
PRODUITS AVICOLES.....	3438,9	103,7	3566,2	113,5	4048,7	117,7
Lait et produits laitiers.....	7213,0	98,8	7127,4	107,7	7673,5	106,4
dont lait.....	6929,2	99,0	6857,2	107,8	7391,5	106,7
dont produits laitiers.....	283,8	95,2	270,2	104,4	282,0	99,4
Autres produits de l'élevage.....	602,8	102,0	614,6	100,0	614,5	101,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	7815,8	99,1	7742,0	107,1	8288,0	106,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23284,5	100,5	23397,8	102,4	23948,7	102,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	57932,3	100,9	58437,4	108,9	63642,8	109,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3084,8	98,9	3051,4	103,1	3147,5	102,0
Activités secondaires de services.....	185,0	98,7	182,6	103,8	189,5	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3269,8	98,9	3234,0	103,2	3337,0	102,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	61202,1	100,8	61671,4	108,6	66979,8	109,4
dont production des activités secondaires.....	1736,4	101,4	1760,0	103,3	1817,3	104,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Semences et plants	1 804,8	101,4	1 830,2	109,4	2 002,5	111,0
Energie et lubrifiants	3 059,2	98,1	3 000,1	100,9	3 027,9	99,0
Engrais et amendements	3 108,3	103,3	3 211,4	105,3	3 383,0	108,8
Produits de protection des cultures	2 557,1	106,9	2 732,6	100,5	2 745,5	107,4
Dépenses vétérinaires	1 301,4	102,4	1 332,0	102,0	1 358,4	104,4
Aliments pour animaux	11 706,4	106,8	12 506,2	107,6	13 459,8	115,0
dont : intraconsommés	5 376,6	112,9	6 072,1	98,9	6 003,7	111,7
achetés en dehors de la branche	6 329,9	101,6	6 434,1	115,9	7 456,1	117,8
Entretien du matériel	2 364,0	99,9	2 361,8	104,3	2 462,7	104,2
Entretien des bâtiments	293,3	95,8	281,0	103,4	290,6	99,1
Services de travaux agricoles	3 084,8	98,9	3 051,4	103,1	3 147,5	102,0
Autres biens et services	5 781,0	101,1	5 846,7	99,5	5 815,2	100,6
dont : SIFIM	677,0	103,5	701,0	79,2	555,4	82,0
Total	35 060,3	103,1	36 153,4	104,3	37 693,0	107,5

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Production	61 202,1	109,4	66 979,8
(-) Consommations intermédiaires	35 060,3	107,5	37 693,0
(=) Valeur ajoutée brute	26 141,8	112,0	29 286,8
(-) Consommation de capital fixe	9 433,6	104,1	9 821,2
(=) Valeur ajoutée nette	16 708,2	116,5	19 465,6

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Valeur ajoutée nette	16 708,2	116,5	19 465,6
(+) Subventions d'exploitation	7 501,7	97,7	7 331,0
dont : bonifications d'intérêts	177,1	127,1	225,1
(-) Autres impôts sur la production	1 331,7	101,9	1 356,4
Impôts fonciers	832,5	102,2	850,6
Autres	499,2	101,3	505,8
(=) Résultat agricole net	22 878,2	111,2	25 440,2
(-) Rémunération des salariés	6 417,5	100,5	6 452,4
Salaires	5 129,1	101,6	5 209,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 288,4	96,5	1 242,8
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	16 460,7	115,4	18 987,8

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	16 460,7	115,4	18 987,8
(-) Intérêts ¹	1 241,8	115,8	1 437,5
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 741,4	101,7	1 771,4
(-) Charges locatives nettes ²	1 927,2	101,9	1 964,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	13 291,7	117,3	15 585,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2007 / 2006
Résultat agricole net	11,2
par actif	28,8
Revenu net d'entreprise agricole	17,3
par actif non salarié	20,3
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-2,2
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2007 / 2006
Résultat agricole net	8,5
par actif	10,9
Revenu net d'entreprise agricole	14,4
par actif non salarié	17,4
Evolution du prix du PIB	2,5

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	572,4	103,2	590,9	83,5	493,5	86,2
Blé tendre.....	6014,8	121,7	7322,2	80,3	5876,7	97,7
Maïs.....	2699,9	111,1	2999,4	64,5	1933,6	71,6
Orge.....	1664,9	129,5	2156,0	90,3	1946,0	116,9
Autres céréales.....	414,1	115,9	479,8	86,7	416,1	100,5
CEREALES	11366,1		13548,3	78,7	10665,9	93,8
Oléagineux.....	2106,9	106,0	2233,3	98,7	2204,1	104,6
Protéagineux.....	173,4	90,5	157,0	95,0	149,1	86,0
Tabac.....	14,3	103,5	14,8	125,0	18,5	129,4
Betteraves industrielles.....	846,0	92,8	785,1	96,6	758,7	89,7
Autres plantes industrielles.....	259,1	96,8	250,8	112,8	283,0	109,2
PLANTES INDUSTRIELLES	3399,7	101,2	3441,0	99,2	3413,4	100,4
Maïs fourrage.....	781,1	101,9	796,3	112,3	894,5	114,5
Autres fourrages.....	3948,0	98,2	3877,1	112,3	4354,5	110,3
PLANTES FOURRAGERES	4729,1	98,8	4673,4	112,3	5249,0	111,0
Légumes frais.....	3086,9	100,9	3114,8	101,5	3160,6	102,4
Plantes et fleurs.....	2110,1	98,8	2084,2	103,8	2163,9	102,5
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	5197,0	100,0	5199,0	102,4	5324,5	102,5
POMMES DE TERRE	1221,9	96,5	1178,7	111,4	1313,0	107,5
FRUITS	2835,7	92,7	2629,6	109,6	2882,5	101,7
Vins de champagne.....	2837,8	100,3	2846,3	103,0	2931,7	103,3
dont vins calmes.....	2023,8	99,9	2021,7	103,2	2085,7	103,1
dont champagne.....	814,0	101,3	824,6	102,6	846,0	103,9
Autres vins d'appellation.....	5124,1	90,7	4647,9	104,4	4852,5	94,7
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	7961,9	94,1	7494,2	103,9	7784,2	97,8
Vins pour eaux de vie AOC.....	628,9	106,1	667,2	100,2	668,6	106,3
dont vins de distillation.....	97,1	116,4	113,0	101,2	114,4	117,8
dont cognac.....	531,8	104,2	554,2	100,0	554,2	104,2
Autres vins de distillation.....	15,9	40,3	6,4	96,9	6,2	39,0
Vins de table et de pays.....	954,7	89,5	854,5	105,0	897,2	94,0
AUTRES VINS	1599,5	95,5	1528,1	102,9	1572,0	98,3
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	38310,9	103,6	39692,3	96,3	38204,5	99,7
Gros bovins.....	5469,5	99,0	5414,3	103,3	5593,4	102,3
Veaux.....	1443,7	106,5	1537,7	95,1	1461,7	101,2
Ovins-caprins.....	644,6	97,5	628,5	103,6	651,1	101,0
Equidés.....	97,7	101,8	99,5	101,9	101,4	103,8
Porcins.....	2840,7	100,4	2851,5	110,7	3157,9	111,2
BETAIL	10496,2	100,3	10531,5	104,1	10965,5	104,5
Volailles.....	2980,9	99,3	2959,4	114,2	3379,9	113,4
Oeufs.....	1066,2	99,5	1060,5	104,8	1111,2	104,2
PRODUITS AVICOLES	4047,1	99,3	4019,9	111,7	4491,1	111,0
Lait et produits laitiers.....	7671,0	104,1	7983,3	115,7	9238,4	120,4
dont lait.....	7389,0	104,2	7698,7	115,8	8912,6	120,6
dont produits laitiers.....	282,0	100,9	284,6	114,5	325,8	115,5
Autres produits de l'élevage.....	614,5	97,2	597,4	104,2	622,6	101,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	8285,5	103,6	8580,7	114,9	9861,0	119,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..	22828,8	101,3	23132,1	109,4	25317,6	110,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	61139,7	102,8	62824,4	101,1	63522,1	103,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3147,5	100,1	3149,1	102,6	3231,1	102,7
Activités secondaires de services.....	189,5	99,8	189,2	102,6	194,1	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3337,0	100,0	3338,3	102,6	3425,2	102,6
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	64476,7	102,6	66162,7	101,2	66947,3	103,8
dont production des activités secondaires.....	1817,3	101,9	1852,6	103,6	1920,1	105,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	59,7	103,2	61,6	90,9	56,0	93,8
Blé tendre.....	399,0	121,7	485,7	85,3	414,1	103,8
Maïs.....	126,0	111,1	140,0	101,6	142,2	112,9
Orge.....	140,0	129,5	181,3	80,3	145,6	104,0
Autres céréales.....	51,2	116,0	59,4	87,7	52,1	101,8
CEREALES.....	775,9	119,6	928,0	87,3	810,0	104,4
Oléagineux.....	203,0	105,7	214,6	86,0	184,5	90,9
Protéagineux.....	30,0	90,3	27,1	79,0	21,4	71,3
Tabac.....	44,0	103,2	45,4	95,8	43,5	98,9
Betteraves industrielles.....	0,5	880,0	4,4	100,0	4,4	
Autres plantes industrielles.....	63,7	102,4	65,2	99,7	65,0	102,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	341,2	104,5	356,7	89,4	318,8	93,4
Maïs fourrage.....	115,0	101,9	117,2	101,1	118,5	103,0
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,0	101,9	117,2	101,1	118,5	103,0
Légumes frais.....	4,2	92,9	3,9	97,4	3,8	90,5
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	4,2	92,9	3,9	97,4	3,8	90,5
POMMES DE TERRE.....	15,1	93,4	14,1	114,9	16,2	107,3
FRUITS.....	131,8	110,2	145,2	92,6	134,5	102,0
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1383,2	113,2	1565,1	89,6	1401,8	101,3
Gros bovins.....	970,0	98,8	958,5	101,6	973,9	100,4
Veaux.....	71,2	106,5	75,8	99,6	75,5	106,0
Ovins-caprins.....	74,6	97,5	72,7	112,4	81,7	109,5
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1115,8	99,2	1107,0	102,2	1131,1	101,4
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	125,0	2,0	125,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	125,0	2,0	125,0
Lait et produits laitiers.....	2,5	96,0	2,4	100,0	2,4	96,0
dont lait.....	2,5	96,0	2,4	100,0	2,4	96,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,5	96,0	2,4	100,0	2,4	96,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1119,9	99,2	1111,0	102,2	1135,5	101,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2503,1	106,9	2676,1	94,8	2537,3	101,4
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2503,1	106,9	2676,1	94,8	2537,3	101,4
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	632,1	103,2	652,5	84,2	549,5	86,9
Blé tendre.....	6413,8	121,7	7807,9	80,6	6290,8	98,1
Maïs.....	2825,9	111,1	3139,4	66,1	2075,8	73,5
Orge.....	1804,9	129,5	2337,3	89,5	2091,6	115,9
Autres céréales.....	465,3	115,9	539,2	86,8	468,2	100,6
CEREALES.....	12142,0	119,2	14476,3	79,3	11475,9	94,5
Oléagineux.....	2309,9	106,0	2447,9	97,6	2388,6	103,4
Protéagineux.....	203,4	90,5	184,1	92,6	170,5	83,8
Tabac.....	58,3	103,3	60,2	103,0	62,0	106,3
Betteraves industrielles.....	846,5	93,3	789,5	96,7	763,1	90,1
Autres plantes industrielles.....	322,8	97,9	316,0	110,1	348,0	107,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3740,9	101,5	3797,7	98,3	3732,2	99,8
Maïs fourrage.....	896,1	101,9	913,5	110,9	1013,0	113,0
Autres fourrages.....	3948,0	98,2	3877,1	112,3	4354,5	110,3
PLANTES FOURRAGERES.....	4844,1	98,9	4790,6	112,0	5367,5	110,8
Légumes frais.....	3091,1	100,9	3118,7	101,5	3164,4	102,4
Plantes et fleurs.....	2110,1	98,8	2084,2	103,8	2163,9	102,5
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5201,2	100,0	5202,9	102,4	5328,3	102,4
POMMES DE TERRE.....	1237,0	96,4	1192,8	111,4	1329,2	107,5
FRUITS.....	2967,5	93,5	2774,8	108,7	3017,0	101,7
Vins de champagne.....	2837,8	100,3	2846,3	103,0	2931,7	103,3
dont vins calmes.....	2023,8	99,9	2021,7	103,2	2085,7	103,1
dont champagne.....	814,0	101,3	824,6	102,6	846,0	103,9
Autres vins d'appellation.....	5124,1	90,7	4647,9	104,4	4852,5	94,7
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7961,9	94,1	7494,2	103,9	7784,2	97,8
Vins pour eaux de vie AOC.....	628,9	106,1	667,2	100,2	668,6	106,3
dont vins de distillation.....	97,1	116,4	113,0	101,2	114,4	117,8
dont cognac.....	531,8	104,2	554,2	100,0	554,2	104,2
Autres vins de distillation.....	15,9	40,3	6,4	96,9	6,2	39,0
Vins de table et de pays.....	954,7	89,5	854,5	105,0	897,2	94,0
AUTRES VINS.....	1599,5	95,5	1528,1	102,9	1572,0	98,3
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	39694,1	103,9	41257,4	96,0	39606,3	99,8
Gros bovins.....	6439,5	99,0	6372,8	103,1	6567,3	102,0
Veaux.....	1514,9	106,5	1613,5	95,3	1537,2	101,5
Ovins-caprins.....	719,2	97,5	701,2	104,5	732,8	101,9
Equidés.....	97,7	101,8	99,5	101,9	101,4	103,8
Porcins.....	2840,7	100,4	2851,5	110,7	3157,9	111,2
BETAIL.....	11612,0	100,2	11638,5	103,9	12096,6	104,2
Volailles.....	2982,5	99,3	2961,0	114,2	3381,9	113,4
Oeufs.....	1066,2	99,5	1060,5	104,8	1111,2	104,2
PRODUITS AVICOLES.....	4048,7	99,3	4021,5	111,7	4493,1	111,0
Lait et produits laitiers.....	7673,5	104,1	7985,7	115,7	9240,8	120,4
dont lait.....	7391,5	104,2	7701,1	115,8	8915,0	120,6
dont produits laitiers.....	282,0	100,9	284,6	114,5	325,8	115,5
Autres produits de l'élevage.....	614,5	97,2	597,4	104,2	622,6	101,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8288,0	103,6	8583,1	114,9	9863,4	119,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23948,7	101,2	24243,1	109,1	26453,1	110,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	63642,8	102,9	65500,5	100,9	66059,4	103,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3147,5	100,1	3149,1	102,6	3231,1	102,7
Activités secondaires de services.....	189,5	99,8	189,2	102,6	194,1	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3337,0	100,0	3338,3	102,6	3425,2	102,6
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66979,8	102,8	68838,8	100,9	69484,6	103,7
dont production des activités secondaires.....	1817,3	101,9	1852,6	103,6	1920,1	105,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Semences et plants	2 002,5	102,7	2 057,4	105,4	2 168,9	108,3
Energie et lubrifiants	3 027,9	99,8	3 022,3	120,3	3 636,7	120,1
Engrais et amendements	3 383,0	108,3	3 662,1	127,2	4 658,2	137,7
Produits de protection des cultures	2 745,5	109,3	3 000,7	102,3	3 071,1	111,9
Dépenses vétérinaires	1 358,4	114,3	1 552,8	103,8	1 612,4	118,7
Aliments pour animaux	13 459,8	102,9	13 856,0	109,9	15 233,4	113,2
dont : intraconsommés	6 003,7	105,3	6 321,0	105,1	6 643,7	110,7
achetés en dehors de la branche	7 456,1	101,1	7 535,0	114,0	8 589,7	115,2
Entretien du matériel	2 462,7	100,2	2 467,0	105,2	2 595,8	105,4
Entretien des bâtiments	290,6	100,0	290,6	101,4	294,6	101,4
Services de travaux agricoles	3 147,5	100,0	3 149,1	102,6	3 231,1	102,7
Autres biens et services	5 815,2	100,2	5 826,9	97,7	5 690,1	97,8
dont : SIFIM	555,4	98,1	544,9	50,1	273,0	49,1
Total	37 693,0	103,2	38 884,9	108,5	42 192,3	111,9

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Production	66 979,8	103,7	69 484,6
(-) Consommations intermédiaires	37 693,0	111,9	42 192,3
(=) Valeur ajoutée brute	29 286,8	93,2	27 292,3
(-) Consommation de capital fixe	9 821,2	107,2	10 528,5
(=) Valeur ajoutée nette	19 465,6	86,1	16 763,8

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Valeur ajoutée nette	19 465,6	86,1	16 763,8
(+) Subventions d'exploitation	7 331,0	100,9	7 399,6
dont : bonifications d'intérêts	225,1	72,5	163,2
(-) Autres impôts sur la production	1 356,4	102,9	1 395,5
Impôts fonciers	850,6	106,3	904,5
Autres	505,8	97,1	491,0
(=) Résultat agricole net	25 440,2	89,5	22 767,9
(-) Rémunération des salariés	6 452,4	101,6	6 558,3
Salaires	5 209,6	101,6	5 295,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 242,8	101,6	1 263,2
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 987,8	85,4	16 209,6

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 987,8	85,4	16 209,6
(-) Intérêts ¹	1 437,5	119,7	1 720,9
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 771,4	103,3	1 830,7
(-) Charges locatives nettes ²	1 964,6	106,1	2 084,1
(=) Revenu net d'entreprise agricole	15 585,7	79,6	12 404,6

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2008 / 2007
Résultat agricole net	-10,5
par actif	-8,6
Revenu net d'entreprise agricole	-20,4
par actif non salarié	-18,4
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-2,1
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2008 / 2007
Résultat agricole net	-12,7
par actif	-10,8
Revenu net d'entreprise agricole	-22,3
par actif non salarié	-20,3
Evolution du prix du PIB	2,5

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture
Indices d'évolutions moyens sur les cinq dernières années 2003 à 2008

Tableaux 1 à 3 - Production

En % par an

	Production hors subventions			Subventions			Production au prix de base		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Blé dur	107,8	110,0	118,6	107,8	71,6	77,1	107,8	98,1	105,8
Blé tendre	105,2	106,6	112,1	105,2	72,2	76,0	105,2	99,7	104,9
Maïs	105,8	98,3	104,0	105,8	70,7	74,8	105,8	93,5	98,9
Orge	104,2	108,7	113,3	104,3	71,5	74,5	104,2	100,3	104,5
Autres céréales	103,3	108,0	111,5	103,2	74,6	77,0	103,2	98,4	101,5
CEREALES	105,3	105,2	110,8	105,2	71,9	75,6	105,4	98,2	103,5
Oléagineux	105,4	108,6	114,5	104,6	74,3	77,7	105,2	100,9	106,1
Protéagineux	83,6	106,6	89,0	83,5	75,9	63,4	83,5	97,5	81,5
Tabac	91,0	111,5	101,5	91,4	95,8	87,5	91,3	99,2	90,6
Betteraves industrielles	98,1	95,2	93,3				98,2	95,2	93,4
Autres plantes industrielles	90,5	101,9	92,5	97,5	92,9	90,5	91,6	100,3	92,1
PLANTES INDUSTRIELLES	99,7	103,6	103,3	99,2	79,4	78,8	99,6	99,2	98,9
Maïs fourrage	100,9	100,9	101,8	100,9	72,4	73,0	100,9	93,1	93,9
Autres fourrages	109,6	95,0	104,1				109,6	95,0	104,1
PLANTES FOURRAGERES	108,1	95,9	103,6	100,9	72,4	73,0	107,4	94,6	101,6
Légumes frais	99,2	100,9	100,0	90,6	126,8	114,9	99,1	100,9	100,0
Plantes et fleurs	97,2	101,3	98,5				97,2	101,3	98,5
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	98,3	101,0	99,4	90,6	126,8	114,9	98,3	101,0	99,4
POMMES DE TERRE	103,0	100,4	103,4	99,1	90,0	89,2	102,9	100,2	103,1
FRUITS	99,5	102,7	102,2	89,5	116,5	101,8	99,2	103,0	102,2
Vins de champagne	111,2	103,3	114,9				111,2	103,3	114,9
dont vins calmes	116,6	103,7	120,9				116,6	103,7	120,9
dont champagne	102,7	102,4	105,2				102,7	102,4	105,2
Autres vins d'appellation	99,6	100,9	100,5				99,6	100,9	100,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	103,0	101,6	104,7				103,0	101,6	104,7
Vins pour eaux de vie AOC	106,7	103,6	110,5				106,7	103,6	110,5
dont vins de distillation	108,9	106,9	116,4				108,9	106,9	116,4
dont cognac	106,2	103,1	109,5				106,2	103,1	109,5
Autres vins de distillation	77,8	99,8	77,6				77,8	99,8	77,6
Vins de table et de pays	96,8	99,0	95,8				96,8	99,0	95,8
AUTRES VINS	100,0	100,4	100,4				100,0	100,4	100,4
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (1)	103,2	101,3	104,5	102,7	75,4	77,4	103,1	99,0	102,1
Gros bovins	100,3	103,4	103,8	100,3	87,1	87,3	100,3	99,7	100,0
Veaux	99,3	101,5	100,8	99,3	99,4	98,7	99,3	101,4	100,7
Ovins-caprins	96,9	101,6	98,5	96,9	88,5	85,7	96,9	99,5	96,4
Equidés	101,7	101,6	103,3				101,7	101,6	103,3
Porcins	100,2	102,8	103,0				100,2	102,8	103,0
BETAIL	100,0	102,8	102,8	100,0	87,8	87,8	100,0	100,6	100,6
Volailles	98,9	104,6	103,5	100,0	114,9	114,9	98,9	104,6	103,5
Oeufs	98,9	101,4	100,4				98,9	101,4	100,4
PRODUITS AVICOLES	98,9	103,8	102,6	100,0	114,9	114,9	98,9	103,8	102,6
Lait et produits laitiers	100,3	102,8	103,2	100,2	94,8	95,0	100,3	102,8	103,2
dont lait	100,4	102,8	103,2	100,2	94,8	95,0	100,4	102,8	103,2
dont produits laitiers	98,9	103,1	102,0				98,9	103,1	102,0
Autres produits de l'élevage	99,9	100,9	100,8				99,9	100,9	100,8
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	100,3	102,7	103,0	100,2	94,8	95,0	100,3	102,7	103,0
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (2)	99,9	102,9	102,8	99,9	87,9	87,8	99,9	101,9	101,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)	102,0	101,8	103,8	101,9	79,6	81,1	101,9	100,0	102,0
Activités principales de travaux agricoles	100,3	102,4	102,7				100,3	102,4	102,7
Activités secondaires de services	100,8	102,6	103,4				100,8	102,6	103,4
PRODUCTION DE SERVICES (4)	100,3	102,5	102,8				100,3	102,5	102,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)	101,9	101,9	103,8	101,9	79,6	81,1	101,9	100,2	102,0
dont production des activités secondaires	102,7	102,7	105,5	107,8	71,6	77,1	102,7	102,7	105,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années 2003 à 2008

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

	Indices moyens		
	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Semences et plants	99,5	102,4	102,0
Energie et lubrifiants	98,9	110,2	109,0
Engrais et amendements	100,2	109,6	109,9
Produits de protection des cultures	103,0	101,0	103,9
Dépenses vétérinaires	103,3	102,2	105,7
Aliments pour animaux	102,9	102,1	105,1
dont : intraconsommés	107,4	98,0	105,2
achetés en dehors de la branche	99,2	105,7	104,9
Entretien du matériel	98,4	104,2	102,5
Entretien des bâtiments	96,5	102,3	98,7
Services de travaux agricoles	100,3	102,4	102,7
Autres biens et services	100,5	99,7	100,1
dont : SIFIM	100,8	77,5	78,1
Total	101,2	103,2	104,4

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

	En % par an
	2008/2003
Production	2,0
(-) Consommations intermédiaires	4,4
(=) Valeur ajoutée brute¹	-1,1
(-) Consommation de capital fixe	4,4
(=) Valeur ajoutée nette¹	-3,8

1. Avertissement : la baisse de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC de 2006 : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base et donc dans la valeur ajoutée, sont en grande partie remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

	En % par an
	2008/2003
Valeur ajoutée nette	-3,8
(+) Subventions d'exploitation	21,2
dont bonifications d'intérêts	-8,6
(-) Autres impôts sur la production	2,5
Impôts fonciers	4,4
Autres	-0,4
(=) Résultat agricole net	0,7
(-) Rémunération des salariés	2,2
Salaires	2,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	0,2

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années 2003 à 2007

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

	En % par an
	2008/2003
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	0,2
(-) Intérêts ¹	9,2
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	0,4
	-30,6
(-) Charges locatives nettes ²	1,3
(=) Revenu net d'entreprise agricole	-0,9

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

	En % par an
	2008/2003
Résultat agricole net	0,7
par actif	2,9
Revenu net d'entreprise agricole	-0,9
par actif non salarié	1,8
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,1
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,7

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

	En % par an
	2008/2003
Résultat agricole net	-1,4
par actif	0,7
Revenu net d'entreprise agricole	-3,1
par actif non salarié	-0,4
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,2

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2008

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 19,2	- 21,3	- 6,2
dont : blé tendre (52,8 %)	+ 21,7	- 19,7	- 2,3
Maïs (23,3 %)	+ 11,1	- 35,5	- 28,4
Orge (14,9 %)	+ 29,5	- 9,7	+ 16,9
Subventions sur les produits	+ 19,6	- 12,7	+ 4,4
Ensemble au prix de base	+ 19,2	- 20,7	- 5,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2007.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de céréales diminue en 2008 (-6,2 %) malgré la forte croissance des récoltes. En effet, après la flambée exceptionnelle de 2007, les prix des céréales chutent nettement en 2008.

Le **volume** de l'ensemble des céréales produites augmente de 19,2 % en 2008 par rapport au faible volume de 2007. Par rapport au niveau moyen des cinq dernières années, la hausse est de 13,5 %. L'accroissement important des récoltes s'explique par l'augmentation des rendements et surtout par la progression de la sole céréalière due en grande partie à la suppression des jachères obligatoires en 2008. Pour le blé tendre, la production s'accroît de 21,7 % sous l'effet conjugué d'une hausse des surfaces et des rendements. La récolte de blé dur progresse de 3,2 % par rapport à 2007 malgré la baisse des surfaces, et de 6 % par rapport à la moyenne quinquennale. Pour l'orge, la production s'accroît de 29,5 % par rapport à 2007 en raison de l'augmentation de la sole conjuguée à un rendement moyen exceptionnel favorisé par de bonnes conditions climatiques. La récolte de maïs augmente de 11,1 % ; les surfaces s'accroissent fortement, mais les rendements, très élevés en 2007, diminuent en 2008.

Le **prix** de la production de céréales (hors subventions) chute en 2008 (-21,3 %), après avoir flambé en 2007 et 2006. Cela s'explique en partie par la progression des récoltes. En effet, pour la campagne 2008/2009, le bilan mondial des céréales est excédentaire ; les stocks mondiaux devraient se reconstituer, hormis pour

le maïs. Mais, désormais, le marché des céréales ne dépend plus seulement de l'importance des récoltes, il dépend aussi de la spéculation financière et du marché de l'énergie qui créent une forte volatilité. Dès le début de la campagne, les prix mondiaux ont baissé après les premières annonces d'estimations de récolte abondante 2008, puis les marchés financiers ont entraîné les matières premières agricoles dans leur spirale baissière. En France, le prix du blé tendre diminue de 19,7 %. Il a chuté en septembre et surtout en octobre à l'annonce d'une production mondiale de blé exceptionnellement élevée ; les disponibilités ukrainiennes de blé fourrager sont très abondantes et pèsent sur les prix. En janvier et février 2009, la sécheresse sévissant au Brésil et en Argentine a entraîné les prix à la hausse, après neuf mois de baisse, puis la tendance a été au repli avec l'annonce de l'amélioration des conditions climatiques. Les cours du blé dur décroissent de 16,5 %. Le prix de l'orge baisse de 9,7 %, bien que cette campagne soit marquée par le retour à une très bonne qualité des orges de brasserie. Pour le maïs, les cours mondiaux sont entraînés à la baisse malgré un bilan mondial déficitaire, car la grande quantité de blé fourrager récoltée dans l'est de l'Europe concurrence le maïs dans l'alimentation animale. Le bilan européen est excédentaire. En France, le prix diminue de 35,5 %. Il a chuté jusqu'en décembre, puis il s'est sensiblement redressé pendant la deuxième moitié de la campagne.

Les **aides** à la surface pour les grandes cultures progressent de 4,4 %. La valeur de la production au prix de base décroît de 5,5 %.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 1,2	- 1,5	- 0,3
dont : oléagineux (61,7 %)*	+ 6,0	- 1,3	+ 4,6
protéagineux (5,4 %)*	- 9,5	- 5,0	- 14,0
betteraves industrielles (22,6 %)*	- 7,2	- 3,4	- 10,3
Subventions sur les produits	+ 4,5	- 10,6	- 6,6
Ensemble au prix de base	+ 1,5	- 1,7	- 0,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2007.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production d'**oléagineux** augmente (+ 4,6 %), la baisse des prix étant moins accentuée que la croissance des volumes.

La récolte croît de 6 % par rapport à 2007. La hausse par rapport à la moyenne quinquennale est de 12 %. Pour le colza, la récolte augmente à nouveau en 2008 : contrairement aux deux années précédentes, les superficies diminuent, mais les rendements s'améliorent nettement. Pour le tournesol, c'est la hausse des surfaces qui entraîne une forte croissance de la production.

Les cours des oléagineux diminuent légèrement. Le prix du colza se raffermi encore en 2008 (+ 10 %) : très élevé en début de campagne, il diminue nettement jusqu'en décembre, puis il se redresse en janvier et décroît ensuite légèrement. En revanche, le prix du tournesol chute (-26 %). Les récoltes sont en nette progression en Europe et dans les pays de la mer Noire, où les surfaces ont augmenté. Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre), le prix moyen est supérieur de 3 % à son niveau de 2007, mais en octobre, il chute de 25 % et continue à chuter jusqu'en décembre avant de se redresser en janvier et février.

Les aides pour les oléagineux diminuent en valeur malgré la hausse des surfaces. La valeur de la production au prix de base décroît de 0,9 %.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** chute de 14 % sous l'effet conjugué d'une baisse des quantités produites et des prix. Les rendements augmentent, mais la baisse continue des surfaces entraîne un repli de la production, qui reste inférieure de 50 % à la moyenne des cinq dernières années. Néanmoins, le repli est moins important que celui des trois campagnes précédentes. C'est le pois qui est en recul tandis que la féverole, qui représente 40 % de la production, est en progression. En effet, le rendement de la féverole est en hausse depuis cinq ans en raison d'un renouvellement de variétés et d'un déplacement des zones de culture du sud vers le nord de la France, sur des terres bénéficiant d'un climat plus favorable. Les prix diminuent de 5 %. Le marché français du pois est difficile en raison d'une excellente collecte au Canada et de prix très attractifs en Ukraine.

La baisse des subventions est amplifiée par la diminution des volumes. La valeur de la production au prix de base baisse de 16,2 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît sensiblement en 2008 (-10,3 %). Les tonnages récoltés se réduisent fortement en raison d'une baisse conjuguée des surfaces et des rendements, les conditions climatiques ayant été défavorables durant l'été. La richesse en sucre est un peu plus importante

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

que l'an dernier. Le volume produit baisse ainsi de 7,2 %. Suite à la réforme de l'OCM sucre (organisation commune de marché), la production de betteraves à sucre diminue ; cette année, celle des betteraves à alcool et éthanol diminue aussi en raison de la baisse des

rendements. Depuis l'année 2006, le prix de la betterave sucrière diminue conformément au règlement sur le sucre. En 2008, la baisse est de 3,4 %. Elle est compensée par l'augmentation progressive des droits à paiement unique pour les planteurs de betteraves.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 3,1	+ 6,3	+ 3,0
dont : fruits (39,7 %)*	- 7,3	+ 9,6	+ 1,7
légumes (43,2 %)*	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4
pommes de terre (17,1 %)*	- 3,5	+ 11,4	+ 7,5
Subventions sur les produits	+ 8,0	- 5,3	+ 2,3
Ensemble au prix de base	- 2,9	+ 6,0	+ 2,9

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2007.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** s'accroît légèrement en 2008 (+ 1,7 %), la baisse des quantités produites étant compensée globalement par la hausse des prix. La campagne a été bonne pour les fruits d'automne, mais très défavorable pour les fruits d'été. Pour les cerises, la récolte a diminué et les prix ont cependant baissé. Pour les abricots et les pêches, la récolte a chuté en raison du climat défavorable, avec du gel en mars et des périodes de pluie et de grêle au printemps. Les prix n'ont pas compensé cette baisse de production, même s'ils ont été nettement supérieurs à ceux de 2007. En revanche, pour les fraises, la production, quoiqu'en hausse, a été bien valorisée. Pour les poires, la récolte est faible en 2008 en raison d'une baisse des surfaces de 10 % par rapport à 2007 et aussi des dégâts climatiques (gel et pluies) ; les prix sont très élevés. Pour les pommes, la production diminue en raison d'une baisse des surfaces de vergers et les prix s'accroissent légèrement. La récolte européenne 2008 est supérieure à celle de 2007 et la concurrence à l'exportation est vive.

Les subventions sur les produits se composent principalement de l'aide à la production de bananes qui reste couplée ; elles augmentent en raison de la hausse de production. De plus, une nouvelle subvention a été ajoutée pour les prunes. La valeur de la production de fruits au prix de base progresse (+ 1,7 %).

La valeur de la production de **légumes** s'accroît modérément (+ 2,4 %), comme les trois années précédentes, sous l'effet d'une hausse des prix conjuguée en 2008 à une légère progression des quantités. Pour les tomates, comme l'an dernier, la production a été importante face à une demande peu dynamique et les cours ont baissé. Pour les courgettes, les prix ont diminué sensiblement. Pour les asperges, la production, qui reste stable à un faible niveau, s'est moins bien valorisée qu'en 2007. En revanche, le prix des choux-fleurs a nettement augmenté. Pour les concombres, la récolte, en légère hausse, s'est bien valorisée. Le marché de la carotte a été dynamique et favorable, il a été dopé par une bonne demande à l'exportation et par des conditions climatiques favorisant la demande

intérieure ; la production a légèrement diminué et les cours sont restés très fermes.

La récolte de **pommes de terre** de conservation est inférieure à celle de 2007, tout en restant supérieure à la moyenne quinquennale, du fait d'une baisse des rendements due au manque de chaleur estivale. Les cours s'accroissent nettement ; la demande intérieure reste soutenue, la consommation des ménages progresse depuis l'année 2006 après plusieurs

années consécutives de baisse, et la demande à l'exportation est dynamique. Globalement, le volume de la production de pommes de terre décroît de 3,5 %. Le prix, après une baisse de 25,4 % en 2007, augmente de 11,4 %, ce qui entraîne une hausse de la valeur de la production de 7,5 %.

L'aide compensatrice à la féculé s'accroît. La valeur de la production au prix de base, y compris subventions, progresse de 7,5 %.

4. Les vins

Évolution 2008/2007 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble	(100,0 %)*	- 5,6	+ 3,7	- 2,1
Vins d'appellation d'origine	(83,3 %)	- 5,9	+ 3,9	- 2,2
vins de champagne**	(29,7 %)	+ 0,3	+ 3,0	+ 3,3
autres vins d'appellation	(53,6 %)	- 9,3	+ 4,4	- 5,3
Autres vins	(16,7 %)	- 4,5	+ 2,9	- 1,7
vins pour eaux de vie AOC	(6,5 %)	+ 6,1	+ 0,2	+ 6,3
autres vins de distillation	(0,2 %)	- 59,7	- 3,1	- 61,0
vins de table et de pays	(10,0 %)	- 10,5	+ 5,0	- 6,0

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2007.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulants (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** diminue en 2008 en raison d'une baisse des volumes produits, tandis que les prix continuent à augmenter.

Le **volume** de production décroît pour la troisième année consécutive (-5,6 %), de façon plus accentuée que les années précédentes. Les volumes de vins de champagne progressent très légèrement, après avoir beaucoup augmenté en 2007, année pour laquelle le plafond d'appellation avait été relevé ; En 2008, le plafond est maintenu au même niveau et n'est pas tout à fait atteint. Le recul des volumes des autres vins d'appellation, ainsi que celui des vins

de table et de pays, est plus important qu'en 2007. En effet, les rendements ont été affectés par des périodes de gel en mars-avril, des orages de grêle et un mois de septembre pluvieux ; de plus, de nombreux arrachages, notamment en Languedoc-Roussillon, ont été effectués.

Le **prix** de la production des vins, globalement, augmente en 2008, mais moins fortement qu'en 2007. La faiblesse des récoltes depuis deux ans et la baisse des stocks réduisent les disponibilités, ce qui fait monter les prix. Le prix des vins de champagne continue à progresser régulièrement. Les prix des autres vins

d'appellation restent sur une dynamique de croissance ; les exportations baissent en volume, mais augmentent en valeur. Les prix des

vins de table et de pays poursuivent aussi leur croissance, qui est toutefois beaucoup moins prononcée qu'en 2007.

5. Le bétail

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 0,3	+ 4,1	+ 4,5
dont : gros bovins (52,1 %)*	- 1,0	+ 3,3	+ 2,3
veaux (13,8 %)*	+ 6,5	- 4,9	+ 1,2
porcins (27,1 %)*	+ 0,4	+ 10,7	+ 11,2
ovins-caprins (6,1 %)*	- 2,5	+ 3,6	+ 1,0
Subventions sur les produits	- 0,8	+ 2,2	+ 1,4
Ensemble au prix de base	+ 0,2	+ 3,9	+ 4,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2007. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** se redresse en 2008 (+ 2,3 %).

Le volume de la production² de gros bovins décroît très légèrement en 2008. Les abattages sont en baisse et les exportations d'animaux vivants ont continué à diminuer surtout au premier semestre, freinées par les mesures sanitaires liées à la fièvre catarrhale.

Le nombre de vaches laitières rompt avec sa tendance habituelle à la baisse ; en effet, les éleveurs ont maintenu des vaches en production pour accroître la collecte laitière. L'effectif de vaches allaitantes continue sa progression. Le nombre de génisses diminue, mais le nombre de taurillons continue à croître fortement avec la limitation de sorties d'animaux due à la fièvre catarrhale. Globalement, les effectifs de bovins s'accroissent pour la deuxième année consécutive.

2 La production de gros bovins correspond à la somme des abattages, des exportations, des investissements en animaux reproducteurs et vaches laitières et des variations d'effectifs des autres animaux. Elle est diminuée des importations.

Les cours des gros bovins se sont redressés en 2008 en raison d'une offre peu abondante. Les prix des vaches laitières, gardées pour la production de lait, ont été fermes et cette fermeté a profité au prix des autres bovins. Le prix à la production augmente de 3,3 %.

Les aides sur la production de bétail sont quasi-stables. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 2 %.

Hors subventions sur les produits, la production des **veaux** de boucherie s'accroît légèrement en valeur. Les abattages augmentent nettement, mais les effectifs diminuent légèrement en regard d'une consommation en baisse. Le volume de production se redresse en 2008 après une baisse de 5 % en 2006 et 2007. Les cours, qui avaient beaucoup augmenté au deuxième semestre 2007, ont baissé en 2008 jusqu'en septembre, puis ils se sont redressés grâce à la maîtrise de l'offre face à une demande peu soutenue. Sur l'année 2008, le prix hors subventions décroît de 4,9 %, après deux

années de hausse sensible. Il reste supérieur au prix moyen des cinq dernières années (+ 2,3 %). La prime à l'abattage des veaux reste stable. La valeur de la production au prix de base progresse de 1,5 %.

La valeur de la production de **porcins** s'accroît fortement en 2008 (+ 11,2 %) après avoir chuté en 2007. Le volume de production augmente très peu par rapport à 2007 et il est stable par rapport à la moyenne quinquennale. Le prix du porc se redresse en 2008, il avait chuté en 2007. La consommation de viande de porc résiste mieux que celle des viandes rouges, plus onéreuses, dans un contexte de pouvoir d'achat en baisse.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** augmente légèrement en 2008 (+ 1,0 %), la baisse des volumes étant compensée par la hausse des prix. Le volume de production décline de 2,5 % par rapport à 2007 et de 8 %

par rapport à la moyenne quinquennale. La décapitalisation s'accélère pour répondre à la baisse structurelle de la consommation : les abattages d'animaux de réforme augmentent sensiblement ; en revanche, les abattages d'agneaux diminuent nettement, ce qui entraîne un recul du total des abattages. Le prix à la production reste ferme.

Les subventions augmentent sensiblement. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 1,9 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 4,5 %), en raison du redressement des prix (+ 4,1 %), le volume restant quasi-stable. Les subventions sur les produits sont en hausse, du fait de la progression de la prime à la brebis, et la valeur de la production de bétail au prix de base s'accroît de 4,2 %.

6. Les produits avicoles

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble	- 0,7	+ 11,7	+ 11,0
dont : volailles (73,7 %)	- 0,7	+ 14,2	+ 13,4
oeufs (26,3 %)*	- 0,5	+ 4,8	+ 4,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2007.

Pour les **volailles**, la valeur de la production augmente fortement en 2008 (+ 13,4 %) pour la deuxième année consécutive. Le volume de production est légèrement inférieur à son niveau de 2007, mais nettement en dessous de son niveau de 2005, avant la crise de l'influenza aviaire. Seuls les abattages de poulets sont en légère hausse tandis que ceux de dindes continuent à décroître. Les abattages de canards rompent avec leur tendance à la hausse car les mises en place reculent. Les prix s'accroissent très fortement pour toutes les espèces : l'augmentation des coûts de production est

répercutée, en particulier celle de l'alimentation, car cette filière est fortement intégrée.

Pour les **oeufs**, la valeur de la production progresse en 2008. En 2007, elle avait fortement augmenté en raison de la flambée des prix. Le volume de production diminue légèrement en 2008, il reste donc inférieur à la moyenne des cinq dernières années. Il a baissé au premier semestre, puis s'est redressé au deuxième semestre. La modération de l'offre entraîne une fermeté des prix, qui sont supérieurs de 4,8 % à ceux de 2007.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2008/2007 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 3,6	+ 14,9	+ 19,0
dont :			
lait et produits laitiers** (92,6 %)*	+ 4,1	+ 15,7	+ 20,4
Subventions sur les produits	n.s.	n.s.	n.s.
Ensemble au prix de base	+ 3,6	+ 14,9	+ 19,0

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2007.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production des autres produits animaux s'accroît très fortement (+ 21 %).

Le rythme de croissance de la collecte laitière s'est ralenti à partir de l'été 2008, mais il avait été élevé au premier semestre. Cette augmentation de la production s'explique en partie par la réactivité des éleveurs à l'envolée du prix du lait au second semestre 2007 ; les éleveurs ont maintenu les vaches en production avant tarissement et abattage et leur ont donné davantage de compléments alimentaires

concentrés. Ainsi, le volume de production progresse de 4,1 %.

Le prix à la production (hors subventions) du lait, qui s'était redressé à partir de juillet 2007, s'est fortement accru au dernier trimestre 2007 et au premier semestre 2008. Il a baissé au deuxième semestre en raison du fort recul des prix des produits laitiers industriels. Ainsi, le prix de la production s'accroît de 15,7 % en 2008.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers augmente de 20,4 %, après une hausse de 6,4 % en 2007.

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

**Tableau 1 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix constants 2000**

**Tableau 3 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2000**

Tableau 1
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2714	944	114	3772	4347
1981	465	317	782	3010	1005	128	4143	4925
1982	573	347	920	3610	1084	155	4849	5769
1983	562	390	952	3688	1113	161	4962	5914
1984	247	427	674	3746	1152	172	5070	5744
1985	454	433	887	3666	1220	178	5064	5951
1986	201	483	684	3495	1266	179	4940	5624
1987	84	580	664	3659	1318	178	5155	5819
1988	311	491	802	4231	1471	183	5885	6687
1989	208	591	799	4679	1528	201	6408	7207
1990	546	847	1393	4469	1653	204	6326	7719
1991	308	691	999	4182	1804	197	6183	7182
1992	444	624	1068	3783	1745	190	5718	6786
1993	386	541	927	3589	1553	190	5332	6259
1994	544	414	958	4030	1556	192	5778	6736
1995	605	463	1068	4350	1711	211	6272	7340
1996	507	432	939	4774	1892	220	6886	7825
1997	387	473	860	5000	1937	234	7171	8031
1998	378	565	943	5276	2028	259	7563	8506
1999	454	629	1083	5389	2187	268	7844	8927
2000	602	580	1182	5322	2273	271	7866	9048
2001	458	592	1050	5058	2697	272	8027	9077
2002	314	572	886	5066	2507	299	7872	8758
2003	201	513	714	5279	2465	319	8063	8777
2004	243	520	763	5625	2529	326	8480	9243
2005	409	588	997	5775	2522	338	8635	9632
2006	480	449	928	5890	2787	365	9042	9971
2007	515	440	955	6811	2887	389	10087	11042
2008	591	443	1034	7771	2714	414	10900	11933

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	476	565	1041	5573	1939	207	7719	8760
1981	427	601	1028	5437	1866	206	7509	8537
1982	489	578	1067	5815	1785	227	7827	8894
1983	457	610	1067	5413	1708	219	7340	8407
1984	198	595	793	5205	1662	228	7095	7888
1985	348	571	919	4914	1779	230	6923	7842
1986	159	576	735	4466	1723	232	6421	7156
1987	50	727	777	4521	1760	236	6517	7294
1988	227	590	817	5043	1908	238	7189	8006
1989	155	686	841	5402	1941	244	7587	8428
1990	405	1001	1406	5076	2044	250	7370	8776
1991	302	808	1110	4536	2138	243	6917	8027
1992	411	735	1146	4014	2030	242	6286	7432
1993	352	642	995	3837	1777	251	5865	6859
1994	481	488	969	4247	1769	255	6271	7240
1995	587	523	1110	4659	1933	278	6870	7980
1996	538	475	1013	5059	2114	285	7458	8471
1997	388	510	898	5265	2119	289	7673	8571
1998	370	596	966	5615	2133	288	8036	9002
1999	459	651	1110	5684	2264	289	8237	9347
2000	602	580	1182	5322	2273	271	7866	9048
2001	488	576	1064	4895	2549	256	7700	8764
2002	347	546	893	4867	2321	258	7446	8339
2003	192	475	667	5025	2210	265	7500	8167
2004	224	460	684	5264	2168	251	7682	8366
2005	380	491	871	5190	2102	251	7543	8414
2006	427	362	789	5270	2178	262	7710	8500
2007	462	346	808	5928	2164	267	8359	9167
2008	516	324	840	6469	1865	274	8608	9448

Source : Insee

Tableau 3
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980		251	251	2589	751	114	3454	3705
1981		292	292	2970	853	128	3951	4243
1982		331	331	3371	984	155	4510	4841
1983		359	359	3717	1071	161	4949	5308
1984		405	405	3927	1151	172	5250	5655
1985		434	434	4038	1150	177	5365	5799
1986		494	494	4180	1243	179	5602	6096
1987		483	483	4259	1278	178	5715	6198
1988		489	489	4383	1333	182	5898	6387
1989		518	518	4523	1379	200	6102	6620
1990		510	510	4566	1438	204	6208	6718
1991		527	527	4702	1526	196	6424	6951
1992		529	529	4695	1575	189	6459	6988
1993		527	527	4557	1606	187	6350	6877
1994		531	531	4550	1621	190	6361	6892
1995		551	551	4436	1643	205	6284	6835
1996		561	561	4484	1682	214	6380	6941
1997		570	570	4529	1739	227	6495	7065
1998		581	581	4527	1828	256	6611	7192
1999		595	595	4635	1880	264	6779	7374
2000		612	612	4935	1975	268	7178	7790
2001		626	626	5130	2136	269	7535	8161
2002		634	634	5175	2212	297	7684	8318
2003		645	645	5241	2306	317	7864	8509
2004		666	666	5370	2431	324	8125	8791
2005		698	698	5617	2512	336	8465	9163
2006		704	704	5672	2695	362	8730	9434
2007		703	703	5910	2823	386	9118	9821
2008		737	737	6318	3063	410	9791	10528

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980		518	518	5317	1542	207	7066	7584
1981		528	528	5362	1586	206	7154	7682
1982		537	537	5428	1620	227	7275	7812
1983		546	546	5454	1644	219	7317	7863
1984		553	553	5454	1660	228	7342	7895
1985		558	558	5422	1678	229	7329	7887
1986		564	564	5347	1691	231	7269	7833
1987		574	574	5272	1706	236	7214	7788
1988		578	578	5237	1729	237	7203	7781
1989		586	586	5230	1751	244	7225	7811
1990		606	606	5197	1777	250	7224	7830
1991		618	618	5123	1809	243	7175	7793
1992		626	626	5012	1832	240	7084	7710
1993		631	631	4891	1838	248	6977	7608
1994		628	628	4808	1842	252	6902	7530
1995		624	624	4764	1856	272	6892	7516
1996		618	618	4758	1879	279	6916	7534
1997		615	615	4774	1901	282	6957	7572
1998		613	613	4826	1923	285	7034	7647
1999		616	616	4892	1946	284	7122	7738
2000		612	612	4935	1975	268	7178	7790
2001		609	609	4947	2019	252	7218	7827
2002		604	604	4957	2048	256	7261	7865
2003		597	597	4978	2068	263	7309	7906
2004		589	589	5014	2084	249	7347	7936
2005		583	583	5036	2094	249	7379	7962
2006	0	568	568	5063	2107	259	7429	7997
2007	0	553	553	5139	2117	264	7520	8073
2008	0	540	540	5258	2106	270	7634	8174

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, ASSURANCE-DOMMAGES

Éléments du compte de capital

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les primes et les indemnités d'assurance-dommages

Conformément au SEC 95, ces flux sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire des revenus, qui n'est pas retracé dans la séquence comptable du compte spécifique de l'agriculture.

Tableau 3

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1990 à 2008 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-265	236	-127	-515	164	48	221	-129	-100	-136
Plantes industrielles	150	-149	-90	32	37	-28	-18	17	69	-123
Fruits et légumes, pdterre	108	35	-416	115	289	-30	36	-59	134	-116
Vins	487	-1821	411	-406	114	147	423	-41	-395	-126
Autres produits végétaux	52	5	-90	-77	-10	76	100	46	25	-26
Bétail	82	-79	-165	-16	18	19	10	-76	-10	-26
Total	615	-1774	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553
FBCF en produits agricoles										
Plantations	847	691	624	541	414	463	432	473	565	629
Bétail	546	308	444	386	544	605	507	387	378	454
Total	1393	999	1068	927	958	1068	939	860	943	1083

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-136	-15	-102	46	-283	362	-283	369	1146	179
Plantes industrielles	-123	-11	-53	24	42	71	-57	-52	78	143
Fruits et légumes, pdterre	-116	-37	260	-99	33	-26	6	251	-90	-465
Vins	-126	401	143	-633	-630	236	-448	-420	-264	-1312
Autres produits végétaux	-26	22	117	-49	167	-91	-93	52	97	175
Bétail	-26	186	90	-141	-157	-64	33	74	87	98
Total	-553	546	455	-851	-828	489	-842	273	1054	-1181
FBCF en produits agricoles										
Plantations	629	580	592	572	514	520	588	449	440	443
Bétail	454	602	458	314	201	243	409	480	515	591
Total	1083	1182	1050	886	714	763	997	928	955	1034

Source : Insee

Tableau 4
Éléments du compte de capital de 1990 à 2008

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	7719	7182	6786	6259	6736	7340	7825	8031	8506	8927
Consommation de capital fixe	6718	6951	6988	6877	6892	6835	6941	7065	7192	7374
Variations de stocks ¹	572	-1911	-871	-896	812	520	800	-234	-309	-582
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	319	366	306	323	241	250	238	198	222	248
Autres transferts en capital	648	556	517	387	422	409	355	194	200	157

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Variations des actifs									
Formation brute de capital fixe	9048	9077	8758	8777	9243	9680	10090	11098	12000
Consommation de capital fixe	7790	8161	8318	8509	8791	9163	9434	9821	10528
Variations de stocks ¹	565	422	-930	-835	536	-871	436	1334	-1804
Variations des passifs et de la valeur nette									
Aides à l'investissement	260	288	344	399	361	355	506	362	435
Autres transferts en capital	222	238	232	193	171	224	248	276	231

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 5
Primes et indemnités d'assurance-dommages de 1990 à 2008

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Primes	1071	1063	1210	1251	1213	1164	1147	1177	1223	1191
Indemnités	591	549	665	714	629	660	638	639	713	658

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Primes	1157	1317	1340	1470	1397	1481	1453	1507	1580
Indemnités	525	715	858	905	753	834	763	834	880

Source : Insee

LES RÉVISIONS DES COMPTES DE 2006, 2007 ET 2008

Les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente. Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le résultat agricole net et le revenu net d'entreprise agricole.

Le résultat agricole net, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à : valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production.

Le revenu net d'entreprise agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à : résultat agricole net - rémunération des salariés - intérêts - charge locative nette.

Le résultat agricole net est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net d'entreprise agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2006 définitif

Dans le compte définitif 2006, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 0,3 point par rapport à la version semi-définitive du compte. La révision de 140 millions d'euros, sur un total de 58 milliards, est la résultante de révisions à la hausse (céréales,...) et à la baisse (oléagineux, vins de distillation,...).

Compte tenu des autres révisions, notamment une révision importante sur la consommation de capital fixe, le résultat agricole net est révisé de + 1,0 point et le revenu net d'entreprise agricole de + 1,7 point.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) est corrigée de -1,9 % à -2,3 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,5 % à -2,8 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,49 % à 2,39 %, soit -0,1 point.

Dans le compte définitif 2006, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 11,9 % au lieu de + 10,3 % dans la version semi-définitive (**révision + 1,6 point**). L'évolution du

revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 19,3 % au lieu de + 17,8 % (**révision + 1,5 point**).

Le compte 2007 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2007, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 0,1 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 221 millions d'euros, sur un total de 64 milliards, est la résultante de révisions à la hausse (blé dur, maïs, oléagineux,...) et à la baisse (plantes et fleurs,...).

Compte tenu des autres révisions —sur les consommations intermédiaires (semences, engrais, aliments pour animaux,...), la consommation de capital fixe et la rémunération des salariés—, le résultat agricole net est révisé de -0,1 point et le revenu net d'entreprise agricole de + 0,3 point.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) est corrigée de -1,9 % à -2,2 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,8 % à -2,5 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,46 % à 2,50 %.

Dans le compte semi-définitif 2007, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 10,9 % au lieu de + 10,7 % dans la version provisoire (**révision + 0,2 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 17,4 % au lieu de + 17,5 % (**révision -0,1 point**).

Le compte 2008 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2008, la valeur de la production hors subventions est révisée de + 3,9 % à + 3,8 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de -0,1 point.

Participent à la révision des volumes, les corrections à la baisse apportées à la production de vin et de plantes industrielles. La révision à la hausse des prix porte essentiellement sur les oléagineux, le blé dur et le maïs fourrage et la révision à la baisse surtout sur les vins courants.

L'évolution des consommations intermédiaires est corrigée de + 0,3 point en valeur. Le volume des consommations intermédiaires est révisé de + 2,6 % à + 3,2 %, soit + 0,6 point. Le prix est moins révisé : de + 8,7 % à + 8,5 %, soit -0,2 point.

La révision des consommations intermédiaires en valeur résulte principalement de la hausse des dépenses en semences et engrais et des dépenses vétérinaires conjuguée à la baisse des Sifim.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de -0,6 point.

Comme la consommation de capital fixe a été fortement révisée (+ 3 points), la valeur ajoutée nette est révisée de -2,4 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le résultat agricole net est révisé de -1,6 point.

Cumulant l'effet des différentes révisions, le revenu net d'entreprise est corrigé de -4,5 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) est corrigée de -1,9 % à -2,1 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,8 % à -2,5 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,30 % à 2,49 %, soit + 0,2 point.

Dans le compte provisoire 2008, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à -10,8 % au lieu de -9,2 % dans la version prévisionnelle (**révision -1,6 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -20,3 % au lieu de -15,4 % (**révision -4,9 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) Résultat agricole net par actif en termes réels

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prévisionnel						- 10,1	+ 8,6	+ 7,5	-9,2
Provisoire					- 1,6	- 6,5	+ 9,1	+ 10,7	-10,8
Semi-définitif				- 0,5	- 2,4	-4,8	+ 10,3	+ 10,9	
Définitif	-1,3	+ 0,9	-3,2	- 1,8	-1,5	-5,0	+ 11,9		
Révision (en point) ¹	/	/	/	- 1,3	+ 0,1	+ 5,1	+ 3,3	+ 3,4	-1,6

b) Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prévisionnel						- 19,0	+ 14,9	+12,1	-15,4
Provisoire					- 3,7	-13,0	+ 16,1	+ 17,5	-20,3
Semi-définitif				- 1,6	- 3,6	- 9,7	17,8	+ 17,4	
Définitif	-2,9	-0,6	-3,9	- 3,1	- 3,1	- 9,4	19,3		
Révision (en point) ¹	/	/	/	- 1,5	+ 0,6	+ 9,6	+ 4,4	+5,3	-4,9

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

NB. En grisé, figurent les évaluations qui intègrent le traitement des Sifim. Le traitement des Sifim a un impact sur le résultat agricole net ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net d'entreprise agricole.

LES ECHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2008

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2008

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 – Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques en 2008

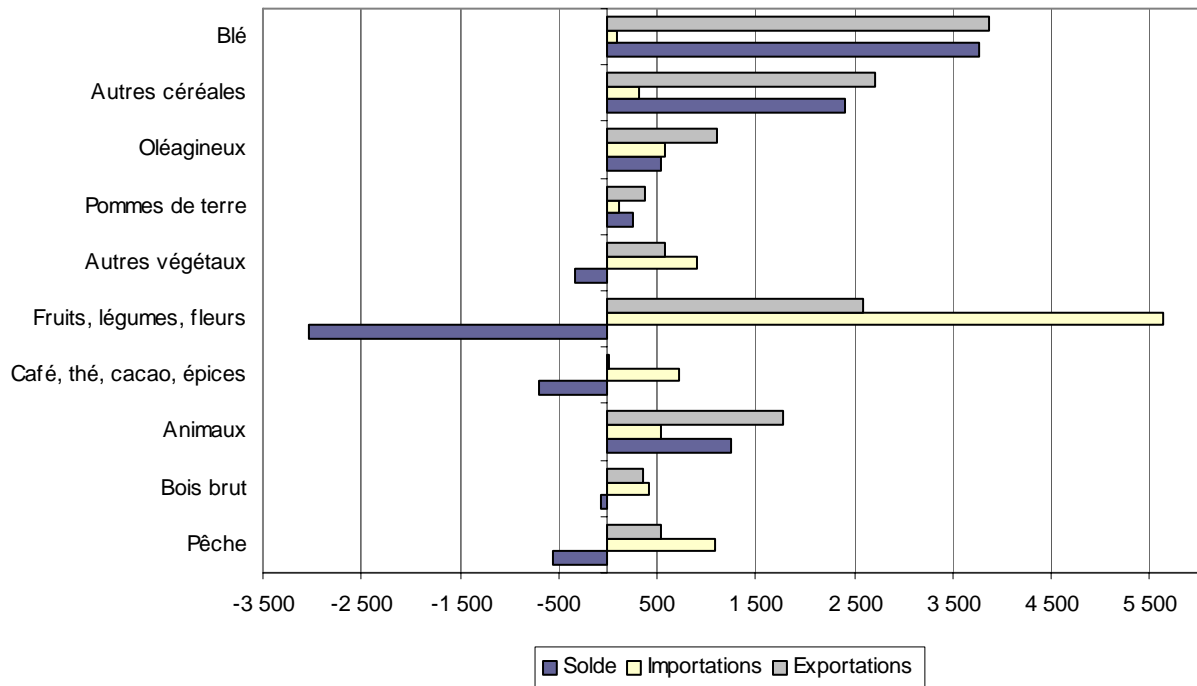
Tableau 4 – Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union européenne en 2008

Tableau 5 – Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2008

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2008

En millions d'euros



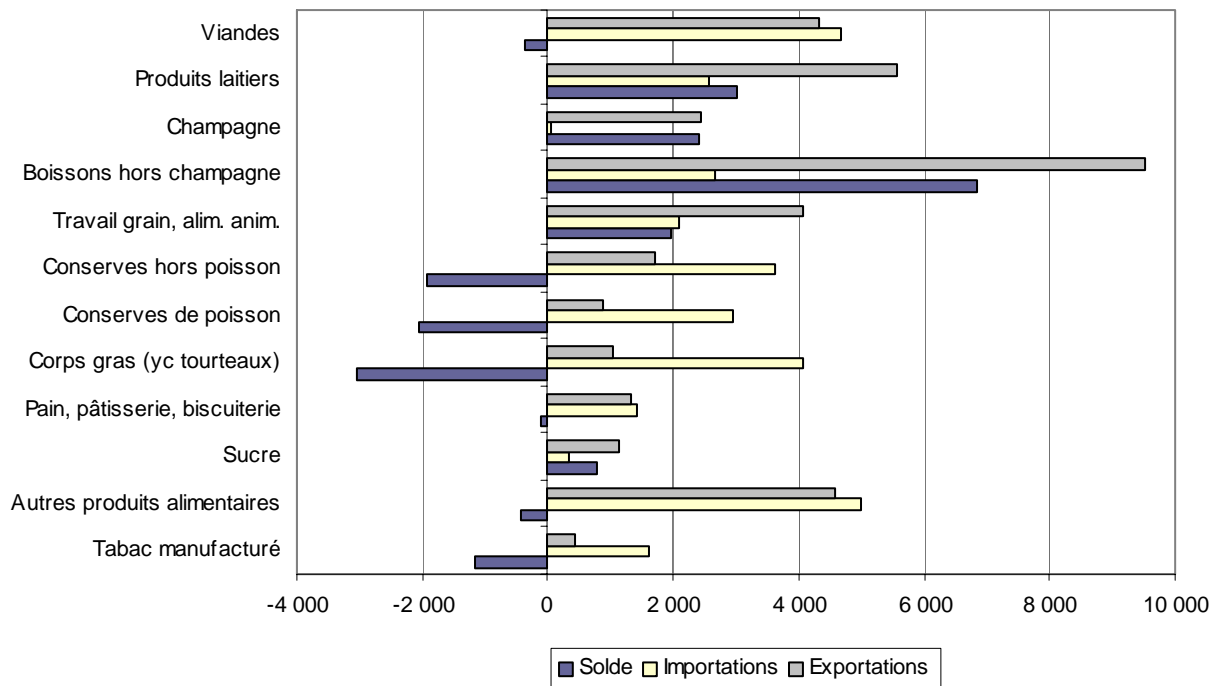
Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, pommes de terre, plantes fourragères.

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2008

En millions d'euros



Autres produits alimentaires : chocolat, pâtes alimentaires, thé et café, condiments, aliments diététiques, autres non cités ailleurs.

Conserves hors poisson : conserves de légumes et de pommes de terre, de fruits, de jus de fruits et de légumes.

Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	NES 472	Exportations 2008		Importations 2008		Solde		
		Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2007	2008	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	13 903	17,0%	10 405	6,0%	2 067	3 498	1 431
Agriculture, chasse, services annexes	GA01	13 023	19,4%	8 894	7,8%	2 653	4 129	1 476
Blé dur	HA01A	485	63,9%	33	32,0%	271	452	181
Blé tendre	HA01B	3 376	47,7%	65	51,2%	2 242	3 311	1 069
Maïs	HA01C	1 599	41,3%	189	-22,2%	889	1 410	521
Orge	HA01D	1 035	18,7%	15	7,1%	858	1 020	162
Autres céréales	HA01E	74	45,1%	106	51,4%	-19	-32	-13
Pommes de terre	HA01F	376	-21,3%	112	-11,1%	352	264	-88
Oléagineux	HA01G	1 101	58,9%	571	74,1%	365	530	165
Tabac	HA01H	149	21,1%	99	17,9%	39	50	11
Plantes à sucre	HA01I	0	-100,0%	2	100,0%	1	-2	-3
Plantes fourragères	HA01J	28	3,7%	13	18,2%	16	15	-1
Autres plantes industrielles	HA01K	403	0,2%	796	11,6%	-311	-393	-82
Légumes frais	HA01L	931	-3,9%	1 666	-1,2%	-718	-735	-17
Plantes et fleurs	HA01M	363	4,3%	1 133	1,7%	-766	-770	-4
Fruits	HA01O	1 303	-2,0%	2 838	9,3%	-1 268	-1 535	-267
Café, thé, cacao, épices	HA01P	14	-12,5%	717	3,2%	-679	-703	-24
Gros bovins	HA01Q	1092	-5,5%	25	-3,8%	1 130	1067	-63
Veaux	HA01R	43	-20,8%	31	-3,1%	22	12	-10
Ovins, caprins	HA01S	42	-12,5%	35	12,9%	17	7	-10
Équidés	HA01T	88	-20,0%	92	24,3%	36	-4	-40
Porcins	HA01U	119	8,2%	20	11,1%	92	99	7
Volailles	HA01W	155	-6,6%	22	-12,0%	141	133	-8
Œufs	HA01X	130	9,2%	76	-7,3%	37	54	17
Autres produits d'élevage	HA01Y	117	-2,5%	238	11,2%	-94	-121	-27
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	GA02	349	-11,0%	426	-9,9%	-81	-77	4
Pêche, aquaculture	GA03	531	-8,6%	1 085	-0,1%	-505	-554	-49

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 2

Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	NES 472	Exportations 2008		Importations 2008		Solde		
		Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2007	2008	Écart
Industries agroalimentaires	EB	37 024	5,1%	31 067	10,8%	7 188	5 957	-1 231
Industries viande et lait	FB1	9 909	6,8%	7 253	4,1%	2 309	2 656	347
Industries des viandes	GB01	4 329	7,6%	4 687	8,2%	-307	-358	-51
Viandes de boucherie	HB01A	2 546	7,0%	3 120	6,0%	-563	-574	-11
Viandes de volailles	HB01B	1 095	10,5%	698	12,0%	368	397	29
Préparation à base de viandes	HB01C	688	5,4%	869	13,6%	-112	-181	-69
Industrie du lait	GB02	5 580	6,2%	2 566	-2,8%	2 616	3 014	398
Lait liquide et crème de lait	HB02A	584	4,5%	394	-2,0%	157	190	33
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	551	23,5%	155	-3,7%	285	396	111
Beurre	HB02C	239	9,6%	422	-13,7%	-271	-183	88
Fromages	HB02D	2 686	9,3%	1 028	16,3%	1 574	1 658	84
Autres produits laitiers	HB02E	1 210	-0,7%	362	-31,0%	694	848	154
Glaces et sorbets	HB02F	310	-12,7%	205	15,2%	177	105	-72
Autres produits des IAA	FB2	27 115	4,5%	23 814	13,0%	4 879	3 301	-1 578
Industrie des boissons	GB03	11 952	1,9%	2 708	7,5%	9 209	9 244	35
Boissons alcooliques distillées	HB03A	2 698	-2,4%	817	6,7%	1 998	1 881	-117
Alcool	HB03B	441	46,0%	122	6,1%	187	319	132
Champagne	HB03C	2 439	-4,5%	44	10,0%	2 514	2 395	-119
Vins	HB03D	4 492	4,3%	558	3,9%	3 770	3 934	164
Cidre	HB03E	34	0,0%	10	25,0%	26	24	-2
Autres boissons fermentées	HB03F	24	4,3%	59	31,1%	-22	-35	-13
Bières	HB03G	177	18,0%	399	-0,7%	-252	-222	30
Malt	HB03H	379	26,8%	11	22,2%	290	368	78
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	1 268	-2,2%	688	15,1%	698	580	-118
Travail des grains, alim. animaux	GB04	4 068	7,1%	2 092	20,6%	2 063	1 976	-87
Meunerie	HB04A	637	18,6%	237	18,5%	337	400	63
Autres activités du grain	HB04B	491	1,4%	684	27,1%	-54	-193	-139
Amylacés	HB04C	1 286	3,3%	483	4,1%	781	803	22
Aliments animaux de la ferme	HB04D	30	11,1%	5	0,0%	22	25	3
Aliments animaux de compagnie	HB04E	1 624	7,9%	683	29,4%	977	941	-36
Industries alimentaires diverses	GB05	10 654	6,0%	17 407	16,0%	-4 964	-6 753	-1 789
Poisson transformé	HB05A	877	-0,3%	2 940	1,7%	-2 010	-2 063	-53
Produits à base de pommes de terre	HB05B	1 058	-4,8%	1 766	5,6%	-561	-708	-147
Jus de fruits et légumes	HB05C	193	9,7%	825	10,7%	-569	-632	-63
Produits à base de fruits et légumes	HB05D	445	0,9%	1 029	12,8%	-471	-584	-113
Huiles et graisses brutes ¹	HB05E	592	40,0%	2 692	54,0%	-1 325	-2 100	-775
Huiles, graisses raffin. de margarine	HB05F	459	27,1%	1 389	51,0%	-559	-930	-371
Pain et pâtisserie fraîche	HA05G	518	13,8%	239	14,9%	247	279	32
Biscuits, biscot., pâtiss. conservation	HA05H	792	5,0%	1 176	10,2%	-313	-384	-71
Sucre	HB05I	1 130	-4,3%	346	0,3%	836	784	-52
Chocolat, confiserie	HB05J	1 552	4,0%	1 988	6,3%	-378	-436	-58
Pâtes alimentaires	HB05K	141	28,2%	484	35,2%	-248	-343	-95
Thé et café	HB05L	330	26,0%	823	19,8%	-425	-493	-68
Condiments et assaisonnement	HB05M	312	13,9%	476	10,2%	-158	-164	-6
Aliments bébés	HB05N	366	11,9%	121	5,2%	212	245	33
Industries alimentaires n.c.a.	HB05O	1 889	4,9%	1 113	6,8%	758	776	18
Tabac	GB06	441	16,4%	1 607	-11,1%	-1 429	-1 166	263

1. Dont tourteaux.

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3

Exportations, importations et soldes agroalimentaires de la France par zone géographique, en 2008

En milliards d'euros

Zones	Solde 2007	Exportations 2008	Importations 2008	Solde 2008
Monde	+9,3	50,9	41,5	+9,5
Union européenne à vingt-sept	+7,8	36,7	28,7	+8,0
dont : zone euro	+4,2	29,0	24,9	+4,1
Pays tiers	+1,5	14,2	12,8	+1,5
OCDE hors membres de l'UE	+2,8	4,5	2,4	+2,2
dont : ALENA (EU, Canada, Mexique)	+1,8	2,4	1,0	+1,4
Japon	+0,9	1,0	0,0	+0,9
Amérique centrale et Amérique du Sud (hors Mexique)	-2,5	0,3	3,4	-3,1
dont : Brésil	-1,2	0,1	1,6	-1,5
Afrique du Nord	+0,6	2,3	0,8	+1,4
Afrique sub-saharienne	-0,4	1,2	1,4	-0,2
PECO non membres de l'UE ¹	+0,0	0,1	0,1	+0,0
CEI ²	+0,5	0,9	0,4	+0,5
Proche et Moyen-Orient	+0,4	0,9	0,4	+0,5
Asie et Océanie hors pays de l'OCDE	+0,0	1,9	2,2	-0,3
Reste du Monde	+0,1	2,1	1,7	+0,4

1. Pays d'Europe centrale et orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Serbie, Montenegro, Croatie.

2. Communauté des Etats indépendants.

Source : comptes nationaux Insee, Douanes, données provisoires

Tableau 4
Exportations, importations et solde agroalimentaires avec les pays de l'Union européenne en 2008

En millions d'euros

Pays	Solde 2007	Exportations 2008	Importations 2008	Solde 2008
Union Européenne	7792	36704	28710	7994
Royaume-Uni ¹	3211	5175	2141	3034
Italie	2631	5776	3259	2517
Allemagne	1589	6458	4738	1720
Belgique	1091	6198	4906	1292
Grèce	637	797	138	659
Portugal	377	780	400	379
Luxembourg	275	404	131	273
Suède ¹	195	387	132	255
Finlande	171	224	42	182
République tchèque ¹	105	192	84	108
Danemark ¹	17	544	449	95
Autriche	133	295	211	85
Roumanie ¹	69	133	57	76
Lettonie ¹	45	67	13	54
Estonie ¹	55	59	6	53
Chypre	54	55	10	45
Slovaquie ¹	15	60	22	38
Malte	33	34	1	33
Slovénie	31	38	9	28
Lituanie ¹	-2	56	44	12
Bulgarie ¹	-17	63	88	-25
Hongrie ¹	-40	143	171	-28
Pologne ¹	-160	422	504	-82
Irlande	-208	498	603	-105
Espagne	-575	4498	5165	-667
Pays-Bas	-1940	3348	5384	-2036

1. Pays en dehors de la zone euro en 2008.

Source : comptes nationaux Insee, Douanes, données provisoires

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2008

a) Excédents

En millions d'euros

Pays	Solde 2007	Exportations 2008	Importations 2008	Solde 2008
Algérie	667	1224	18	1205
<i>Blé</i>		791		
Etats-Unis	1514	1859	745	1114
<i>Alcools, vins, champagne</i>		1314		
Japon	946	975	39	935
<i>Vins, eaux de table, alcools, champagne</i>		576		
Suisse	656	1291	544	746
<i>Vins, champagne</i>		347		
Russie	563	685	60	626
<i>Alcools</i>		106		
Singapour	481	544	13	531
<i>Alcools, champagne</i>		431		
Arabie saoudite	315	316	1	315
<i>Viande de volaille</i>		107		
Canada	292	488	230	257
<i>Vins</i>		282		
Hong-Kong	215	252	8	244
<i>Alcools, vins</i>		139		

Source : Douanes

b) Déficits

En millions d'euros

Pays	Solde 2007	Exportations 2008	Importations 2008	Solde 2008
Brésil	-1219	93	1572	-1479
<i>Tourteaux</i>			842	
Argentine	-441	16	703	-687
<i>Tourteaux</i>			238	
Côte d'Ivoire	-302	197	529	-332
<i>Cacao, beurre de cacao</i>			244	
Thaïlande	-254	90	416	-326
<i>Caoutchouc naturel brut</i>			101	
Inde	-208	46	362	-316
<i>Huile de ricin</i>			88	
Indonésie	-169	60	342	-282
<i>Caoutchouc naturel brut</i>			106	
Chili	-227	21	271	-250
<i>Poissons congelés</i>			46	
Nouvelle-Zélande	-251	35	261	-226
<i>Viande de mouton</i>			138	
Norvège	-229	181	404	-223
<i>Poissons</i>			118	

Source : Douanes

Monde

Janvier

- 1 : L'Union européenne s'élargit à 27 Etats membres avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie.
- 14 : La Commission européenne propose d'instaurer une procédure d'autorisation pour les aliments issus d'animaux clonés.
- 17 : La Commission européenne décide de renforcer les exigences communautaires pour les importations de viande bovine en provenance du Brésil à partir du 31 janvier 2008.
- 21 : Les ministres de l'Agriculture de l'UE parviennent à un compromis à l'unanimité sur une simplification du régime de la conditionnalité des aides directes à compter du 1^{er} avril 2008. Ils adoptent le règlement sur les applications de la télédétection dans le cadre de la politique agricole commune pour la période 2008-2013.
- 23 : La Commission européenne propose la mise en œuvre d'une législation européenne pour atteindre en 2010 une proportion obligatoire de 10 % de biocarburants dans la consommation totale des véhicules.
- 30 : La Commission européenne propose une harmonisation accrue de l'étiquetage des denrées alimentaires avec notamment un étiquetage nutritionnel et la mention des ingrédients allergènes.
- 31 : La Commission européenne décide de poursuivre la Pologne pour sa législation sur les biotechnologies qui diverge profondément avec le cadre juridique européen sur les OGM.

Février

- 4 : La Commission européenne propose de prolonger de deux ans le financement du Fonds communautaire du tabac. La retenue de 5 % du budget annuel consacré aux paiements directs en faveur des producteurs de tabac devait aller jusqu'à fin 2007.
- 18 : La Commission européenne annonce la prolongation de trois mois des périodes de stockage privé du porc.

Mars

- 4 : La Commission européenne adopte une proposition de règlement visant à simplifier les procédures d'étiquetage et de mise sur le marché des aliments pour animaux.
- 11 : Le Parlement européen accepte la proposition de la Commission européenne visant à intégrer dans l'organisation commune des marchés unique le secteur des fruits et légumes ainsi que des modifications dans les secteurs du sucre et du lait.
- 13 : Le sommet européen confirme les objectifs, définis en 2007, de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020 grâce à l'utilisation de 20 % d'énergies renouvelables et de 10 % de biocarburants.
- 17 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne décident, malgré l'opposition de l'Allemagne et de l'Autriche et l'abstention de la France, d'accroître de 2 % les quotas laitiers à compter du 1^{er} avril 2008 pour répondre à l'accroissement de la demande.
- 26 : L'Union européenne et la Russie ratifient un memorandum sur la sécurité des produits végétaux exportés par la Communauté européenne vers la Russie concernant les résidus de pesticides, de nitrites et de nitrates.

Avril

- 8 : La Commission européenne décide de recouvrer auprès des Etats membres 83 millions d'euros de dépenses agricoles jugées irrégulières, dont 11 millions auprès de la France dans le secteur de la banane.
- 17 : Les experts des Etats membres de l'Union européenne adoptent une directive visant à protéger les semences anciennes et les variétés naturellement adaptées à des conditions locales et régionales menacées d'érosion génétique. Ce texte concerne les plants de grandes cultures et les pommes de terre.
- 22 : Les experts vétérinaires de l'Union européenne approuvent un projet de réintroduction des farines de poisson dans l'alimentation des jeunes ruminants. Ce texte doit encore être adopté par la Commission européenne.
La Commission européenne assouplit les mesures de lutte contre les encéphalopathies spongiformes bovines transmissibles en portant la limite d'âge pour le retrait obligatoire de la colonne vertébrale des bovins lors de l'abattage de 24 à 30 mois.
- 28 : La Commission européenne approuve définitivement la réforme de l'organisation commune de marché du vin qui sera mise en œuvre le 1^{er} août 2008 afin de renforcer la compétitivité des vins européens.

Mai

- 6 : La Commission européenne présente l'avant-projet de budget communautaire 2009. La Pac serait dotée d'un budget de 56,3 milliards d'euros en 2009.
- 13 : La Commission européenne décide de prolonger au-delà du 30 juin 2008 la suspension des droits de douane à l'importation applicable aux céréales.
- 20 : Les organisations syndicales françaises désapprouvent les propositions du bilan de santé de la Pac présentées par la Commission européenne.
La Commission européenne refuse de maintenir hors du régime de découplage les plantes textiles comme le lin et le chanvre.
- 21 : L'Union européenne interdit les importations d'huile de tournesol en provenance d'Ukraine.
- 27 : La Commission parlementaire de l'agriculture adopte un avis précisant que l'ensemble de la législation relative à la Pac relèvera de la codécision entre le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'UE si le Traité de Lisbonne entre en vigueur.
- 29 : L'Union européenne fait appel de la décision prise fin mars par l'Organisation mondiale du commerce qui confirmait l'illégalité de l'embargo européen sur le bœuf aux hormones.

Juin

- 2 : Les experts vétérinaires de l'Union européenne rejettent la proposition de la Commission visant à autoriser l'utilisation de bains chlorés pour la décontamination des carcasses de poulet.
- 9 : La Commission européenne propose de rendre obligatoire l'identification électronique des équidés à partir de juillet 2009.
- 10 : La Commission européenne propose d'assouplir les règles d'utilisation des sous-produits animaux. Les ministres de l'Union européenne adoptent un texte recommandant un usage mesuré des antibiotiques pour éviter le développement de résistances aux agents antimicrobiens.
- 13 : La Commission européenne décide d'ouvrir une enquête anti-dumping contre les Etats-Unis, soupçonnés de subventionner de manière déloyale leurs exportations de biodiesel. La Commission européenne prolonge pendant un an la suspension des droits de douane communautaires sur les céréales importées.
- 23 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur la réforme du régime d'aides au coton avec maintien du découplage et aides à la restructuration. Ils parviennent à un accord politique en première lecture sur les règles de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques avec interdiction des molécules cancérigènes.
- 25 : Le Parlement européen demande l'interdiction du clonage animal à des fins alimentaires.

- 30 : La Commission européenne propose de mettre fin au système de mise en jachère obligatoire des terres pour les céréales.

Juillet

- 1 : La France préside l'Union européenne. Le bilan de santé de la Pac sera le principal dossier à l'étude.
- 2 : Le Comité permanent de l'agriculture biologique adopte un règlement sur la production, l'étiquetage et le contrôle des produits issus de l'agriculture biologique.
- 7 : Les députés européens adoptent une nouvelle législation pour les additifs, les enzymes et les arômes.
- 17 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne établit, en première lecture, un budget communautaire 2009 de 42,136 milliards d'euros pour les aides directes et le soutien des marchés agricoles (premier pilier de la Pac), soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2008 et de 10,811 milliards pour le développement rural (deuxième pilier, soit - 5 %).

Septembre

- 3 : Le Parlement européen réclame l'interdiction formelle du clonage animal à des fins alimentaires dans l'Union européenne ainsi que la mise en place d'un embargo sur les importations d'animaux clonés.
Les représentants permanents des Etats membres de l'Union européenne parviennent à un accord sur la directive relative à la production de biocarburants.
- 10 : La Commission européenne publie un projet de plan d'action pour la santé animale qui précise la stratégie communautaire présentée en septembre 2007 pour mieux lutter contre les épizooties.
- 17 : La Commission européenne propose de porter à 500 millions d'euros la dotation pour le programme de distribution de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies de la Communauté.
La Commission adopte un projet de règlement sur le bien-être des animaux au moment de l'abattage.

Octobre

- 6 : Les députés européens approuvent le projet de simplification des règles d'autorisation et d'étiquetage des aliments pour animaux.
- 9 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne approuve une adaptation des conditions d'éligibilité pour le paiement de la prime bovine.
- 14 : La Commission européenne décide d'assouplir le dispositif de contrôle de l'encéphalopathie spongiforme bovine. Les tests de détection deviendront obligatoires seulement sur les bovins abattus de plus de 48 mois à partir du 1^{er} janvier 2009.
- 28 : La Commission européenne attribue une enveloppe supplémentaire de 100 millions d'euros à la lutte contre l'épizootie de fièvre catarrhale, qui s'ajoute aux 62 millions déjà prévus pour financer la campagne de vaccination.

Novembre

- 5 : Les députés européens adoptent un projet de nouvelle législation sur la production, l'autorisation et l'utilisation des pesticides.
- 19 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur la mise en place à partir de la rentrée scolaire 2009 d'un programme de distribution gratuite de fruits pour les 26 millions d'écoliers européens âgés de six à dix ans. Le budget prévu est de 90 millions d'euros pour chaque année.

Décembre

- 1 : La Commission européenne et l'Australie signent un accord sur le vin qui remplace celui de 1994 et qui engage les deux parties à protéger mutuellement leurs indications géographiques ; ainsi, cet accord porte notamment sur la suppression des appellations usurpées de type Champagne ou Porto en Australie et à la reconnaissance du système européen d'étiquetage pour le vin.
- 4 : Les ministres européens de l'environnement adoptent un texte sur l'ajustement des procédures de mise sur le marché des OGM.
- 5 : La Commission européenne adopte le nouveau règlement européen sur les normes de commercialisation des fruits et légumes qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2009.
- 9 : Les Etats membres de l'Union européenne et le Parlement européen parviennent à un accord sur le volet « énergies renouvelables » du plan européen de lutte contre le réchauffement climatique, basé sur l'objectif de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'ici 2020.
- 10 : La Commission européenne adopte une proposition sur le fonctionnement de la chaîne alimentaire, qui prône une libéralisation accrue de la distribution.
- 13 : La présidence française de l'Union européenne et les députés européens parviennent à un accord sur le plan climat-énergie qui porte notamment sur les énergies renouvelables. Ce compromis a ensuite été voté en première lecture par le Parlement européen le 17 décembre.
- 18 : Le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen parviennent à un compromis sur la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et l'utilisation durable des pesticides.

France

Janvier

- 8 : Le ministère de l'Agriculture autorise pour un an l'utilisation du traitement de semences sur maïs à base de thiamethoxam.
- 12 : La France décide d'engager la procédure de clause de sauvegarde sur le maïs transgénique MON 810.
- 14 : Le ministère de l'Agriculture lance un programme doté de 900 000 euros pour financer des projets innovants en matière de réduction des produits phytosanitaires en viticulture. Ce programme s'inscrit dans les objectifs du Grenelle de l'environnement de réduire de 50 % l'usage des pesticides dans un délai de dix ans.
- 29 : Une convention entre le ministère de l'Ecologie et la Fédération du commerce et de la distribution prévoit notamment d'accroître de 15 % par an la part de produits biologiques dans le total des ventes alimentaires.

Février

- 8 : Le Sénat adopte la loi sur les OGM instaurant notamment un périmètre de sécurité autour des parcelles OGM. Le Haut conseil des biotechnologies devra être présidé par un scientifique.
Le ministre de l'Agriculture signe un arrêté suspendant la mise en culture du maïs MON 810 et notifie la clause de sauvegarde auprès de la Commission européenne.

Mars

- 19 : Le Conseil d'Etat rejette les recours déposés contre l'arrêté gouvernemental interdisant la mise en culture de MON 810.

Avril

- 7 : Le Premier ministre annonce le déblocage de 6 millions d'euros d'aides complémentaires pour les éleveurs de bovins confrontés à la fièvre catarrhale ovine et mis en difficulté suite au blocage des exportations d'animaux vers l'Italie.
- 9 : Les députés adoptent en première lecture le projet de loi sur les OGM. Ce projet réaffirme notamment la liberté de consommer et de produire avec ou sans OGM ainsi que la notion de délit de fauchage aggravé, puni de deux à trois ans d'emprisonnement.
- 16 : Le Sénat adopte ce projet de loi sur les OGM .
- 17 : Le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière publie la recommandation nationale pour le prix du lait payé aux producteurs au deuxième trimestre, qui prévoit une hausse de 63,8 euros/1000 litres.
- 18 : Le ministre de l'Agriculture annonce que tous les bovins et ovins destinés à l'exportation devront désormais être vaccinés contre le sérotype 8 de la fièvre catarrhale ovine.
- 25 : Le ministre de l'Agriculture décide d'allouer aux éleveurs ovins une aide de 17 millions d'euros pour l'allègement des charges et l'indemnisation de la perte de marge brute.
- 28 : Le projet de loi de modernisation de l'économie présenté en Conseil des ministres a pour objectif de libéraliser les relations industries-commerce en mettant fin aux marges arrière mises en place par la loi Galland en 1996.
- 30 : Le ministre de l'Environnement présente le projet de loi relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Mai

- 7 : Le Conseil de la concurrence donne un avis favorable aux concertations entre les producteurs de fruits et légumes sur les prix et les volumes.
- 20 : L'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur les OGM et le Sénat l'adopte le 22 mai, ce qui boucle le parcours législatif de cette loi.
- 30 : Le gouvernement annonce la reconduction de l'exonération des taxes sur les produits pétroliers.
- Fin mai : La Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes somme le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière de mettre fin à la recommandation nationale sur le prix du lait, assimilée à une entente.

Juin

- 10 : Les partenaires sociaux de l'agriculture signent un accord-cadre sur la protection sociale des salariés agricoles mettant en place un régime d'assurance complémentaire et un régime de prévoyance.
- 11 : Le Conseil économique et social adopte un avis pour la modernisation de la viticulture française.
- 19 : Le Comité national de l'assurance en agriculture (CNAA) débloque une enveloppe de 43 millions d'euros pour l'indemnisation des départements touchés par le gel sur les arbres fruitiers début 2008.

Septembre

- 10 : Le ministre de l'Agriculture présente le plan « Ecophyto 2018 » qui rassemble des mesures visant à réduire l'usage des produits phytosanitaires.
- 26 : Le ministre de l'Agriculture présente le budget 2009 avec des priorités pour l'agriculture durable et la disparition à l'horizon 2012 de la défiscalisation des biocarburants.

Octobre

- 2 : L'Inserm appelle à réduire l'exposition des populations aux pesticides.
- 10 : Le rapport Saddier relatif à la surmortalité des abeilles préconise une structuration de la filière via la création d'une interprofession et d'un institut technique ainsi que la mise en place d'outils permettant d'évaluer le cheptel.
- 30 : L'Assemblée nationale vote un amendement qui prévoit d'augmenter de 23 % la cotisation affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie pour les alcools forts.

Novembre

- 12 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan de soutien de 250 millions d'euros avec des aides pour les éleveurs d'ovins, des allègements de charges et des aides à la trésorerie, ainsi que des mesures d'allègement de la facture énergétique des exploitants avec l'exonération de la TIPP qui sera poursuivie sur le deuxième semestre 2008.
- 13 : Le Sénat maintient l'indexation des droits de circulation des alcools sur l'inflation constatée de 2007, soit 1,25 % au 1^{er} janvier 2009. La hausse serait revalorisée ensuite tous les ans.

Décembre

- 1 : L'interprofession laitière s'entend sur une orientation de prix, soit une baisse de 25 euros pour 1 000 litres pour les mois de novembre et décembre comparés aux mêmes mois de 2007. Cette réduction atteindra 45 euros/1 000 litres en janvier et février 2009 et 55 euros/1 000 litres en mars.
- 3 : Le Sénat, après l'Assemblée nationale, confirme un article de loi spécifiant que l'interprofession laitière pourra à nouveau fixer des orientations de prix du lait à la production sans être soumise aux règles générales de la concurrence.
- 5 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan de 100 millions d'euros pour la « banane durable » antillaise, visant notamment une forte réduction de l'emploi des pesticides.